

Bureau indépendant
de l'évaluation



FIDA

Investir dans les populations rurales

République du Burundi

Evaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP)

Document d'Orientation

Table de matières

_Toc42692502

Equivalents monétaires, poids et mesures	ii
Sigles et acronymes	ii
Carte des projets clôturés financés par le FIDA	iv
I. Introduction	1
II. Contexte du pays	1
A. Aperçu général	1
B. Economie	2
C. Indicateurs sociaux	4
D. Secteur agricole et développement rural	6
E. Déterminants de fragilité affectant le secteur agricole et rural	8
F. Aide publique au développement (APD)	9
III. Aperçu des opérations appuyées par le FIDA et évolution de la stratégie de pays	10
A. Portefeuille de projets	10
B. Evolution des stratégies pays du FIDA	12
IV. Objectifs, portée, et méthodologie de l'évaluation	16
A. Objectifs	16
B. Portée	16
C. Méthodologie	19
V. Eléments clés de l'évaluation	23
A. Processus de l'évaluation	23
B. Partenariat principal d'apprentissage	25
C. Équipe de l'évaluation	25
D. Communication et dissémination des résultats	25
E. Calendrier provisoire	26

Equivalents monétaires, poids et mesures

Equivalents monétaires

Unité monétaire = Franc Burundais (BIF)

1 USD = 1 895,86 BIF (27 mars 2020)

Poids et mesures

Système métrique

Sigles et acronymes

APD	Aide publique au développement
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne aux changements climatiques (<i>Adaptation for smallholder agriculture programme</i>)
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque Mondiale
BPEAE	Bureaux provinciaux de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage (avant Directions Provinciales de l'agriculture et de l'élevage, DPAE)
CAPAD	Confédération des Associations des Producteurs agricoles pour le Développement
CCDC	Comités Communaux de Développement Communautaires
CDC	Comités de Développement Collinaires
CEP	Champs Ecole Producteurs
CNIA	Centre national d'insémination artificielle
COMESA	Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (CEA5/6) et le Marché commun de l'Afrique austral et orientale
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays (<i>Country Strategic Opportunities Programme</i>)
CPDC	Comités Provinciaux de Développement Communautaires
CPM	Chargé de portefeuille pays (<i>country programme manager</i>)
CPO	Poste de chargé d'appui aux opérations au pays
CSCP	Cadre Stratégique de Consolidation de la Paix
CSD	Cadre pour la soutenabilité de la dette
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
EAFF	Fédération des agriculteurs d'Afrique Orientale
EJR	Emploi des jeunes ruraux
ESA	équipe du management du FIDA pour l'Afrique de l'Est et du Sud
ESPP	Evaluation de la stratégie et du programme de pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (<i>Food and Agriculture Organization</i>)
FARN/FAN	Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle/ Foyer d'Apprentissage Nutritionnel
FBSA	Fonds Belge de Sécurité alimentaire
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondiale (<i>Global Environmental Facility, GEF</i>)
FENACOBUR	Fédération Nationale des coopératives d'épargne et de crédit du Burundi
FIDA	Fonds international de développement agricole
GAFFSP	Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (<i>Global Agriculture and Food Security Program</i>)
GAIN	Indicateur mondial d'adaptation
GALS	Système d'apprentissage interactif entre les sexes
GERME	Gérer Mieux Mon Entreprise
IFPRI	International Food Policy Research Institute

IDH	Indice de développement humain
IIG	Indice d'inégalité de genre
IMF	Institutions de Micro-Finance
IOE	Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (<i>Independent Office of Evaluation of IFAD</i>)
ISABU	Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
ISTEEBU	Institut de Statistiques et d'Études Économiques du Burundi
MINEAGRIE	Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage (avant, MINAGRIE)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (<i>Office for the Coordination of Humanitarian Affairs</i>)
OIM	Organisation Internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
OP	Organisation paysanne / organisation de producteurs
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAM	Programme alimentaire mondial
PAOPA	Programme d'appui aux organisations paysannes africaines
PCDC	Plans Communaux de Développement Communautaire
PDI	Personnes Déplacées Internes
PIB	Produit intérieur brut
PND	Plan National de Développement du Burundi
PNIA	Plan national d'investissement agricole
PNSA	Programme national de sécurité alimentaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSMSAN	Plan Stratégique Multisectoriel de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
RMP	Revue à mi-parcours
SAN	Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
SAN 2018-2027	Stratégie Agricole Nationale 2018-2027
SECAP	Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique
SNDSF	Stratégie Nationale de Développement du Secteur Financier
SNIF	Stratégie nationale d'inclusion financière
S&E	Suivi et évaluation
UE	Union Européenne
UFCR	Unités de Facilitation et de Coordination Régionales
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (<i>United Nations High Commissioner for Refugees</i>)
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique
VBG	Violences Basées sur le Genre

Noms des projets d'investissement

PAIFAR-B	Projet d'Appui à l'Inclusion Financière Agricole et Rurale du Burundi
PAIVA-B	Projet d'appui à l'intensification et à la Valorisation Agricoles du Burundi
PARSE	Projet d'Appui à la Reconstruction du Secteur de l'Élevage
PIPARV-B	Projet d'intensification de la production agricole et de réduction de la vulnérabilité au Burundi
PNSADR-IM	Programme national pour la sécurité alimentaire et le développement rural de l'Imbo et du Moso
PRDMR	Programme de relance et de développement du monde rural
PRODEFI	Programme de Développement des Filières
PRODEFI II	Programme de Développement des Filières Deuxième Phase
PTRPC	Programme transitoire de reconstruction après-conflit

Carte des projets clôturés financés par le FIDA

Burundi

Opérations clôturées financées par le FIDA

Évaluation de la stratégie et du programme de pays



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA | 03-04-2020

Carte des projets en cours financés par le FIDA

Burundi

Opérations en cours financées par le FIDA

Évaluation de la stratégie et du programme de pays



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA | 31-03-2020

République du Burundi

Evaluation de la stratégie et du programme de pays

Document d'Orientation

I. Introduction

1. Suite à la décision du Conseil d'administration du FIDA, le Bureau indépendant de l'évaluation (IOE¹) effectuera en 2020 une évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) en République du Burundi. Cette ESPP est la première dans le pays². L'ESPP au Burundi a pour objectifs principaux d'évaluer la performance de la stratégie et du programme et l'impact des opérations du FIDA au Burundi pour la période de 2009 à la mi-2020.
2. Cette période couvre les deux derniers programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et exclut les quatre projets qui ont été approuvés entre 1980 et 1995 et qui sont clôturés depuis vingt ans. L'ESPP identifiera aussi les facteurs qui expliquent l'atteinte ou non des objectifs stratégiques et des résultats du programme, ainsi que la pertinence du positionnement stratégique du FIDA au Burundi. De ce fait, l'ESPP informera les discussions lors de la préparation du prochain COSOP (2022-2026) afin d'améliorer le partenariat entre le FIDA et la République du Burundi.
3. Ce document d'orientation décrit brièvement le contexte du pays, le portefeuille de projets et les principales activités hors prêts, la stratégie et le programme du FIDA au Burundi, ainsi que les objectifs, la portée, la méthodologie et processus d'évaluation.

II. Contexte du pays

A Aperçu général

4. **Bref historique.** Divers conflits politiques, sociaux et, quelques fois ethniques, ont jalonné l'histoire du Burundi depuis son indépendance de la Belgique en 1962.³ Le pays a souffert d'une guerre civile entre 1993 et 2005 où près de 300 000 personnes ont trouvé la mort et 850 000 personnes ont été sinistrées ou déplacées, ou bien ont fui le pays. Ce bilan a été aggravé par un embargo économique régional et par le gel de l'aide internationale (1996-1999).⁴ La signature des [Accords d'Arusha](#) en 2000 a créé un cadre général de consolidation de la paix, couronné par la signature de [l'Accord de cessez-le-feu](#) en 2003, qui a débouché en 2005 sur la mise en place d'une nouvelle constitution et d'institutions démocratiquement élues. En 2015, le pays a de nouveau été plongé dans une crise, à la suite des résultats contestés des élections nationales⁵, qui a causé plusieurs morts et près de 275 000 réfugiés et des déplacés.⁶ A la suite de cette dernière crise, le Fonds Monétaire International a suspendu en janvier 2016 son évaluation du programme soutenue par la facilité élargie de crédit et, en mars 2016, les principaux bailleurs de fonds (Union européenne, Belgique, Pays-Bas, Allemagne et États-Unis) ont suspendu une partie de leurs aides directes.⁷ En juin 2018, une nouvelle constitution a été promulguée. Les dernières élections

¹ En anglais: *Independent Office of Evaluation*.

² La seule évaluation conduite par l'IOE au Burundi est l'évaluation de la performance du projet « Programme de relance et de développement du monde rural » (PRDMR), publié en 2012. En plus, trois projets du portefeuille ont fait objet d'une validation du rapport d'achèvement de projet.

³ Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, 2000, p.132.

⁴ FIDA COSOP 2008, p.1.

⁵ FIDA, COSOP 2016.

⁶ FIDA, République du Burundi, PIPARV-B, Rapport de conception finale, 2018 p.1.

⁷ BAD, OCDE, PNUD, African Economic Outlook, 2017.

présidentielles se sont tenues en mai 2020 et la prestation de serment du président élu le 20 août 2020.

5. **Géographie.** Situé aux confins de l’Afrique centrale et de l’Afrique orientale et au cœur de la région des Grands Lacs, le Burundi a une superficie de 27 834 km². Il est entouré par le Rwanda, la République Unie de Tanzanie et la République Démocratique du Congo. Le climat du pays est tropical avec de fortes variations de températures et de précipitations dans les différentes zones climatiques du pays.⁸ Malgré ses dimensions modestes, le Burundi se distingue par sa diversité de paysage, avec cinq régions éco-climatiques (la plaine occidentale de l’Imbo, l’escarpement occidental du Mumirwa, la crête Congo-Nil, les plateaux centraux, et les dépressions du Kumoso à l’Est et du Bugesera au Nord-Est).⁹ Le relief du Burundi est dans l’ensemble accidenté, caractérisé par des collines au profil souvent convexe et dont les pentes fragilisent les sols vis-à-vis des risques d’érosion. Les sols du Burundi sont d’une fertilité relativement faible avec plus de 36% de sol acide présentant une toxicité aluminique.¹⁰ Le couvert forestier du Burundi s’élevait à 6,6% du territoire en 2018, dont aucune forêt n’est considérée comme intacte¹¹. Le Burundi appartient à deux grands bassins hydrographiques africains (les bassins du Nil et du fleuve Congo) et est très riche en lacs naturels. Malgré cette richesse, l’eau est une ressource vulnérable dans le pays, avec une distribution spatio-temporelle des pluies inégale.¹²
6. **Population.** Avec environ 11,2 millions d’habitants en 2018, dont 9,7 en milieu rural, le Burundi a la deuxième densité de population la plus forte en Afrique (435,2 habitants par km²), juste derrière le Rwanda et un taux de croissance démographique de 3,2% par an. La croissance démographique et la fertilité figurent parmi les plus élevées en Afrique de l’Est et au monde (5,7 enfants/femme en 2016). La structure globale de la population révèle une population à dominante féminine et jeune (les femmes et les jeunes âgés entre 0 et 14 ans représentent respectivement 50,4% et 45,5% de la population totale)¹³.
7. **Découpage territorial.** Le Burundi est subdivisé en 18 provinces¹⁴ et 119 communes. Les communes rurales sont sous-divisées en zones et collines de recensement ; les communes urbaines, quant à elles, sont découpées en zones et quartiers. L’Accord d’Arusha et la [Loi Communale](#) du 20 avril 2005 (révisée en 2010 puis en 2014) ont jeté les bases du processus de décentralisation de l’Etat dont les résultats attendus étaient le développement local et communautaire et l’amélioration de la démocratie locale et la bonne gouvernance.

B Economie

8. **Contexte économique.** Le Burundi est classé comme pays à faible revenu, avec un produit intérieur brut de 272 USD par habitant selon les données compilées par la Banque Mondiale en 2018. Les crises socio-politiques récurrentes depuis plus de deux décennies ont fortement impacté la performance économique du pays. La crise, qui a traversé le pays depuis 2015, a particulièrement affecté la croissance économique avec une réduction des investissements et un taux de croissance négatif en 2015 et 2016. Bien que, depuis peu, l’économie se redresse lentement,

⁸ Les températures moyennes varient entre 16-18 °C sur la crête Congo-Nil et 23-24,5 °C dans la région de l’Imbo, tandis que les précipitations moyennes varient entre 1 600 et 900 mm par an. 3eme Communication Nationale sur les Changements Climatiques, 2019; BAD, Profil National de CC, 2018; Plan d’action national d’adaptation aux CC, 2007.

⁹ Centre d’Echange d’Informations du Burundi sur la Convention sur la Diversité Biologique (consulté le 14 avril 2020); Troisième Communication Nationale sur les Changements Climatiques, 2019, p.63-65.

¹⁰ Les pertes de terre par l’érosion sont évaluées à 47/ha/an à l’Est du pays, 18 t/ha/an au Centre-Ouest et à plus de 100 t/ha/an sur le Mumirwa (SAN 2018-2027, 2018, p.12).

¹¹ BM, 2016, p. 182-183. En outre, ce document souligne l’importance des forêts comme source d’énergie, étant donné que plus de 95 pour cent de l’énergie consommée par les ménages proviennent du bois (bois de chauffage et charbon).

¹² Plan d’action national d’adaptation aux changements climatiques, 2007, p.4.

¹³ Banque de données de la BM, 2018; Evaluation du programme de pays de la FAO au Burundi (2012-2018), 2020, p.7. Selon BAD, 2018b (Annexe 10): les jeunes de moins de 24 ans constituent le 55% de la population et ceux de 9-35 ans, 51%.

¹⁴ Bubanza, Bujumbura Mairie, Bujumbura, Bururi, Cankuzo, Cibitoke, Gitega, Karuzi, Kayanza, Kirundo, Makamba, Muramvya, Muyinga, Mwaro, Ngozi, Rumonge, Rutana et Ruyigi.

la reprise est fragile et reste exposée à de nombreux défis.¹⁵ L'économie burundaise est peu diversifiée et dominée par l'agriculture de subsistance, la rendant très vulnérable car tributaire des conditions climatiques.¹⁶ Le secteur tertiaire, composé principalement de transports, de télécommunications, de banques et d'assurances, a connu un développement important depuis 2010. Quant au secteur industriel, il reste sous-développé et dominé par l'industrie agroalimentaire caractérisée par un niveau d'équipements insuffisant et limitée, notamment, par les contraintes d'accès à l'électricité.¹⁷ Le Burundi est doté d'un potentiel minier riche mais très peu exploité (l'étain, le tantale et le tungstène, le nickel, des terres rares, du vanadium, des matériaux de construction, des indices d'uranium ainsi que l'or). Le secteur privé est peu développé, avec environ 3 000 entreprises enregistrées, pour la plupart petites et moyennes (BAD, 2012 et 2018). Par rapport à l'environnement des affaires, l'indice *Doing Business* continue à souligner des défis importants, avec une situation similaire en début et fin de la période de l'évaluation, et une amélioration notable vers 2014¹⁸. 90% des actifs en milieu rural évoluent dans le secteur informel et 42% sont concernés par le sous-emploi. L'exclusion financière touche 90% de la population rurale¹⁹.

Tableau 1
Indicateurs économiques

Indicateur	2000	2007	2014	2015	2016	2017	2018
Taux de croissance annuel du PIB (%)	-0,9	3,5	4,2	-3,9	-0,6	0,5	1,6
PIB par habitant (USD à prix courants)	136,5	172,5	274,9	305,5	282,2	293	271,8
Agriculture, sylviculture et pêche, valeur ajoutée (% du PIB)	44,1	34,9	35	30,7	31,5	28,5	29
Industrie, valeur ajoutée (% du PIB)	15,5	17,2	15,5	11,8	12,2	11	11,1
Services, valeur ajoutée (% du PIB) ²⁰	32,1	39,9	39,1	-	47,7	49,3	49,1
Exportations de biens et services (% du PIB)	6,3	6,8	7,6	5,7	6,7	7,4	7,8
Importations de biens et services (% du PIB)	16,2	32	34,2	26,8	25,1	27	27
Inflation prix à la consommation (% annuel)	24,4	8,4	4,4	5,5	5,6	16,1	-2,8
Balance des paiements courants (% du PIB)	-5,8	-8,2	-14,6	-12	-11,5	-11,8	-11,9

Source: Base de données de la Banque Mondiale (BM): World Bank databank, 2018.

9. **Balance commerciale et dette.** La base exportable burundaise est faible et dépendante de deux produits primaires fortement vulnérables aux chocs extérieurs, le café et le thé, qui représentent plus de 80% des recettes en devises. Le taux de couverture des importations par celui des exportations étant inférieur à 20% depuis plusieurs années, la balance commerciale est déficitaire (PNUD, 2017). Malgré une amélioration des recettes fiscales, les ressources publiques restent insuffisantes pour couvrir les besoins. La dette publique a augmenté de 13,5% en 2018 (17,5% pour la dette intérieure et 4,8% pour la dette extérieure). Rapportée au PIB, la dette publique totale représente 45,8% en 2018, contre 43,6% en 2017²¹. Selon l'ISTEEBU, jusqu'en 2015, près de 50% du budget de l'Etat dépendait de l'aide extérieure.

¹⁵ Base de données de la BM; BAD, OCDE, PNUD, African Economic Outlook, 2017 et BM- Vue d'ensemble Burundi (2020).

¹⁶ Troisième Communication Nationale sur les Changements Climatiques, 2019, p.2.

¹⁷ Moins de 5% de la population totale a accès à l'électricité (ISTEEBU, 2015), p. 16.

¹⁸ Le pays se plaçait à la 177^{ème} position (sur 181 économies) en 2009, à la 140^{ème} position (sur 189 économies) en 2014, et 168^{ème} et 166^{ème} (sur 190 économies) en 2019 et 2020.

¹⁹ FIDA, Rapport de conception du PAIFAR-B, 2017, p.9.

²⁰ Selon la source, ces pourcentages peuvent ne pas toujours correspondre à 100% en raison des services d'intermédiation financière indirectement et des impôts indirects nets qui ne sont pas inclus.

²¹ Banque de la République du Burundi, 2018.

C. Indicateurs sociaux

10. Pauvreté et développement humain. Le Burundi est classé parmi les pays d'Afrique subsaharienne les plus pauvres, avec 64,6% de la population en-dessous du seuil de pauvreté national de 1 774 BIF (soit environ 0,9 USD) en 2014 (comparé à 67,1% de la population en 2006 avec un seuil de pauvreté de 1 303 BIF, soit environ 0,7 USD, par adulte et par jour).²² En outre, 38,7% des Burundais vivent en situation d'extrême pauvreté, avec une claire concentration dans les zones rurales et des taux plus élevés chez les femmes, les Batwa et les personnes déplacées internes (PDI). L'Indice de Développement Humain pour 2018 s'établit à 0,423 (185^{ème} rang sur 189 pays), montrant une légère tendance à la hausse depuis 2006.²³ Le coefficient de Gini (niveau d'inégalité) du Burundi en 2016 n'est pas très élevé (environ 37,3, en dessous de la moyenne de l'Afrique subsaharienne et des pays à faible revenu). Cependant, il y a de grandes disparités en termes de bien-être, surtout entre les zones rurales et urbaines.²⁴

Tableau 2

Indicateurs sociaux au Burundi.

Indicateur	2006	2010	2014	2016	2017	2018	2019
Indice de Développement Humain (IDH)	0.351	0.402	0.429	0.427	0.421	0.423	-
Esperance de vie à la naissance (années)	54.2	57.2	59.7	60.5	60.9	61.2	-
Taux de mortalité maternelle (pour 100,000 naissances vivantes)	785	665	576	558	548	-	-
Taux de mortalité infantile (pour 1,000 naissances vivantes)	74.4	59.2	47.9	44	42.4	41	-
Taux d'insuffisance pondérale (% des enfants de moins de 5 ans)	-	29.1	-	29	-	30	-
Taux de retard de croissance infantile (% des enfants de moins de 5 ans)	-	58	-	56	-	57	-
Taux d'alphabétisation (population de + de 15 ans)	-	-	61.6	-	-	68.3	-
Utilisation des services d'eau potable (% population)	54.1	56.5	59	60.2	60.8	-	-
% de la population rurale	50.9	52.9	55	56.1	56.6	-	-
% de la population urbaine	84.8	86.6	88.4	89.3	89.8	-	-
Accès à l'électricité (% de la population)	4.8	5.3	7	9.3	9.3	-	-
% de la population rurale	-	0.1	1	2.2	1.7	-	-
% de la population urbaine	51.7	49	52.1	59.4	61.8	-	-

Sources: Banque Mondiale, ISTEERU, PNUD, UNICEF

11. Sécurité alimentaire et nutrition. L'agriculture familiale n'arrive pas à couvrir les besoins et le taux d'autosuffisance alimentaire est estimé à près de 42%,²⁵ surtout en zones rurales et pour les groupes plus vulnérables. Environ 45,5% de la population burundaise est en situation d'insécurité alimentaire, dont 8,5% de façon sévère.²⁶ La malnutrition infantile est encore élevée (57% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique, 30% d'insuffisance pondérale et 4,5% de malnutrition aigüe), au-delà du seuil d'alerte de 40% fixé par l'Organisation

²² ISTEERU, 2015, p. 8 et 37. Si l'on se réfère au seuil de pauvreté international de 1,9 USD par habitant par jour, le taux de pauvreté du Burundi s'élève à 72,9%. Cela signifie que la pauvreté est d'environ 30 points de pourcentage plus élevé que la moyenne des pays à faible revenu (47,2%) et des pays de l'Afrique subsaharienne (42,7%), selon BM, 2016 (p. 15).

²³ PNUD, 2010; PNUD, 2015. BAD, 2018b souligne par rapport à l'IDH au Burundi le faible niveau de l'espérance de vie (57,1 ans en 2015), la persistance de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la précarité des services sociaux de base.

²⁴ Sur une échelle de 0 (égalité parfaite ou répartition uniforme) à 100 (inégalité parfaite, accaparement par un seul individu). BM, 2016, p.17. Ce document souligne que d'anciennes études montrent des niveaux d'inégalité beaucoup plus élevés au Burundi, avec un coefficient de Gini compris entre 44 et 62. Par conséquent, il faut prendre ces chiffres avec de la prudence.

²⁵ FIDA, Rapport de conception finale PIPARV-B, 2018 (p. 33).

²⁶ Analyse de la Sécurité Alimentaire d'urgence (EFSA - Emergency Food Security Assessment), 2017, p. 15-17.

Mondiale de la Santé.²⁷ En 2016, le *Global Nutrition Report* classait le Burundi à la 131ème place sur 132 pour la prévalence du retard de croissance (IFPRI, 2016). En 2018, le taux de prévalence de la malnutrition aiguë est diminué par rapport à 2016 de 5% à 4,5%.²⁸ L'espérance de vie et la santé des mères et des enfants ont lentement progressé dans les dernières décennies. L'adhésion du Burundi en 2013 à l'initiative SUN ([Scaling- Up- Nutrition](#)) et REACH ([Renewed Efforts Against Child Hunger](#)) montre l'engagement des autorités pour affronter le problème de la malnutrition.

12. **Accès aux services de base.** Bien qu'il y ait eu quelques améliorations dans l'accès aux services de base, ceux-ci sont principalement concentrés dans les zones urbaines. Selon le PND (2018-2027), le taux de couverture en eau potable en milieu rural a connu une légère régression, suite à la croissance démographique plus rapide que celle des infrastructures²⁹. Le taux d'accès à l'électricité en milieu rural est aussi très bas. Le développement des infrastructures est parmi les axes stratégiques du PND, en particulier, le développement des secteurs de l'énergie, des transports, du commerce et des TIC.
13. **Groupes vulnérables.** Malgré une amélioration sensible de la situation humanitaire au Burundi en 2017-2018, 1,77 million de personnes ont encore besoin d'assistance humanitaire.³⁰ Certains groupes sont souvent identifiés comme potentiellement plus vulnérables : les femmes, les jeunes, les déplacés, ainsi que les Batwa. (i) les **femmes**: malgré leur contribution significative à l'économie du pays,³¹ la majorité des femmes n'a aucun contrôle sur les facteurs de production ni sur les revenus du ménage et ont encore peu d'accès aux services d'appui. En outre, près de 90% du travail non rémunéré est en effet exercé par des femmes³². Leur productivité et bien-être sont aussi négativement affectés par les violences basées sur le genre³³. Quelques catégories de femmes spécialement vulnérables sont constituées par les femmes veuves et chefs de ménages monoparentaux, celles affectées par le VIH/SIDA et handicapées; (ii) les **jeunes**: Le niveau élevé du chômage chez les jeunes est un défi politique et social majeur, étant donné qu'il peut jouer un rôle négatif dans la cohésion sociale des communautés et contribuer à une augmentation de la violence sociale³⁴. Il n'y a pas de concept harmonisé sur la tranche d'âge considérée comme « jeune » au Burundi, ni dans les documents gouvernementaux ni de plusieurs bailleurs; (iii) les **repatriés, réfugiés et Personnes Déplacées Internes (PDI)**: la signature des accords d'Arusha a facilité le rapatriement des réfugiés (plus de 570 000 retours entre 2002 et 2015).³⁵ Néanmoins, selon l'UNDAF 2019-2023, les catastrophes naturelles et les crises politico-sécuritaires continuent de déclencher des mouvements de population. Le Burundi compte actuellement plus de 330 000 réfugiés dans les pays limitrophes³⁶ et 112 522 PDI; et (iv) les **Batwa**, minorité ethnique d'environ 78 000 habitants des forêts (chasseurs-cueilleurs), sont éparpillés dans plusieurs provinces. Ils ont progressivement perdu leur habitat traditionnel et leurs moyens de subsistance et vivent dans des conditions de marginalisation et pauvreté.

²⁷ Enquête Nationale sur la Situation Nutritionnelle et la Mortalité, (ENSMB), 2018

²⁸ ENSMB 2018

²⁹ Les chiffres de couverture dans le PND sont plus bas de ceux des rapports de la Banque Mondiale utilisés dans le Tableau.

³⁰ Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, 2019.

³¹ Plus de 92% exercent leur activité principale dans le secteur de l'agriculture, contre 75% des hommes (BM, 2016, p.25).

³² ISTEEBU, 2015, p. 26 et 28; BM, 2016, p.25; BAD, OCDE, PNUD, African Economic Outlook, 2017.

³³ Plus d'un tiers de femmes de 15-49 ans (36%) ont subi des violences physiques à un moment quelconque depuis l'âge de 15 ans et 23% ont subi des violences sexuelles. La violence conjugale touche 50% des femmes (ISTEEBU, 2016).

³⁴ 38,6% de la population inactif est représenté par les jeunes de 15-35 ans (CSLP II, 2012; ISTEEBU, 2015: p.27; BAD, 2018b).

³⁵ Stratégie Nationale de Réintégration Socio-économique des Personnes Sinistrées au Burundi, 2017, p.16.

³⁶ Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 2020.

D. Secteur agricole et développement rural

14. **Importance du secteur agricole.** Le poids du secteur primaire, bien qu'en diminution depuis 2007 au profit principalement du secteur des services, reste en effet important dans le PIB. Il demeure le principal pourvoyeur d'emplois, employant près de 90% de la population. Ses principaux atouts sont liés à la possibilité de pratiquer plusieurs saisons de culture par an, la variété des écosystèmes qui permettent une grande diversification des cultures, et la disponibilité de nombreux marais ainsi que de plaines irrigables encore peu exploitées (Moso, Imbo, Bugesera) en périphérie des plateaux centraux (FAO, 2020). En outre, l'émergence des organisations paysannes (OP), y compris des faitières, qui se consolident, entre autres, au sein des filières café, riz, maïs, manioc, poisson et palmier, offre des possibilités de croissance et de consolidation du secteur.³⁷
15. **Evolution du cadre stratégique et de politique agricole.** La prépondérance du secteur agricole dans l'économie burundaise est reconnue dans les principales politiques et stratégies relatives au développement économique et rural, tels que le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP I, 2006) et la Stratégie Agricole Nationale (SAN 2008-2015). L'engagement du Gouvernement dans les réformes de décentralisation a aussi eu des retombés dans le développement rural. La reconnaissance des communes comme entités autonomes et décentralisées, capables de préparer des budgets communaux et des Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC), devrait faciliter la planification et la programmation locale participative, pour servir les populations rurales les plus pauvres.³⁸ Les défis liés à l'autosuffisance alimentaire et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) ont fait l'objet d'un Programme National (2009- 2015) et ont été reconnus dans la Vision Burundi 2025. En 2012, l'approbation du CSLP II et du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA I, actualisé en 2016 et 2018), entre autres³⁹, ont confirmé les objectifs liés à l'augmentation de la productivité agricole et à la création d'emplois ruraux, avec la participation du secteur privé et en préservant l'environnement. Ils sont considérés comme les documents stratégiques de transition entre l'assistance humanitaire et le développement durable axé sur la relance. Le cadre d'orientation depuis 2018 et ce jusqu'en 2027 est régi par le Plan National de Développement (PND) et la Stratégie Agricole Nationale. Le PND s'inscrit dans un schéma axé sur une nouvelle dynamique de transformation structurelle de l'économie allant de la réaffectation des ressources des activités traditionnelles (et notamment l'agriculture de subsistance) vers des secteurs plus dynamiques et à forte productivité. Dans ce contexte, la modernisation de l'agriculture est considérée comme une composante essentielle (voir Annexes 1 et 2).
16. **Financement du secteur agricole.** Malgré la contribution de l'agriculture au PIB, son financement par ressources nationales a évolué de façon décroissante (4,2% en 2008, et 2,8-1,8% entre 2013 et 2017⁴⁰), loin des 10% du budget souhaités par la Déclaration de Maputo (voir figure ci-dessous). Par rapport au financement privé, les investissements dans les cultures vivrières occupent autour de 15% des financements agricoles (horticulture, cultures oléagineuses et élevage), tandis que les investissements directs étrangers représentent moins de 1% du PIB national

³⁷ Par exemple: la Confédération nationale des associations des caféiculteurs du Burundi (CNAC), la Confédération Nationale des Associations des Producteurs de Coton (CNAPCO), la Confédération Nationale des Associations des Théiculteurs (CNATHE) et la Fédération Burundaise de Pêche (FBP). D'autres associations et organisations se sont également constituées en vue d'organiser le monde paysan au niveau national. Ces sont, entre autres, le Collectif des Associations Paysannes pour l'Auto développement (CAPAD), le Forum des Organisations des Producteurs Agricoles du Burundi (FOPABU) et le Groupe de Plaidoyer Agricole (GPA). Des plateformes de concertation sont également en place et fonctionnelles comme le forum paysan organisé annuellement au niveau collinaire, communal, provincial, et national. FIDA COSOP 2008, p.4 et FAO 2020, p.11.

³⁸ Loi communale du 20 avril 2005 (révisée en 2010 puis en 2014), Lettre de Politique Nationale de Décentralisation et de Développement Communautaire en 2007, Document de Politique Nationale de Décentralisation du Burundi adopté en 2009.

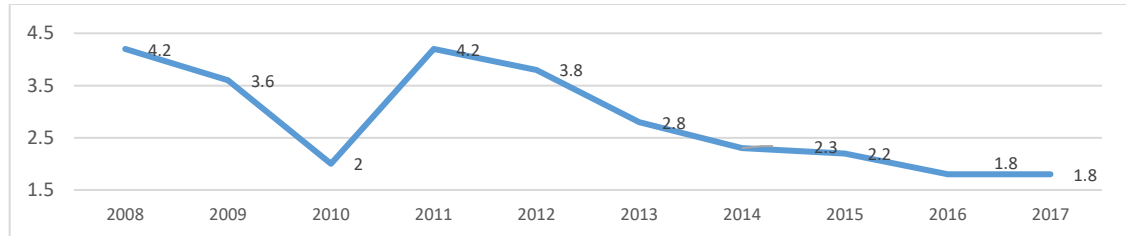
³⁹ Politique Nationale de Genre, du changement climatique, et Stratégie du secteur financier-inclusion financière (2015-2020).

⁴⁰ Selon le PNIA, comme la part des finances de l'état dédiées à l'agriculture.

(SAN 2018-2027). Le pays compte dix banques, deux établissements financiers, 27 IMF, y compris le FENACOBU⁴¹, mais, selon la SNIF 2015-2020, des contraintes à l'offre subsistent : l'inadéquation des produits pour répondre aux besoins et aux types d'activités menées, les charges d'intérêt élevés et le manque de connaissance et de spécialisation pour certains marchés.

Figure 1

Taux de financement du secteur agricole par l'état (%budget de l'état)



Source: PNIA 2016-2020 et SAN 2018-2027.

17. **Principaux sous-secteurs de production primaire.** Les terres arables représentent moins de la moitié de la superficie totale du pays (BM, 2016). Par ordre de volume produit, les cultures vivrières constituent 90% des terres cultivées et 80% du PIB agricole (PNIA 2016-2020 et SAN 2018-2027). Les cultures d'exportation (café, thé, coton, sucre, huile de palme), bien que dépendantes des cours mondiaux et des fluctuations des récoltes, constituent les principales sources de revenu monétaire.⁴² Le secteur agro-exportateur semble actuellement en déclin, avec l'exception du thé et du palmier à huile, alors que la production vivrière poursuit un processus d'intensification pour répondre aux besoins d'une population en forte croissance (FAO, 2020)⁴³. Environ 69% des ménages agricoles pratiquent l'élevage intégré à l'agriculture et une tendance vers les systèmes semi-intensifs et intensifs (sédentarisation de l'élevage, stabulation semi ou permanente, développement des cultures fourragères, introduction d'animaux de races exotiques et leurs croisés)⁴⁴. La pêche s'effectue principalement dans le lac Tanganyika et les lacs du Nord, avec une augmentation de la production du Lac Tanganyika. En ce qui concerne la pisciculture (principalement de Tilapia et clarias), le pays enregistre des performances de rendement louables.⁴⁵
18. **Défis et contraintes du secteur.** Les rendements et les productions végétales, animales et halieutiques affichent en général une tendance à la baisse et ne parviennent pas à couvrir les besoins nutritionnels et financiers de la population.⁴⁶ La productivité du secteur agricole burundais (valeur ajoutée par travailleur) a été estimée à moins de 65 USD en 2005, contre une moyenne de 288 USD en Afrique subsaharienne (PNIA 2016-2020). Parmi les causes, il y a l'insuffisance dans les appuis et accompagnements techniques, logistiques et organisationnels, la faible transformation et intégration aux chaînes de valeur, la désorganisation des services de vulgarisation, d'encadrement et de recherche ainsi que le manque d'investissements (BAD, 2018b). L'agriculture vivrière génère peu de surplus et reste essentiellement d'autosubsistance avec un taux de croissance annuel du secteur (estimé à 2.6 %) inférieur à celui de la croissance démographique (PNIA 2016-2020). La taille moyenne d'une exploitation agricole est estimée à 0,27ha par ménage (SAN 2018- 2027). La densité démographique extrêmement élevée a aussi

⁴¹ Fédération Nationale des coopératives d'épargne et de crédit du Burundi.

⁴²FIDA COSOP, 2008, p.3.

⁴³ Parmi les causes, FAO (2020) souligne: (i) les contraintes institutionnelles et réglementaires; (ii) les difficultés d'établissement d'une grille de rémunération équitable, (iii) le financement et la gestion des risques financiers, et (iv) les faibles capacités des services d'appui et (v) l'inorganisation des producteurs.

⁴⁴ Parmi les exploitations pratiquant l'élevage, 45% élèvent les petits ruminants (ovins et caprins), 20% des bovins et 5% pratiquent l'élevage de porcs. Le reste pratique l'élevage mixte (volaille-lapins), selon les Etats généraux de l'agriculture et de l'élevage (2014) et le PNIA II (2016), p.37.

⁴⁵ Le Burundi compte cinq stations nationales d'alevinage, plus 153 ha d'étangs piscicoles sous eau et trois stations privées de production d'aquaculture en construction, selon la SAN 2018-2027, p.22-24.

⁴⁶ Stratégie Nationale et Plan d'Action sur la Biodiversité 2013-2020, p. 25.

créé les conditions d'une explosion de conflits fonciers⁴⁷. Néanmoins, l'introduction dans le [Code foncier](#) de délivrer le certificat constitue une innovation importante (SAN 2018- 2027). Par ailleurs, depuis peu, le pays fait face à une recrudescence des maladies animales infectieuses à fort impact (peste des petits ruminants, peste porcine, grippe aviaire⁴⁸). Le secteur agricole au Burundi montre une faible intégration aux chaînes de valeurs régionales et mondiales, malgré son appartenance à plusieurs communautés régionales.⁴⁹

E. Déterminants de fragilité affectant le secteur agricole et rural

19. **Dimensions de vulnérabilité.** Le FIDA, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement (BAD) considèrent le Burundi comme un pays avec des situations de fragilité⁵⁰. Trois dimensions de vulnérabilité sont mentionnées dans leurs diagnostics⁵¹: (i) politique et institutionnelle (instabilité politique, faible gouvernance et institutions); (ii) économique (diversification économique limitée, productivité agricole basse, environnement non propice au développement du secteur privé); et (iii) environnementale et liée au changement climatique⁵².
20. **Défis environnementaux.** Le Burundi occupe le dernier rang de l'indice de la performance environnementale (sur 180 pays en 2018), loin derrière les pays du Sahel et d'autres pays comme Madagascar, la RDC, et le Bangladesh⁵³. La haute densité de population, le mode d'exploitation traditionnelle et la faible capacité de gestion durable des ressources naturelles sont les principales sources de dégradation de l'environnement. Les coûts estimés de la dégradation de l'environnement sont de 12,1% du PIB en 2014 (BM, 2017). **Les principaux problèmes environnementaux du pays** sont la dégradation de terres et la déforestation, la pollution de l'eau et de l'air ainsi que les catastrophes naturelles. A cause de la pression foncière, le Burundi a souffert d'un taux moyen de déforestation de 1,4% entre 2000 et 2011, presque trois fois plus que la moyenne de l'Afrique subsaharienne (0,5%). Le déboisement intensif est en lien avec la pauvreté : la plupart des provinces dans le centre et le nord-est du pays affichent des taux de pauvreté moyens ou élevés, associés au taux élevé de perte de la couverture végétale (BM, 2017). Plus d'un tiers des terres du Burundi (38%) sont considérées comme très dégradées ou extrêmement dégradées (BM, 2018). Les pratiques agricoles non viables utilisées et la faible utilisation des engrais ont affecté la fertilité et l'intégrité des sols; les ressources hydriques ont été polluées. Selon la même source, la pollution de l'air à l'intérieur des habitations cause la mort de nombreux burundais chaque année due à l'utilisation par les ménages de « carburant sale pour la cuisson des aliments ». Cela augmente la demande en bois de chauffage, favorisant la déforestation.
21. **Vulnérabilité au changement climatique et capacité d'adaptation.** Le Burundi est le 13^{ème} pays le plus vulnérable au changement climatique et le 16^{ème} le moins préparé au titre des mesures d'adaptation et d'atténuation, selon l'index

⁴⁷ La Commission Nationale des Terres et autres Biens a enregistré 16,354 conflits entre juillet 2007 et juillet 2010, soit une moyenne de 5,451 conflits par an (CSLPIL, 2012, p.16). Parmi les types de conflits fonciers recensés, ceux entre éleveurs et agriculteurs; entre propriétaires terriens, Etat, sociétés privées et multinationales sur les sites potentiels de projets, les sites de terres rares et les zones de prospection minière (en particulier pour insuffisance d'indemnisation); des questions d'occupation provisoire de parcelles pour le retour des réfugiés et des déplacés internes (BAD, 2018b).

⁴⁸ <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2018/11/20/responding-to-a-goat-emergency> consulté le 28 avril 2020.

⁴⁹ Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (CAE) et centrale (CEEAC), Marché commun de l'Afrique austral et orientale (COMESA).

⁵⁰ Le Burundi a été déclaré « état fragile » en 2008 et a bénéficié de l'engagement des partenaires selon le principe de la Nouvelle Donne (New Deal de Busan). En 2020, le Burundi est classé parmi les pays de « conflit d'intensité moyenne » <https://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/brief/harmonized-list-of-fragile-situations> consulté le 24 avril 2020). Le FIDA inclut le Burundi parmi les pays avec des situations de fragilité.

⁵¹ Plan d'action national d'adaptation aux cc, 2007; Analyse environnementale pays (BM, 2017); Rapport de la fragilité et de la résilience au Burundi (BAD, 2018b); SAN (2018-2027); 3eme communication nationale sur les cc, 2019.

⁵² Quelques documents ajoutent la participation limitée des femmes dans l'économie et la violence basé sur le genre comme un facteur préjudiciable à la paix, à la reconstitution du tissu social et à la reprise d'activités économiques durables

⁵³ https://epi.envirocenter.yale.edu/epi-topline?country=&order=field_epi_rank_new&sort=asc consulté le 28 avril 2020.

GAIN⁵⁴. Le changement climatique s'est traduit par une hausse prolongée de la température de l'air, une évaporation accrue, une diminution en volume des ressources en eau, une instabilité des saisons désorientant les agriculteurs ; tout ceci aggravé par la fréquence des phénomènes hydro-climatiques (PNIA 2016-2020). Les **risques naturels les plus fréquents** au Burundi sont les inondations et la sécheresse, suivis des tornades/tempêtes et des glissements de terrain⁵⁵. Le passage de El Niño a provoqué une sécheresse dans toute la région, qui a provoqué une diminution de la production alimentaire de 30 à 40 % entre 2015 et 2016 (BAD,2018b). En 2016 et 2017, le phénomène El Niño a aussi fortement contribué à l'apparition d'une épidémie de paludisme, provoquant ainsi le décès de plus de 7 000 personnes. De plus, 79% des déplacements internes sont dus à des désastres naturels⁵⁶. Selon la note « Actions urgentes sur la lutte contre les effets et impact de la pandémie du COVID-19 et des changements climatiques sur l'exécution des projets et programmes financés par le FIDA au Burundi, 2020 », plus de quatre millions de personnes (environ 36% de la population totale) ont été affectées entre 2015 et 2019 par des pluies diluviennes ou torrentielles et d'autres phénomènes liés aux changements climatiques. Depuis le premier semestre 2020, le Burundi fait face à un risque ajouté, la pandémie du **COVID-19**. Selon le Ministère de la santé publique et de lutte contre le SIDA, jusqu'en début du mois de septembre 2020, le Burundi a déjà enregistré 466 cas de COVID-19 dont 1 décès⁵⁷. Face à cette grande situation, le Gouvernement, en collaboration avec l'OMS, a pris des mesures de prévention et de lutte contre ce fléau par la diffusion des directives simples, efficaces et adaptées à tout le monde⁵⁸.

F. Aide publique au développement (APD)

22. L'APD représentait environ 400 millions d'USD ou 40,4% du revenu national brut en 2004. Les tendances irrégulières dans les flux reflètent les développements politiques qui se sont traduits par la suspension d'une partie de l'aide internationale directe à la fin des années 1990 et en 2016 (le ratio APD/PIB est tombé à 14% en 2017)⁵⁹. Cependant, le FIDA a continué de mettre en œuvre des activités de programme et de projets même pendant les décennies d'instabilité. Selon la Stratégie du FIDA pour l'engagement dans des pays avec situations de fragilité, « en poursuivant ses activités face à l'insécurité et dans les limites d'un embargo international sur le Burundi, le FIDA a aidé les communautés à maintenir un sentiment de normalité » (FIDA, 2016, p.14).

Tableau 3
Indicateurs sur l'APD au Burundi

Indicateurs	1995	1997	2004	2007	2010	2015	2016	2017	2018
APD nette totale (million USD)	340,1	77,1	401,9	482,2	590,1	376,1	759,2	435,8	429,6
APD nette / PIB (%)	29	5,9	40	37	31	12	25	14	15

Source: OCDE Stat Data (23 Mars 2020) <https://stats.oecd.org/#>

23. **Bailleurs et distribution du financement par secteurs.** En 2018, la BM était le bailleur principal (18% de l'APD totale), suivi par les Etats-Unis et les Institutions Européennes (11% de l'APD totale pour chacun) et la Belgique (9%). La contribution du FIDA représentait le 4% de l'APD totale en 2018. En termes de

⁵⁴ L'Index GAIN (Global Adaptation Index - Indicateur mondial d'adaptation - Université Notre-Dame aux Etats-Unis), mesure la vulnérabilité et l'état de préparation des pays aux perturbations climatiques. Il évalue aussi la capacité d'un pays à tirer parti des investissements des secteurs privé et public en matière de mesures et d'actions d'adaptation et d'atténuation. Le Burundi est le 168^{ème} pays sur 181 pour le premier sous-indicateur et le 175^{ème} parmi 191 pour le deuxième (scores de 2017). <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/> consulté le 28 avril 2020.

⁵⁵ Données de EM-DAT (1990-2015) (<https://www.emdat.be/activities>) mentionnés dans BAD, 2018.

⁵⁶ OCHA, 2019 et OIM, 2020.

⁵⁷ <http://minisante.bi/?p=794> consulté le 14 septembre 2020.

⁵⁸ FIDA, 2020. Note Conceptuelle pour les actions urgentes sur la lutte contre les effets et impact de la pandémie du COVID19 et des changements climatiques sur l'exécution des projets et programmes financés par le FIDA au Burundi

⁵⁹ OCDE Stat Data (23 Mars 2020) et FIDA-RMP du COSOP 2016-2021. Selon BAD, 2018b: l'APD par habitant a baissé de 62,5 \$EU en 2006-2013 à 44 \$EU en 2014-2015, avant de remonter à 70,5 USD à partir de 2016.

secteurs, selon les chiffres de l'OCDE, entre 2009 et 2017, la plupart des engagements était orientée vers les secteurs des infrastructures et des services, suivi par le secteur de l'aide humanitaire et les secteurs de la production (agriculture, foresterie et pêche ; industrie, exploitation minière et construction ; commerce et tourisme). Dans le cadre du développement du secteur agricole, les appuis se focalisent sur les aménagements hydroagricoles, la protection des bassins versants, l'accompagnement des organisations paysannes, des producteurs de semences et des usagers de l'eau, la transformation et valorisation des productions à travers l'appui aux microentreprises agricoles et à la recherche agricole, la diversification de la production, ainsi que le développement des infrastructures rurales.

III. Aperçu des opérations appuyées par le FIDA et évolution de la stratégie de pays

24. Pendant la période évaluée (2009-2020), le FIDA a articulé son partenariat avec le Gouvernement du Burundi autour de deux COSOP/stratégies (2009-2014, étendue à 2015, et 2016-2021). Le portefeuille prend en compte dix projets d'investissements et huit dons. En outre, le dialogue des politiques s'est centré sur plusieurs thématiques importantes pour le développement rural et agricole au Burundi.

A. Portefeuille de projets

25. Le Burundi fait partie des pays où le FIDA a eu un montant majeur d'approbations (24ème parmi les 112 pays du portefeuille global et 9ème parmi les 20 pays du portefeuille du FIDA en Afrique de l'Est et du Sud)⁶⁰. Depuis 1979, le FIDA a financé 14 projets de développement rural au Burundi (Tableau 4) pour un coût total de 628,9 millions d'USD à l'approbation, y compris le PROPA-O (dont 276,8 millions d'USD soit 44% de prêts et dons FIDA, 238,5 millions d'USD soit environ 38 % du co-financement international et 89,3 millions d'USD soit environ 14 % du gouvernement et des bénéficiaires)⁶¹. Cette ESPP couvrira dix projets pour un total de 526,9 millions d'USD, y compris deux projets approuvés avant le premier COSOP mais achevés après 2009. Ces deux premiers projets couverts ont été financés à partir des prêts, tandis que le reste des financements octroyés sont constitués de dons dans le [Cadre de Soutenabilité de la Dette \(CSD\)](#) et ont privilégié des financements additionnels. L'ESPP analysera donc six interventions clôturées, avec un rapport d'achèvement disponible (à juin 2020) et quatre en cours (Annexe 3).

Tableau 4
Aperçu des activités du FIDA au Burundi

Indicateur	Données pour le portefeuille du FIDA au Burundi [pour les 10 projets d'investissement couverts dans cette ESPP]
Nombre total de projets approuvés depuis 1979	14 [10]
Coût total estimé	US\$628,9 million [US\$526,9 million]
Montant total du financement FIDA	US\$ 276,8 million [US\$239,4]
Conditions du financement	Deux premiers projets à travers des prêts à des conditions particulièrement favorables, le reste à travers des dons du Cadre pour la Soutenabilité de la Dette (CSD) et un Don de l'UE

⁶⁰ L'année 1999 a été choisie pour ce calcul parce que c'est la date d'approbation du premier projet considéré dans cette ESPP, le PRDMR, qui a fini ses activités dans la période d'évaluation.

⁶¹ Données BI Oracle FIDA à la conception. L'ESPP considère le PROPA-O comme un projet, même s'il a été financé entièrement par un don de l'UE, étant donné sa taille et son intégration dans un autre projet du portefeuille. Les chiffres du financement cités ont été reconstruits utilisant les documents de conception des projets et les derniers rapports disponibles (donc les engagements de co-financement à mars 2020). Le site web du FIDA mentionne un montant supérieur (602,02 millions) pour 13 projets, sans compter le PROPAO (<https://www.ifad.org/en/web/operations/country/id/burundi>, consulté le 5/5/2020).

Principaux co-financeurs	OFID-OPEP ⁶² , UE, GAFSP ⁶³ , ASAP, FBS/FBSA ⁶⁴ , PAM
Montant total des co-financements internationaux prévus	US\$238,5 million [US\$189,9 million]
Financement de contrepartie prévu (Gouvernement et bénéficiaires)	US\$89,3 million [US\$73,4 million]
Secteurs cibles (nombre de projets)	Développement rural (4); Agriculture (3); Élevage (1); Irrigation (1); services financiers (1)

Source: Oracle Business Intelligence FIDA et mission d'évaluation

26. **Concentration sectorielle du portefeuille.** Pendant la période d'évaluation, le portefeuille a montré une certaine concentration, par rapport au montant investi, sur des interventions de développement rural (46%) et agricole (32%), suivi par des activités d'irrigation (10%) et de finance rural (8%). Les activités d'élevage ont été soutenues par plusieurs projets (4%)⁶⁵. L'évolution des approches du portefeuille est analysée ci-après.
27. **Projets de consolidation de la paix basés sur l'approche de développement communautaire.** Les premiers projets inclus dans l'ESPP⁶⁶ se sont focalisés sur le renforcement du système de planification ascendante, communautaire et participative géré par des comités de développement⁶⁷ et la réhabilitation d'infrastructures de base (eau, assainissement, pistes et éducation). Les projets ciblaient aussi le renforcement des capacités des organisations de producteurs (OP) ruraux pauvres (coopératives et groupements pré-coopératifs) pour qu'ils participent à l'élaboration et au suivi des politiques de développement rural. En outre, des services juridiques et des activités de microfinance ont été pilotés pour les plus vulnérables, ainsi que les chaînes de solidarité de bovins⁶⁸. Ces projets touchaient tous les domaines de la production. Ils font partie des activités qui contribuent aux objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État et qui ont été appuyées dans plusieurs pays avec des situations de fragilité (Evaluation d'IOE, 2015).
28. **Projets de développement agricole plus spécialisés.** Les projets approuvés entre 2009 et 2017⁶⁹ ont introduit l'intensification et la valorisation agricole comme suite logique aux projets d'urgence et de développement rural précédents. Ces projets ont continué le renforcement des organisations (CDC et OP)⁷⁰, tout en priorisant la réhabilitation et le développement d'infrastructures tout au long des chaînes de valeur des filières prioritaires (riz et viande-lait) : aménagement de marais, bassins versants, pistes rurales, installation de décortiqueuses de riz, magasins de stockage, centres de collecte de lait et pasteurisation, entre autres. Ces projets ont aussi inclus des activités de finance rurale, mais c'est l'approbation du Projet d'Appui à l'Inclusion Financière Agricole et Rurale du Burundi en 2018 qui a introduit l'inclusion financière comme objectif principal dans le portefeuille⁷¹. Des activités ou composantes spécifiques ont été ajoutées pour renforcer l'inclusion des

⁶² Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour le développement international.

⁶³ Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire

⁶⁴ Fonds Belge de Survie/ Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire à partir de 2010.

⁶⁵ Selon les informations dans la section « Financement de projets du FIDA » sous la plateforme de Business Intelligence, Système de subventions et de projets d'investissement (GRIPS). Ce système classe chaque projet sous dix types de secteurs.

⁶⁶ PRDMR (Programme de relance et de développement du monde rural; 1999-2010); PTRPC (Programme transitoire de reconstruction après-conflit; 2005-2014); et PARSE (Projet d'Appui à la Reconstruction du Secteur de l'Élevage; 2008-2014).

⁶⁷ Comités Communaux de Développement Communautaires (CCDC), Comités de Développement Collinaires (CDC), Comités Provinciaux de Développement Communautaires (CPDC)

⁶⁸ Chaîne de solidarité communautaire animale (CSCA) en général et bovine (CSCB) en particulier.

⁶⁹ PAIVA-B (Projet d'appui à l'intensification et à la Valorisation Agricoles du Burundi; 2009-2020); PRODEFI I et II (Programme de Développement des Filières, phase I 2010-2020 et phase II 2015-2021); PROPA-O (Projet pour accélérer l'atteinte de l'OMD1c; 2013-2020) et PNSADR-IM (Programme national pour la sécurité alimentaire et le développement rural de l'Imbo et du Moso; 2014-2020). Voir l'Annexe 3 pour plus de détail.

⁷⁰ La revue du portefeuille inclus dans le COSOP 2008 soulignait la nécessité de clarifier la répartition des rôles entre les CDC (promouvoir le bien commun et l'équité) et les OP (entreprendre des activités économiques privées).

⁷¹ PAIFAR-B (Projet d'Appui à l'Inclusion Financière Agricole et Rurale du Burundi; 2018-2025).

groupes vulnérables et adresser de nouvelles thématiques (voir tableau ci-dessous). Le dernier projet approuvé en 2018⁷² continue à prôner la nécessité de l'intensification agricole, mais propose de réduire la vulnérabilité de la cible à travers l'approche par colline (gestion intégrée des terroirs), qu'il considère moins exclusive de la population dépourvue de marais aménageables. Une note conceptuelle a été soumise au Fonds Vert Climat. Ce projet devrait s'intégrer au PIPARV-B.

Tableau 5

Nouvelles thématiques dans les projets cofinancés par le FIDA au Burundi

Thèmes	Activités types
Nutrition	Formation et sensibilisation sur la santé et la nutrition à travers la mise en place des Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle/ Foyer d'Apprentissage Nutritionnel (FARN/FAN) et des jardins potagers et l'accompagnement des ménages ayant des enfants malnutris
Changement climatique	Activités de sensibilisation et adaptation de la production, subvention complémentaire par un financement du programme d'adaptation de l'agriculture paysanne aux changements climatiques (ASAP en anglais) afin d'intégrer un volet d'adaptation au changement climatique au PRODEFI II pour faire face aux risques accrus de ruissellement et d'inondation.
Emploi des jeunes ruraux (EJR).	Appui aux centres de renforcement, innovation et formation (CRIF), aux observatoires locaux de l'emploi, formation GERME (gérer mieux mon entreprise), collaboration avec l'Agence burundaise pour l'emploi des jeunes (ABEJ) et la chambre d'agro-business pour des stages.
Egalité de genre et autonomisation des femmes	Ciblage participatif avec des quotas pour les femmes et de groupes vulnérables; promotion et la protection des droits de la femme en collaboration avec les Centres de Développement Familial et Communautaire (CDFC).

29. **Dons.** Le programme du FIDA au Burundi comprend huit dons depuis 2009 (voir Annexe 5). Les huit dons régionaux/globaux ont eu un financement de quasi neuf millions d'USD au total et se focalisent sur : (i) l'intensification durable des systèmes de culture et d'élevage, (ii) la lutte contre les maladies du manioc, (iii) le renforcement des capacités des prestataires de services financiers par rapport à la gouvernance climatique, environnementale et sociale, (iv) l'accès des jeunes aux services financiers inclusifs pour l'entrepreneuriat et l'emploi, (v) l'introduction du système d'apprentissage interactif entre les sexes (méthode GALS) dans des projets et (vi) le renforcement institutionnel des organisations paysannes (OP). Par rapport à ce dernier, la Confédération des associations des producteurs agricoles pour le développement (CAPAD), en tant que membre de la Fédération des agriculteurs d'Afrique Orientale (EAFF), a pu bénéficier des activités de deux dons dans le cadre du Programme d'Appui aux Organisations Paysannes Africaines (Phase Pilote et Phase II) et est, en ce moment, impliquée dans le don « *Farmers' Organizations for Africa, Caribbean and Pacific-FO4ACP* ». Le seul don national est un don du FEM, mis en œuvre par la FAO, qui propose une augmentation des investissements du PRODEFI II et d'autres projets financés par la BM. Le don du FEM est de 7,3 millions d'USD et les budgets des projets qui doivent être appuyés sont mentionnés comme co-financement (45 millions d'USD)⁷³.

B. Evolution des stratégies pays du FIDA

30. **Le COSOP 2009-2014 (prolongé d'une année)** envisageait de contribuer aux objectifs de promotion d'une croissance économique durable et équitable ainsi qu'à la promotion de la gouvernance démocratique, tels que définis dans le Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté (CSLP I) et le Cadre stratégique pour la consolidation de la paix (CSCP). Il proposait de le faire à travers la facilitation de l'accès des ruraux pauvres, y compris les femmes et les groupes vulnérables, aux nouvelles opportunités économiques ainsi que par le renforcement

⁷² PIPARV-B (Projet d'intensification de la production agricole et de réduction de la vulnérabilité au Burundi; 2019-2025).

⁷³ Le don au Burundi s'utilisera pour le projet « Soutien à la production alimentaire durable et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la résilience au changement climatique dans les hauts plateaux du Burundi », dans le cadre du « Programme avec une approche intégrée pour la sécurité alimentaire en Afrique Subsaharienne ».

des organisations des ruraux pauvres, notamment par la planification communautaire et le renforcement des OP. La zone de concentration des projets cofinancés par le FIDA est passée de quatre provinces en 2000 à 14 en 2015 (seulement quatre des 18 provinces n'étaient pas couvertes).

31. **Le rapport d'achèvement du COSOP en 2015** a apprécié positivement la mise en œuvre de l'approche de développement communautaire pour assurer un ciblage participatif des sites, des activités et des bénéficiaires des différents services offerts par les projets. La revue concluait que les objectifs du COSOP avaient été largement atteints, avec des impacts visibles sur les bénéficiaires et quelques améliorations à prendre en compte notamment pour l'entretien des infrastructures aménagées et réhabilitées. Elle recommandait, entre autres, (i) la consolidation des acquis des projets avant de procéder à l'extension géographique des activités, (ii) la restructuration du portefeuille pour passer de l'approche projets à l'approche programme⁷⁴, (iii) le renforcement du dialogue avec le Gouvernement pour l'entretien des infrastructures aménagées et réhabilitées et (iv) l'inclusion de la nutrition, de l'adaptation aux changements climatiques, de la protection de l'environnement et de l'emploi des jeunes ruraux dans les nouveaux projets.
32. **Le présent COSOP (2016-2021)** propose une continuité et une consolidation des acquis, tout en focalisant les efforts sur les infrastructures productives et la structuration des producteurs autour de deux filières principales. Il intègre, par ailleurs, la résilience face aux changements climatiques et la réduction de la malnutrition dans ses objectifs. Pour les groupes plus vulnérables, la stratégie proposait des activités génératrices de revenu, d'alphabétisation et d'éducation nutritionnelle. Cette stratégie propose comme innovation le passage progressif de l'approche projets vers **l'approche programme**. Cette restructuration impliquerait, entre autres, l'extension des appuis dans les zones géographiques contiguës à celles déjà couvertes par la stratégie précédente, arrivant à couvrir toutes les régions du pays (Voir l'Annexe 4 avec l'évolution de la couverture géographique du portefeuille). Selon le site web du programme FIDA au Burundi, « les grands axes d'interventions sont les aménagements des marais et des périmètres irrigués, les aménagements des bassins versants, le repeuplement du cheptel, le développement des infrastructures rurales et de désenclavement, ainsi que la nutrition et le renforcement des capacités institutionnelles. Les principales filières développées sont le riz et le lait. Le genre fait partie intégrante de toutes les interventions ».
33. La revue à mi-parcours du COSOP conduite en 2020 indique que les cibles du COSOP 2016-2020 sont en voie d'être atteintes, et même dépassées à l'horizon de 2021. Néanmoins, elle note que tous les risques identifiés en 2016 se sont avérés : (i) la situation socio-politique et sécuritaire continue à poser des défis, malgré les efforts consentis, (ii) la récession économique, avec une hausse du déficit budgétaire dû en partie au gel de l'aide internationale et une déflation de l'indice national des prix à la consommation des ménages, (iii) le faible niveau de ressources financières pour assurer l'opérationnalisation des politiques et stratégies, (iv) les faibles capacités opérationnelles et financières des IMF et l'efficacité limitée du système de financement rural et agricole. En outre, la revue ajoute les risques naturels environnementaux et climatiques (inondations et sécheresse), des maladies et ravageurs des plantes ainsi que des maladies affectant des animaux domestiques (petits ruminants, porcs). La revue considère que les trois objectifs stratégiques restent pertinents ; toutefois, le deuxième sur le développement des filières devrait mettre l'accent sur l'agro-business. Elle recommande de procéder à la revue d'achèvement en 2021 et d'élaborer un nouveau COSOP pour le cycle 2022-2026.

⁷⁴ L'approche programme devait améliorer la complémentarité géographique et thématique entre projets, assurer une gestion plus rationnelle des ressources et permettre la décentralisation du personnel des projets vers les régions pour assurer un appui de proximité. Le site web n'y dédie une page mais elle est vide <https://programmefidaburundi.org/> (accédé le 6/5/2020).

Tableau 6

Éléments clé de la stratégie et du programme de pays du FIDA au Burundi

	COSOP 2009-2015	COSOP 2016-2021
Objectif général	Contribuer à la mise en œuvre du CSLP en facilitant la participation des ruraux pauvres à une croissance économique équitable et durable.	Accroître la productivité rurale, la participation des ruraux pauvres aux processus de développement, l'accès des pauvres à des services et à des marchés financiers viables et la création de microentreprises rurales ⁷⁵
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'accès des ruraux pauvres aux nouvelles opportunités économiques.; 2. Renforcer les organisations des ruraux pauvres pour accéder aux services et aux ressources et participer à l'élaboration des politiques de développement rural; 3. Faciliter la participation des femmes et des groupes vulnérables aux dynamiques de développement économique soutenues par le programme.	1. Améliorer la résilience aux cc et la durabilité à travers l'extension et l'entretien des investissements productifs (bassins versants, infrastructures hydro-agricoles, pistes de désenclavement, reboisement); 2. Augmenter la production, la sécurité alimentaire et la nutrition par le billet du développement des filières et l'organisations de producteurs, y compris la transformation de la production et la mise en marché; et 3. le renforcement de l'implication des groupes vulnérables dans les dynamiques économiques et les filières appuyées.
Populations cibles	Ensemble de petits producteurs concernés par les filières prioritaires, tout en veillant à faciliter l'intégration des femmes et d'autres groupes pauvres ⁷⁶ .	Petits producteurs, agri-éleveurs et promoteurs ruraux d'initiatives économiques des filières appuyées (autour des marais et périmètres irrigués). Il appuiera de façon volontariste et inclusive les groupes vulnérables (femmes, jeunes, jeunes orphelins de guerre et du SIDA).
Partenariats/ collaboration avec d'autres bailleurs	PTF: OFID-OPEP, PAM, Belgique, l'UE, FAO; coordination prévue (Banque Mondiale, USAID, Pays-Bas). Renforcement institutionnel du MINAGRIE et collaboration avec autres ministères, implication étroite des services déconcentrés de l'agriculture et l'élevage dans la mise en œuvre du programme. Secteur privé (OP, commerçants, transformateurs et exportateurs, et institutions financières, ONG)	Plus de détail sur les ministères impliqués Acteurs du secteur public et privé: Secteur privé: OP, les groupements pré-coopératifs et les coopératives en particulier, les IMF et les banques commerciales.
Risques	a) Dégradation de la situation politique et insécurité s'instaure (contexte post-conflit ou de conflit latent/récurrent); b) manque de disposition du personnel des ministères à recentrer leurs activités sur les fonctions régaliennes de l'État et à favoriser la création de partenariats avec les OP et les opérateurs privés; c) manque de considération du manque de participation des femmes à la prise de décision et aux équipes de travail et de leur accès aux services pour différents partenaires.	a) risque fiduciaire lié à l'environnement global; b) ralentissement des réformes économiques entreprises par le gouvernement en matière de développement agricole et la mobilisation des fonds limitée dans le cadre du PNIA; c) le déficit de financement du Gouvernement et l'inefficacité du système de financement rural; d) la faible capacité du gouvernement à rendre opérationnelles les politiques et stratégies en matière d'agriculture, de protection de l'environnement et de gestion de l'eau; e) l'incapacité financière et opérationnelle des IMF;; et f) le contexte politique instable.

Sources: COSOP 2009 et 2016

34. Objectifs politico-institutionnels et dialogue sur les politiques publiques.

Les deux stratégies incluaient un objectif stratégique visant à renforcer les CDC et les OP pour devenir des interlocuteurs reconnus dans l'élaboration et le suivi des politiques du secteur rural, ainsi que l'insertion des groupes/régions défavorisés dans les dynamiques de croissance. En outre, les thèmes suivants ont été priorisés: (i) l'inclusion du genre dans la stratégie et le plan d'action du MINAGRIE, (ii) la reconstruction et l'amélioration du cheptel national et d'autres textes législatifs et règlementaires sur l'élevage⁷⁷, (iii) la politique nationale d'accès au foncier; (iv) les mécanismes d'entretien des infrastructures, y compris des normes

⁷⁵ Cette objective a été inclus dans la RMP du COSOP en 2020 (version du fin janvier), mais il n'est pas inclus dans le COSOP.

⁷⁶ Stratégie de ciblage fondée sur des enquêtes d'évaluation participative de la pauvreté pour déterminer les catégories, définir les facteurs déterminants de la pauvreté et disposer d'une typologie des ménages ruraux dans les zones d'intervention.

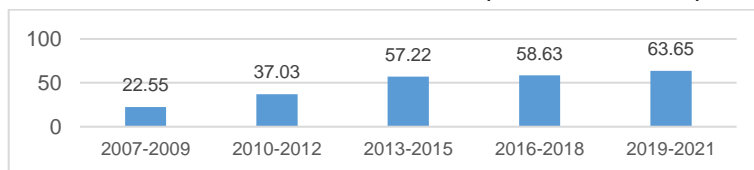
⁷⁷ Quelques exemples: sur la police sanitaire des animaux domestiques, sauvages, aquacoles et abeilles, sur l'exercice de la profession vétérinaire; normes zootechniques et des conditions sanitaires pour l'importation des semences et des embryons congelés des bovins de race pure et des reproducteurs de l'espèce bovine, mesures d'inspection sanitaire des animaux et des produits alimentaires d'origine animale, l'élaboration du Programme National d'Investissement du Secteur de l'Elevage et du document d'options stratégiques du secteur de l'élevage;

permettant leur protection contre les effets du changement climatique, ainsi que (v) la réglementation du financement agricole et rural, parmi d'autres.

35. **La gestion du portefeuille et la stratégie** a été assurée par avec un officier sur place depuis 2008, avant que le portefeuille ne passe en supervision directe du FIDA à partir de 2009⁷⁸. Ça fût aussi vers 2008-2009 que la tutelle des projets est passée des différents ministères ayant le plan dans leurs attributions, au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MINAGRIE), qui a élargi son mandat à la protection environnementale depuis 2018.⁷⁹ Le bureau FIDA au Burundi a ouvert en début 2012⁸⁰. Il y a eu cinq chargés de programme pays pendant la période,⁸¹ appuyés par des consultants quasi permanents depuis Bujumbura depuis 2014. L'actuelle Directrice de pays du FIDA est basée à Nairobi, dans le hub régional pour l'Afrique de l'Est et l'Océan Indien, depuis la mi-2018. L'« approche programme » est en considération depuis la fin du COSOP 2009-2015 (voir paragraphe 30). Cette transition est en train de s'opérationnaliser davantage en 2020, avec des nouvelles orientations du point de vue programmatique, géographique, du cadre organisationnel, des performances et leçons apprises et des compétences requises.
36. **En termes de financement**, l'enveloppe budgétaire allouée au Burundi selon le Système d'allocation fondé sur la performance a triplé de 2007-2009 à 2019-2021. La formule du système d'allocation favorise davantage les pays à revenu faible et avec des situations de majeure fragilité majeure depuis 2017⁸². Pour la période 2019-2021 (le 11^{ème} cycle de financement du FIDA) l'allocation sera à 80% sous forme de don et à 20% sous forme de prêt⁸³.

Figure 2.

Allocation financière du FIDA au Burundi (en millions d'USD)



Source: COSOP-2016-2021 et RMP (2020)

37. **L'évolution des décaissements annuels montre aussi une tendance croissante**, avec une moyenne d'environ 15 millions d'USD pour la première période (2009-2015) et une moyenne de quasi 25 millions d'USD annuels pour le reste de la période d'évaluation. La crise socio-politique de 2015 peut expliquer la diminution du décaissement cette année.

⁷⁸ Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) était l'institution coopérante avant.

⁷⁹ La fusion des secteurs de l'Environnement, Agriculture et Elevage vise à améliorer la prise en charge de la dimension environnementale et les effets du changement climatique (CC) dans les activités agricoles (document de conception du PIPARV-B). Comme exception dans le portefeuille, le PAIFAR-B (2017-2025) a été mis sous la tutelle du Ministère de Finances, du Budget et de la Privatisation à cause de son focus sur l'inclusion financière.

⁸⁰ Selon la note sur l'approche programme FIDA (2020), avant l'établissement de la Représentation du FIDA au Burundi, le programme a été géré par une Unité de facilitation des projets FIDA (2006-2008), une Cellule d'appui-programme au FIDA (2008-2010), un assistance administrative et comptable (2011-2014), et une cellule d'audit interne (depuis 2015). En 2016, quatre unités de facilitation et de coordination régionale ont remplacé les antennes provinciales des projets.

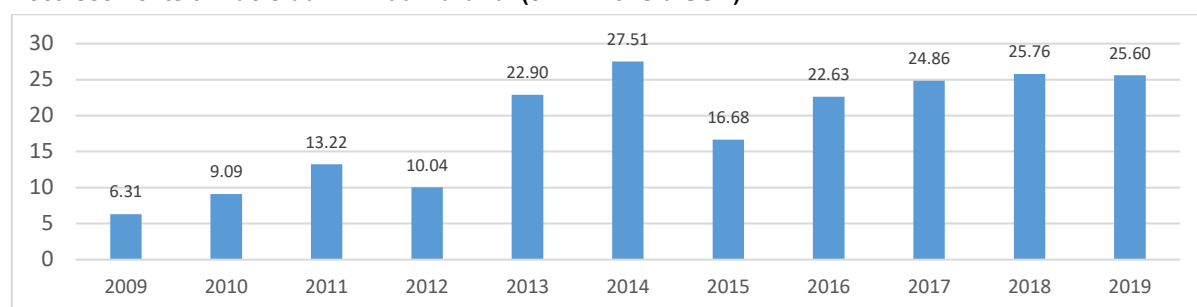
⁸¹ Un CPM 2008-2014, une autre 2014-2017, deux CPM intérimaires en 2017-2018, et l'actuelle depuis juillet 2018, devenue Directrice pays en 2020.

⁸² Contrairement à d'autres IFI, le FIDA ne réserve pas de ressources pour renforcer et différencier son engagement dans des pays avec des situations fragiles. La méthodologie actuelle du FIDA pour la classification des États fragiles combine les listes de tous les États fragiles identifiés par d'autres IFI et l'OCDE. Il en résulte actuellement une liste d'environ 50 pays, couvrant la moitié du portefeuille du FIDA.

⁸³ Le COSOP 2016-2021 mentionnait l'utilisation de la modalité de financement additionnel pour les pays avec des situations de fragilité pour éviter les risques liés au recrutement de nouvelles équipes et les délais pour la mise en vigueur des financements.

Figure 3

Décaissements annuels du FIDA au Burundi (en millions d'USD)



Source: Oracle Business Intelligence FIDA

IV. Objectifs, portée, et méthodologie de l'évaluation

A. Objectifs

38. Cette évaluation est entreprise à des fins d'obligation redditionnelle et d'apprentissage pour renforcer l'efficacité du FIDA en matière de développement. **Les objectifs de l'ESPP** sont : (i) évaluer les résultats et la performance de la stratégie et du programme cofinancés par le FIDA et (ii) produire des conclusions et des recommandations pour le futur partenariat entre le FIDA et le Burundi visant à renforcer l'efficacité des activités pour contribuer à la réduction de la pauvreté rurale. Les constats et recommandations serviront à la préparation du nouveau COSOP 2022-2026. Plus d'informations sur ce type d'évaluation se trouvent au chapitre 6 du Manuel d'Évaluation de l'IOE⁸⁴. Cette section détaille la portée, la méthodologie et les thèmes proposés pour l'ESPP, ainsi que d'autres éléments liés au processus d'évaluation.

B. Portée

39. Portée de l'évaluation. Le bureau de l'évaluation indépendante n'a jamais conduit d'évaluation de programme de pays au Burundi. Cette ESPP couvrira la période de 2009 à mi-2020 (COSOP 2009-2015 et 2016-2021). Conformément aux orientations du Manuel de l'évaluation du FIDA, l'ESPP comprendra quatre domaines d'analyse : (i) le **portefeuille de projets** (cofinancés par des prêts et des dons du FIDA); (ii) les **activités 'hors-prêt'** (dialogue de politiques, gestion de savoirs; développement de partenariats; et dons); (iii) la **performance des partenaires** (FIDA et Gouvernement); et (iv) la **stratégie de pays** (synthèse de l'évaluation des trois dimensions précédentes qui les reliera aux objectifs des stratégies de pays du FIDA pour la période)⁸⁵.
40. La performance du programme de pays dans chacun des quatre domaines sera notée sur une échelle de 1 à 6.⁸⁶ L'évaluation utilisera un **cadre d'évaluation** qui articule les critères et les questions d'évaluation aux moyens de répondre à chaque question (indicateurs de jugement et sources potentielles d'information).⁸⁷

⁸⁴ http://www.ifad.org/evaluation/process_methodology/doc/manual_f.pdf

⁸⁵ Les trois domaines d'analyse opérationnelle du programme de pays (performance du portefeuille, activités hors-prêt et performance des partenaires) seront analysés séparément, mais il sera accordé une attention particulière aux synergies existantes entre eux et leur capacité à s'aligner mutuellement sur la stratégie de pays.

⁸⁶ L'ensemble des définitions des critères d'évaluation et l'échelle de notation (1= très insuffisant; 2=insuffisant; 3=relativement insuffisant; 4=relativement satisfaisant; 5=satisfaisant; 6= très satisfaisant) sont tirées du Manuel de l'Évaluation, Deuxième édition, Bureau Indépendant de l'Évaluation, FIDA, Novembre 2015.

⁸⁷ Les critères d'évaluation retenus sont conformes aux pratiques définies dans le Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats du Comité d'aide au développement de l' Organisation de coopération et de développement économiques, aux normes et règles de l' Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (*United Nations Evaluation Group*) et aux normes de bonnes pratiques du Groupe de coopération pour l'évaluation (des banques multilatérales de développement) en matière d'évaluation des opérations du secteur public. <http://www.oecd.org/development/evaluation/2754804.pdf>

L'Annexe 7 inclut les définitions des critères d'évaluation et dimensions couverts par l'évaluation.

Tableau 7
Principaux éléments et critères d'évaluation

Eléments couverts par l'évaluation	Critères d'évaluation et dimensions d'évaluation
Critères sur la performance du portefeuille de projets	1. Pertinence; 2. Efficacité; 3. Efficience; 4. Durabilité des résultats; 5. Impact sur la pauvreté rurale sur quatre domaines: i) Revenus et avoirs nets des ménages; ii) Capital humain et social et autonomisation; iii) Sécurité alimentaire et productivité agricole; iv) Institutions et politiques. Critères propres au modèle opérationnel du FIDA: 6. Innovation; 7. Reproduction à plus grande échelle; 8. Egalité entre les sexes et autonomisation des femmes; 9. Gestion de l'environnement et des ressources naturelles; 10. Adaptation au changement climatique
Evaluation des activités hors prêt soutenues par le FIDA et le gouvernement	11. Etablissement de partenariats; 12. Concertation sur les politiques; 13. Gestion des savoirs; 14. Examen des dons FIDA
Performance des partenaires	15. FIDA; 16. Gouvernement
Synthèse: Performance de la stratégie et du programme de pays	17. Pertinence stratégique; 18. Efficacité de la stratégie et du programme de pays

Pour plus d'informations, voir les pages 37-43 du manuel d'évaluation d'IOE⁸⁸.

41. **Performance du portefeuille de projets.** L'évaluabilité des projets dépend de leur état d'avancement et des données disponibles sur leur performance et leurs résultats. Le tableau 8 présente les dix projets couverts par l'ESPP (dont trois approuvés avant 2009 et inclus dans le rapport d'achèvement du COSOP en 2015), et les critères au titre de l'ESPP.

Tableau 8
Etat d'avancement, documentation disponible et niveau d'analyse proposé pour chaque projet

Nom du projet	Période de mise en œuvre	Etat d'avancement (% décaissement)	Rapports sur leur performance et leurs résultats à utiliser		Niveau d'analyse dans l'ESPP
			Auto-évaluations*	Évaluations IOE	
1. Programme de relance et de développement du monde rural (PRDMR)	1999-2012	Clôturé, (99,16%)	RAP, 2010	PCRVR, 2011; PPE, 2012	Tous les critères, emphase sur des questions soulevées dans les PCRVR à travers d'entretiens et revue documentaire additionnel, sans visites de terrain)
2. Programme transitoire de reconstruction post-conflit (PTRPC)	2004-2014	Clôturé, (106,1%)	RMP, 2010; RAP, 2014	PCRVR, 2016	
3. Projet d'Appui à la Reconstruction du Secteur de l'Elevage (PARSE)	2007-2014	Clôturé, (99%)	RAP, 2014	PCRVR, 2016	
4. Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles (PAIVA-B)	2009-2019	Clôture prévue en mai 2020; (75% à 30/6/2019)	RMP, 2014; RAP, 2019	PCRVR, 2020	
5. Programme de développement des filières (PRODEFI)	2010-2020	Clôture prévue en mai 2020; 99,95% à 30/9/2019 ⁸⁹)	RMP, 2014; Rapport de supervision, 2019	--	Tous les critères, focus des visites de terrain (si elles sont possibles)

⁸⁸ https://www.ifad.org/documents/38714182/39748829/manual_f.pdf/53d8f759-9909-4c29-88e6-c6510f6f3128

⁸⁹ Les taux de décaissement au 30/09/2019 sont de 99,95% pour le don initial du FIDA; 100% pour le prêt OFID; 91,45% pour le don EJR; 91,28% pour la contrepartie; 61% pour le PAM et 103,59% pour la contribution des bénéficiaires. Le don supplémentaire a été décaissé à 7,27%

Nom du projet	Période de mise en œuvre	Etat d'avancement (% décaissement)	Rapports résultats à utiliser	Niveau d'analyse dans l'ESPP	Niveau d'analyse dans l'ESPP
6. Projet pour accélérer l'atteinte de l'Objectif du millénaire pour le développement (OMD-1c) (PROPA-O)	2013-2021	Clôturé (77.1% à 30/4/2019)	RMP, 2016; RAP, 2019	--	Emphase sur la contribution à la SAN
7. Programme national pour la sécurité alimentaire et le développement rural de l'Imbo et du Moso (PNSADR-IM)	2014-2020	En cours ⁹⁰	RMP, 2018; Rapport de supervision, 2019	--	Pertinence de la formulation et contribution à la SAN
8. Programme de développement des filières (PRODEFI II)	2015-2021	En cours, 51,58%	RMP, 2018; Rapport de supervision, 2019	--	Même que PRODEFI I ci-dessus
9. Projet d'appui à l'inclusion financière agricole et rurale au Burundi (PAIFAR-B)	2017-2025	En cours, 40,1%	Rapport de supervision, 2019	--	Pertinence par rapport au développement de chaînes de valeur
10. Projet d'intensification de la production agricole et de réduction de la vulnérabilité au Burundi (PIPARV-B)	2018-2025	lancement ⁹¹	--	--	Pertinence de la formulation

* D'autres rapports de supervision seront consultés aussi.

- 42. Activités hors-prêt.** Les activités dites hors-prêt sont des activités transversales, qui doivent contribuer à l'atteinte des objectifs stratégiques du partenariat entre le FIDA et le Gouvernement. Il s'agit notamment de la gestion des savoirs, de l'engagement sur les politiques publiques, de l'établissement des partenariats ainsi que des dons⁹². Pendant la période, le FIDA a mis en avant la **gestion des connaissances** portant sur l'accès des petits producteurs aux connaissances (échange d'informations à travers le réseau FIDAFrique et utilisation des radios rurales, plateformes de concertation entre les OP et autres acteurs ruraux, diversification des supports de communication) et la mise en place de groupes thématiques d'échanges au sein des projets afin de partager les enseignements tirés et les bonnes pratiques. Le **dialogue sur les politiques** s'est investi, entre autres, sur le renforcement de la planification locale comme moyen pour améliorer l'inclusion des plus vulnérables dans le développement et l'élaboration et le suivi des politiques du secteur rural, l'amélioration des textes sur l'élevage, le foncier, la politique semencière et le financement agricole et rural, ainsi que l'entretien des infrastructures productives.
- 43. Pour le développement des partenariats,** les COSOP proposaient de faciliter la concertation à travers le Groupe de coordination des bailleurs de fonds et l'établissement de plusieurs partenariats pour la mise en œuvre du programme avec des agences publiques,⁹³ d'autres acteurs financiers nationaux⁹⁴ et plusieurs ONG.⁹⁵ Cette partie de l'ESPP inclura une appréciation des efforts du FIDA et du

⁹⁰ Les taux de décaissement au 30/06/2019 sont 50,24% sur le don GAFSP, 100% sur le don FIDA, 40,08% sur le prêt OFID, 53,37% sur la contrepartie du Gouvernement, et 137,96% pour les bénéficiaires.

⁹¹ Selon le rapport de supervision de mars 2020, après le lancement du projet en décembre 2019 la réception de la première avance à la fin février 2020, ce projet a pu décaisser 6.5% du premier PTBA (avec engagements), et 3.8% sans engagements.

⁹² La terminologie «activités hors prêts» peut être trompeuse dans le cas du Burundi, car la majeure partie du financement du FIDA au cours de la période d'évaluation a été octroyée dans le Cadre de Soutenabilité de la Dette (CSD). Par conséquent, le terme doit être compris comme des activités, des intrants et des extrants qui ne relèvent pas strictement des projets d'investissement ou de ceux qui se situent au-delà des projets d'investissement.

⁹³ Les services déconcentrés de l'agriculture et l'élevage (et l'environnement), Centre national d'insémination artificielle (CNIA), la Direction Générale de l'Agriculture (DGA), la Direction générale de l'élevage (DGE), l'Office national de contrôle et de certification des semences (ONCCS), les institutions de recherche spécialisées notamment l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) et l'Université de Ngozi.

⁹⁴ Les institutions de microfinance (IMF), la Banque Centrale de la République du Burundi (BRB), le réseau des institutions de microfinance et la Banque nationale de Développement Economique (BNDE)

⁹⁵ Association de coopération et de recherche pour le développement (ACORD), la Confédération des Associations des Producteurs agricoles pour le Développement (CAPAD), l'Opérateur partenaire de proximité chargé de la valorisation (créé par le consortium des 3 ONG Twitezimbere, Coped et Help-Channel), le Centre pour l'expertise foncière et le développement communautaire pour la sécurisation foncière.

Gouvernement du Burundi dans des activités hors-prêt et s'interrogera sur leur rôle dans la mise à échelle des approches et interventions réussies et dans l'optimisation de l'impact des opérations financées par le FIDA dans le pays. Etant donné le nombre limité de **dons**, tous seront analysés (voir paragraphe 29 et Dons au Burundi). Des questions sur l'alignement des dons avec les objectifs stratégiques du FIDA et leur contribution pour améliorer la performance du programme de pays se concentreront dans cette partie de l'ESPP.

44. **Performance des partenaires.** L'évaluation de la performance des partenaires dans la conception et la gestion de la stratégie et du programme de pays sera focalisée sur la performance du FIDA et du Gouvernement. Pour le **FIDA**, les questions se focaliseront sur le processus de conception des stratégies pays (participation des parties prenantes et assurance qualité) et le suivi, supervision et appui fournis lors de sa mise en œuvre, y compris des aspects liés au budget du personnel et la *présence pays*. Pour le **gouvernement**, l'évaluation se penchera sur le rôle clé des unités de gestion de projets dans la mise en œuvre des activités cofinancées, la tenue régulière et la qualité des réunions du comité de pilotage, la mise à disposition à temps des fonds de contrepartie prévus, la performance des systèmes de suivi et évaluation, la conformité par rapport aux procédures fiduciaires et d'audit. Les conséquences du passage de l'approche projet à l'approche programme seront explorées dans cette section.
45. **Synthèse de la performance de la stratégie et du programme de pays.** La performance stratégique prendra en compte les deux COSOP, mais le dernier (2016-2021) sera la référence principale, tandis que le précédent sera considéré pour comprendre l'évolution historique du programme. Par rapport à la **pertinence stratégique**, l'ESPP prendra en considération : (i) l'alignement et la cohérence des COSOP et leurs examens périodiques par rapport aux objectifs stratégiques et politico-institutionnels du gouvernement et aux stratégies et politiques du FIDA; (ii) la gestion des risques stratégiques du programme, (iii) la priorisation géographique par rapport à la population ciblée, ainsi que (iv) les dispositions relatives à la gestion de la stratégie et du programme de pays, y compris la recherche de partenariats pour atteindre les objectifs stratégiques, tout en réaffirmant le positionnement du FIDA dans le pays. En rapport avec l'**efficacité de la stratégie et du programme de pays**, l'ESPP étudiera dans quelle mesure les objectifs spécifiques et politico-institutionnels des stratégies ont été atteints. Si des changements significatifs, non prévus à la conception, ont demandé des ajustements, l'ESPP étudiera aussi leur incidence dans l'atteinte des résultats stratégiques.

C. Méthodologie

46. **L'ESPP a développé un modèle pour faciliter l'analyse des synergies entre les quatre domaines de l'évaluation.** La théorie de changement (TdC) du programme décrit la chaîne de résultats connectant les objectifs du COSOP et les résultats du programme aux produits et contributions des projets et les activités hors-prêt. Elle prend également en compte des facteurs contextuels et les hypothèses sous-jacentes qui ont contribué positivement ou négativement à l'atteinte des objectifs stratégiques et programmatiques (Annexe 6). L'équipe d'évaluation a construit la TdC sur la base d'une première lecture des cadres de gestion des résultats des COSOP, des projets d'investissement et des activités hors-prêt. L'évaluation déterminera si un lien logique crédible peut-être établi entre les initiatives soutenues par le FIDA et le gouvernement burundais (portefeuille, activités hors-prêts, gestion du programme) et les changements observés par rapport aux objectifs stratégiques des COSOP, en considérant les hypothèses et risques stratégiques.

47. **Théorie du changement de la stratégie et le programme pays du FIDA au Burundi (2009-2020).** Afin de contribuer à l'amélioration durable des revenus et la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) des ruraux pauvres (**impact**), la stratégie a pour ambition de faciliter leur participation à une croissance équitable et durable et de promouvoir la gouvernance démocratique et la cohésion sociale (**objectif général**). **Trois objectifs spécifiques** devraient y contribuer : (i) le développement et l'entretien d'investissements productifs résilients aux changements climatiques; (ii) le développement des filières et la structuration des OP, visant à augmenter de façon significative la production et la création d'emplois agricoles et non-agricoles; et (iii) le renforcement de l'implication des groupes vulnérables dans l'élaboration et le suivi de politiques de développement rural et dans les dynamiques économiques et les filières appuyées. L'équipe d'évaluation a proposé de possibles liens (voies d'impact) entre les activités cofinancées par le FIDA et ses produits (**effets à court terme**) et entre les produits et les **effets à moyen terme**. Les **hypothèses sous-jacentes** à la logique de changement sont aussi incluses dans la TdC afin de les analyser lors de l'évaluation.
48. **Axes thématiques spécifiques à l'ESPP au Burundi.** Sur la base de l'examen documentaire initial et des discussions avec des personnes ressources clés, l'ESPP propose cinq thématiques auxquelles l'ESPP accordera une attention particulière. Elles seront mises à jour à travers les échanges avec les parties prenantes lors des prochaines étapes et seront ajustées selon la possibilité de faire des visites de terrain dans les régions et les sites des projets, à cause des possibles restrictions causées par le COVID19.
49. **Thème 1: Gestion des risques stratégiques et contribution à la construction de résilience.** L'ESPP appréciera (i) si la stratégie et les projets du portefeuille ont analysé adéquatement les facteurs de fragilité dans le secteur rural burundais (voir paragraphes 19, 20 et 21), (ii) le degré de mise en œuvre des mesures pour les atténuer et contribuer à la construction de la résilience, (iii) le niveau de proactivité de la gestion de **risques stratégiques** pour garantir une exécution efficace du programme, suivant les principes de la Stratégie du FIDA pour les pays avec des situations de fragilité (2016).⁹⁶ L'évaluation appréciera le niveau de sélectivité du programme et son adéquation aux capacités des parties de mise en œuvre, y compris les efforts de **renforcement des capacités et l'appui institutionnel** des services agricoles et autres services sectoriels de l'état. En outre, l'équipe réalisera un examen de la conformité du portefeuille avec les exigences minimales du FIDA pour identifier et évaluer les **risques sociaux, environnementaux et climatiques du portefeuille** (SECAP⁹⁷). Dans la mesure du possible, l'évaluation portera aussi son attention à la réponse du programme aux chocs récurrents auxquels les bénéficiaires sont confrontés (inondations, sécheresse, maladies affectant les plantes et les animaux domestiques). Elle recensera aussi les activités initiales de la riposte stratégique du FIDA à la crise

⁹⁶ Selon la stratégie d'engagement dans des pays avec des situations de fragilité du FIDA (2016), «la fragilité est une situation de grande vulnérabilité aux chocs, naturels ou provoqués par l'homme, qui s'accompagne souvent d'un risque élevé de violence et de conflit. La faiblesse des structures de gouvernance et le manque de capacités des institutions constituent un commun dénominateur et une conséquence des situations de fragilité. En règle générale, les situations de fragilité créent un environnement peu favorable à une transformation inclusive et durable du monde rural.» (Stratégie d'engagement du FIDA dans les pays présentant des situations de fragilité, 2016). Les principes directeurs d'engagement amélioré et sensible à la fragilité seront utilisés: (a) la gestion des risques et résilience; (b) la compréhension des causes profondes de fragilité et concentration sur ces causes, tout en considérant le mandat et l'avantage comparatif du FIDA; (c) l'intégration et ciblage de la dimension de genre; (d) le renforcement des institutions pour promouvoir la confiance et la cohésion sociale; (e) les ressources, instruments et approches flexibles et réactifs; (f) les partenariats stratégiques et complémentaires.

⁹⁷ FIDA. Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique. Gérer les risques pour créer des opportunités. Édition 2017. <https://www.ifad.org/topic/gef/secap/overview/tags/mlgef> (consulté le 2/4/2020). L'équipe analysera la qualité de la documentation d'analyse environnementale ex-ante et de mise en œuvre et clôture des projets, y compris les dossiers d'appel d'offres d'un échantillon d'infrastructures et d'accords avec les entreprises en charge de leurs construction/réhabilitation. Cette information sera complétée avec des entretiens avec des acteurs clé de l'autorité environnementale burundaise et le personnel chargé dans les unités de projet. Si possible, quelques visites de terrain permettront la vérification sur place de la mise en œuvre des mesures de mitigation environnementale et sociale des projets et des échanges avec les autorités locales et la population locale pour voir s'il y a eu des plaintes liées aux projets cofinancés et comment elles ont été gérées.

provoquée par la COVID19 afin de prévenir l'érosion des résultats des opérations passées et en cours et à jeter efficacement les bases qui soutiendront le redressement d'après-crise⁹⁸.

50. **Thème 2: Contribution du portefeuille à la Sécurité alimentaire et nutrition (SAN) des groupes vulnérables.** La malnutrition et l'insécurité alimentaire font partie des défis majeurs pour le développement rural au Burundi (paragraphe 11). En plus des Programmes nationaux de SAN (2009 et 2014), elle est incluse parmi les axes stratégiques et les objectifs de la plupart des politiques et stratégies gouvernementales (Annexe 1). L'évaluation conduira un examen documentaire des aspects clés liés à la SAN dans le portefeuille, en mettant l'accent sur le ciblage et les résultats sur la population la plus vulnérable. Si le niveau de désagrégation des données le permet, l'évaluation utilisera une approche *d'intersectionnalité* (inégalités croisées) pour mieux comprendre l'impact des différences entre les individus (niveau de revenu, âge, statut de migration et handicap) sur l'accès aux bénéfices des projets. Cette analyse se concentrera sur le PROPA-O, PNSADR-IM et PRODEFI II, qui ont des objectifs et composantes spécifiques sur la SAN et fera une comparaison avec les approches et résultats d'autres partenaires.
51. **Thème 3: Performance et durabilité des infrastructures.** Huit des dix projets dans le portefeuille ont des composantes liées au développement et à la réhabilitation d'infrastructures. L'entretien de ces investissements a été identifié à plusieurs reprises comme un défi du programme, il a été inclus comme objectif spécifique du COSOP en 2016 et comme un thème majeur dans le dialogue de politiques. En coordination avec l'étude de cas prévue par la « Synthèse d'Évaluations sur les infrastructures » réalisée par IOE en 2020, l'évaluation identifiera les principaux types d'infrastructures rurales en termes de quantité, échelle et investissement. L'analyse mettra l'accent sur la construction, l'entretien et la maintenance des bassins versants, marais, périmètres irrigués et pistes rurales et, à moindre mesure, les infrastructures de stockage et valorisation. L'évaluation analysera les mécanismes mis en place pour assurer leur durabilité.⁹⁹ Si la mission de terrain est possible, cette analyse sera complétée avec des vérifications et entretiens sur le terrain.
52. **Thème 4: Appui au développement de chaînes de valeur (CV) inclusives.** L'évaluation portera une appréciation sur les modalités adoptées pour faciliter la participation des producteurs pauvres aux filières, en utilisant l'approche développée par l'évaluation sur la contribution du FIDA au développement de filières au profit des pauvres (IOE, 2018)¹⁰⁰. Six des dix projets du portefeuille (PARSE, PAIVA-B, PRODEFI I et II, PNSADR-IM, PAIFAR-B) appuient plusieurs maillons de la CV. Les deux filières priorisées dans le programme (riz et lait/viande) et les secondaires (maïs et banane) recevront une attention spéciale. L'évaluation analysera dans quelle mesure les activités de **finance rurale** du portefeuille ont appuyé le développement de produits financiers pour les CV au profit des plus vulnérables.
53. **Thème 5: Emplois décents pour les jeunes ruraux.** Il s'agit d'un des défis les plus importants pour le développement du Burundi, au vu des chiffres élevés de sous-emploi et de chômage. Les jeunes sont considérés parmi les groupes vulnérables dans tous les diagnostics consultés dans le cadre de cette évaluation. La plupart des projets du portefeuille inclut des activités de soutien aux jeunes

⁹⁸ <https://www.ifad.org/fr/web/latest/news-detail/asset/41884689>, consulté le 29 avril 2020.

⁹⁹ Appui pour l'élaboration et mise en application d'une législation harmonisée de collecte et d'utilisation des redevances d'entretien et des taxes communales des marais et périmètres aménagés; la création de groupes d'utilisateurs pour la gestion et l'entretien des infrastructures, et l'inclusion de normes permettant la protection des infrastructures contre les effets du changement climatique au moment de leur conception, construction et réhabilitation

¹⁰⁰ L'évaluation d'IOE en 2018 propose d'analyser (i) "le noyau de la CV" (production, agrégation, stockage, transformation et distribution aux consommateurs finaux), (ii) la "CV étendue" (fournisseurs d'intrants, de services financiers et non financiers), (iii) la gouvernance et inclusivité (liens commerciaux, relations, répartition du pouvoir entre les parties prenantes), (iv) le contexte du marché, et (v) l'environnement propice plus large.

(renforcement des capacités, activités génératrices de revenus, etc.). Le PRODEFI I a inclus une composante spécifique et un don en cours vise à améliorer l'accès des jeunes ruraux aux services financiers inclusifs pour l'entrepreneuriat et l'emploi. En tenant compte de la capitalisation sur ce sujet récemment réalisé par l'équipe du FIDA au Burundi, l'évaluation analysera la pertinence de l'approche et les résultats atteints, ainsi que les plans pour les mettre à l'échelle.

54. **Approches de collection et analyse de données.** L'évaluation combinera une revue de la documentation existante et des données secondaires avec des entretiens et des discussions de groupe avec les parties prenantes concernées au FIDA et dans le pays. Dans la mesure du possible, des entretiens avec des bénéficiaires et des observations directes sur un échantillon de sites du projet complèteront la collecte de données. Le cadre d'évaluation guidera la « triangulation » de plusieurs types d'informations et données rassemblées à travers de méthodes différentes pour parvenir à des conclusions bien fondées (Annexe 7). Aucune enquête quantitative à grande échelle ne sera entreprise.
55. **Documents disponibles sur le portefeuille et les COSOP.** L'évaluation utilisera les quatre rapports de validation d'achèvement de projet, ainsi que l'évaluation de projet du PRDMR, conduites par IOE. L'ensemble des documents relatifs aux différentes phases de l'état d'avancement des projets (conception, supervision, mi-parcours, achèvement) sera aussi mis à profit. Les rapports des études de référence de départ et d'impact finale, si disponibles, seront d'une grande utilité pour les recoupements d'informations. Les documents clés sur les COSOP (rapports d'examen du COSOP, les auto-évaluations périodiques du programme de pays) et les rapports sur les dons et les produits de la connaissance seront aussi exploités¹⁰¹.
56. **Collecte de données au pays.** Les 17 provinces rurales du pays ont été touchés par au moins un projet cofinancé par le FIDA depuis 2009. Néanmoins, comme l'Annexe 4 le montre, il y a eu une certaine concentration d'actions des projets sur quatre provinces des zones de haute et moyenne altitude (plateaux), où sept/huit des dix projets ont intervenu (Cibitoke, Gitega, Karusi et Kayanza). La tendance de migration du portefeuille depuis les plateaux vers les plaines (Rutana, Ruyigi ou Bururi/Rumonge) où les sols sont plus productifs et propices à la culture du riz a été soulignée par le rapport d'achèvement du premier COSOP en 2015. Si possible, l'équipe d'évaluation propose de visiter, au moins, deux des quatre provinces des plateaux et une zone des plaines, où se tiendront des groupes de discussion avec des participants et non-participants, considérant plusieurs groupes d'âge, de sexe et de types de support fournis. Plusieurs outils qualitatifs de recherche seront utilisés : (i) des questionnaires ouverts pour le staff des unités de gestion de projets et les acteurs gouvernementaux (au niveau national, régional et local); (ii) des discussions en petits groupes sur des thématiques spécifiques et impliquant les bénéficiaires; (iii) des entretiens avec les acteurs non gouvernementaux clés, tels que les ONG et les acteurs privés; et (iv) des rencontres avec des partenaires de développement dans le champ d'action du FIDA.
57. **Autres données.** D'après l'examen documentaire jusqu'à présent, il semble y avoir des **données statistiques** produites par les autorités nationales et des nombreux partenaires, mais quelques-unes ne sont pas toujours actualisées¹⁰². Selon la série chronologique et la granularité des données disponibles, celles-ci pourraient être utiles pour mieux contextualiser et recouper les données disponibles sur les projets, en particulier pour considérer la contribution d'autres

¹⁰¹ Lesdits rapports sont en cours de confirmation au moment de la rédaction du présent document.

¹⁰² Le FIDA propose en 2020 d'appuyer le Burundi, avec la FAO et autres partenaires, pour actualiser le Recensement général de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage (RGEAE), étant donné que le précédent date de 25 ans. D'autres données disponibles pour quelques années sont les enquêtes nationales agricoles au Burundi (ENAB).

www.fao.org/burundi/actualites/detail-events/fr/c/1198667/, consulté le 2 mai 2020, et note sur l'appui programme (FDIA,2020)

projets soutenus par d'autres bailleurs aux objectifs stratégiques du partenariat du FIDA avec le gouvernement burundais. Les **auto-évaluations par le FIDA et le gouvernement** sur des domaines stratégiques seront une source de données importante pour l'ESPP (paragraphe 59).

58. Tous les éléments de l'évaluation (le cadre d'évaluation, la TdC, les axes thématiques de l'ESPP) seront peaufinés pendant les premières étapes du processus d'évaluation, comme défini dans la prochaine section.

V. Éléments clés de l'évaluation

A. Processus de l'évaluation

59. **Phase préparatoire.** Cette phase comprend une revue de la documentation disponible afin de bien connaître le contexte de la stratégie et du programme, de faire le point sur la disponibilité des données et informations, de préparer les instruments d'analyse et de prendre les mesures nécessaires pour collecter les informations manquantes. Dans cette phase, IOE a rédigé une version provisoire du **document d'orientation** qui a été partagée avec le Gouvernement du Burundi et la division ESA du FIDA pour leurs commentaires. Pendant cette phase, IOE fera des **discussions virtuelles** avec des acteurs clés du gouvernement, du FIDA et d'autres bailleurs de fonds actifs dans le pays pour : (i) présenter les objectifs et le processus de l'évaluation; (ii) aider l'équipe d'évaluation à mieux appréhender le contexte national et du programme FIDA au Burundi; (iii) affiner les questions thématiques et les informations prioritaires que les partenaires (notamment le gouvernement) veulent tirer de l'ESPP; (iv) solliciter la collaboration des différentes parties prenantes; et (v) planifier et préparer les questions logistiques de la mission de terrain de l'évaluation (le cas échéant). Durant cette phase, les équipes des projets en cours seront invitées à **préparer des auto-évaluations**, sur la base d'une liste de questions clés fournies par IOE. Le FIDA (Division régionale ESA) en collaboration avec le Gouvernement préparera une auto-évaluation sur les activités « hors prêt » et sur les questions stratégiques. Le document d'orientation sera finalisé après ces échanges.
60. **Phase de terrain.** Elle a pour objectif de compléter les informations et analyses effectuées sur la base de la revue bibliographique et les échanges télématiques de la phase précédente. Selon l'évolution des restrictions de voyage causées par le COVID19 (Tableau 9), une combinaison de visites, d'entretiens et d'ateliers d'échange sur le terrain dans des zones d'intervention sélectionnées par IOE seront réalisés par des consultants nationaux afin de constater les activités menées et de s'entretenir avec les bénéficiaires. L'équipe tiendra aussi des réunions dans la capitale avec des représentants du Gouvernement, d'organisations internationales, d'ONG, d'organisations paysannes et d'autres spécialistes ou chercheurs sur des questions concernant les activités "hors prêts" ou d'autres questions clés d'ordre stratégique ou thématique.

Tableau 9

Scénarios pour la mission de terrain

Scénarios	Déroulement de la phase de terrain/ collecte de données
1. L'équipe d'évaluation internationale peut voyager au Burundi et tout déplacement à l'intérieur du pays est autorisé	Semaine 1: rencontres et entretiens dans la capitale; Semaines 2 et 3: visites des régions sélectionnées où sont mis en œuvre les projets financés par le FIDA. L'itinéraire des visites de terrain sera préparé par IOE en consultation avec les équipes des projets et tenant compte le paragraphe 22; Semaine 4: rencontres supplémentaires à Bujumbura et réunion de clôture, afin de discuter des premiers constats de l'ESPP qui seront résumés dans une présentation Powerpoint. Cette réunion sera organisée avec le Gouvernement, où seront invités les partenaires gouvernementaux et la Directrice pays du FIDA.
2. Les voyages internationaux sont permis mais les visites à l'intérieur du pays sont limités	L'équipe d'évaluation tiendra autant d'entretiens téléphoniques comme il sera possible avec des acteurs clé depuis Bujumbura. Si possible, un échantillon de représentants des autorités provinciales, membres des organisations paysannes et groupements de bénéficiaires seront invités à se déplacer à Bujumbura pour avoir d'autres échanges. Les équipes de projet, coordonnateurs et équipes déconcentrées aux provinces du scénario 1 seront aussi invités à des séances d'échange et entretien dans la capitale. Quand il sera possible, des évaluateurs nationaux feront des visites des sites de projet, si les restrictions de voyage sont levées avant la finalisation du rapport.
3. Mission au pays pas possible pour les membres internationaux de l'équipe d'évaluation et limitations pour les visites des provinces.	L'équipe d'évaluation aura des entretiens téléphoniques avec les autorités nationales et d'autres acteurs basés dans la capitale. Les membres nationaux de l'équipe d'évaluation animeront d'autres échanges avec le reste d'acteurs dans la capitale, avec les membres internationaux de l'évaluation en connexion télématique. Les visites de terrain seront réalisées par les membres de l'équipe basés au pays (si possible) et auront une portée plus limitée. Elles se focaliseront sur des questions clé pour valider les constats émergents de l'utilisation d'autres méthodes de collecte d'information.

61. **Phase d'analyse et de rédaction du rapport.** L'équipe de l'ESPP préparera le rapport principal d'évaluation sur la base des données et des informations recueillies tout au long du processus d'évaluation. Le rapport principal sera rédigé conjointement par les membres de l'équipe d'évaluation sous la direction de la Chargée de l'évaluation d'IOE. Le rapport sera soumis à une rigoureuse revue interne au sein d'IOE. Par la suite, il sera partagé avec ESA et le Gouvernement pour recueillir leurs commentaires. Ensuite, IOE finalisera le document en fournissant une description détaillée de la manière dont les commentaires ont été pris en considération dans le document final.
62. **Phase conclusive de l'évaluation.** Cette phase concernera les activités de plaidoyer et de communication qui permettront d'assurer une dissémination des résultats, enseignements tirés et recommandations émergents de l'évaluation. Parmi les activités prévues figure l'organisation d'un atelier national en collaboration avec le gouvernement du Burundi et avec la participation des agences nationales responsables du programme FIDA, des gouvernements locaux, des représentants de ESA et de la direction du FIDA, d'organisations internationales actives dans le secteur rural, d'ONG, d'établissement de la recherche, d'organisations paysannes et d'entrepreneurs.
63. **Accord conclusif.** Conformément à la Politique de l'évaluation du FIDA, l'accord conclusif est un document court qui présente les recommandations contenues dans l'ESPP que le FIDA et le Gouvernement conviennent d'adopter et de mettre en œuvre dans des délais précis. L'accord conclusif sera établi suite à l'atelier national de l'ESPP et bénéficiera des commentaires des participants à cet atelier. Une fois finalisé, l'accord conclusif sera signé par le Gouvernement du Burundi et par le FIDA, représenté par le Vice-président adjoint du Département de gestion des programmes. IOE n'est pas partie prenante dans l'Accord conclusif mais facilite le processus de sa finalisation.

B. Partenariat principal d'apprentissage

64. Le partenariat principal d'apprentissage est formé au début de l'évaluation et ses membres contribueront en fournissant leurs orientations et commentaires sur le document d'orientation et sur une version préliminaire du rapport d'évaluation. Les membres faciliteront l'utilisation des résultats et recommandations de l'ESPP et participeront à l'atelier final, qui sera l'occasion de discuter des principaux résultats, ainsi que des conclusions et recommandations de l'évaluation. Sa composition proposée est présentée ci-dessous.

Tableau 10

Proposition de la composition du partenariat d'apprentissage pour l'évaluation

Type d'acteur	Organisation	Nom et fonction
Gouvernement	Ministère de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage (MINAGRIE)	Son Excellence Monsieur Déo Guide Rurema, Ministre Directeurs Généraux de l'agriculture (DGA), de l'élevage (DGE), de la mobilisation pour l'auto-développement et de la vulgarisation agricole (DGMAVA) et, de l'Institut des sciences agronomiques du Burundi (DG ISABU)
	Ministère des finances, du budget et de la planification économique	Son Excellence Monsieur Phil Domitien Ndhokubwayo, Ministre secrétaire permanente du ministère, 2-3 membres de la cellule de suivi et de coordination des projets
	Représentation permanente-désignée de la République du Burundi auprès du FIDA	Son Excellence Madame Espérance Ndayizeye, Ambassadeur
	Gouverneurs de provinces de Gitega et Karusi et représentants des Bureaux provinciaux de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage (BPEAE) Coordination des projets	M. Herménégilde Rufyikiri, PAIVA-B; M. Damase Ntiranyibagira, PNSADR-IM; M. Jean Paul Bitoga, PRODEFI; M. Côte Ntiranyibagira, PROPA-O; M. Callixte Masabo, PAIFAR-B; M Damase Ntiranyibagira et Corneille Ntakiyiruta., PIPARV-B
Partenaires	Partenaires de mise en œuvre des projets (à identifier)	
FIDA	Division Afrique orientale et australe; Département de la gestion des programmes	Mme Sara Mbago-Bhunu, Directrice Régionale; Mme Aissa Toure, Directrice Pays; Yves Minani, consultant
	Bureau Indépendant d'Évaluation	Fabrizio Felloni, Responsable par intérim; Maximin Kodjo, Evalueur principal (coordonnateur ESPP); Monica Lomena-Gelis, chargée de l'évaluation

C. Équipe de l'évaluation

65. Mme Monica Lomena-Gelis sera la chargée principale de l'ESPP et supervisera deux consultant(e)s externes en charge de l'analyse du portefeuille et des activités hors-prêts, appuyés par cinq spécialistes nationaux/régionaux avec l'expertise suivante : (i) génie rural, (ii) sauvegardes sociales, environnementales et climatiques des interventions de développement rural, (iii) développement inclusif des filières agricoles, (iv) finance rurale et (v) emploi des jeunes. Une consultante externe analysera les activités du portefeuille liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN). En plus des experts thématiques, l'équipe inclura une analyste de recherche en charge d'appuyer la revue de la documentation et l'assistance du reste de membres de l'équipe. Mme Vanessa Lodi, assistante d'évaluation, couvrira les principales fonctions organisationnelles et administratives.

D. Communication et dissémination des résultats

66. Le rapport d'évaluation sera rédigé en français. Le sommaire exécutif et l'accord conclusif seront traduits en anglais. En conformité avec la politique de l'évaluation du FIDA, le rapport d'évaluation sera distribué aux membres du "partenariat clé" ainsi qu'à d'autres acteurs actifs au Burundi. Les principaux résultats seront présentés durant l'atelier final et ceci afin d'assurer une discussion plus participative. L'accord conclusif sera publié en pièce jointe au rapport principal. IOE rédigera aussi deux documents de synthèse, le profil et l'enseignement de

l'évaluation, destinés à une audience plus large. Le profil, l'enseignement ainsi que le rapport d'évaluation seront disponibles sur le site Internet de IOE.

E. Calendrier provisoire

67. Le calendrier provisoire des activités est présenté ci-dessous. ESA et le Gouvernement examineront les diverses activités et les délais proposés, étant donné que leurs contributions seront un élément essentiel pour assurer le succès de l'ESPP.

Tableau 11
Calendrier provisoire de l'évaluation

<i>Activités</i>	<i>Date</i>
Phase de revue de la documentation de l'ESPP	Mars-Mai 2020
Identification et recrutement des consultants externes	Avril – Juin 2020
Information officielle de l'ESPP envoyé au Gouvernement	Mai 2020
Soumission du Document d'orientation par IOE à ESA et au Gouvernement pour commentaires	Fin mai 2020
Envoi des auto-évaluations des projets aux coordonnateurs et à la directrice pays FIDA	Septembre 2020
Envoi des auto-évaluation des activités hors prêt et des questions stratégiques à la directrice pays FIDA et au gouvernement	Septembre 2020
Mission de terrain	Septembre – Octobre 2020
Soumission du Rapport d'Evaluation à ESA et au Gouvernement pour commentaires	Janvier 2021

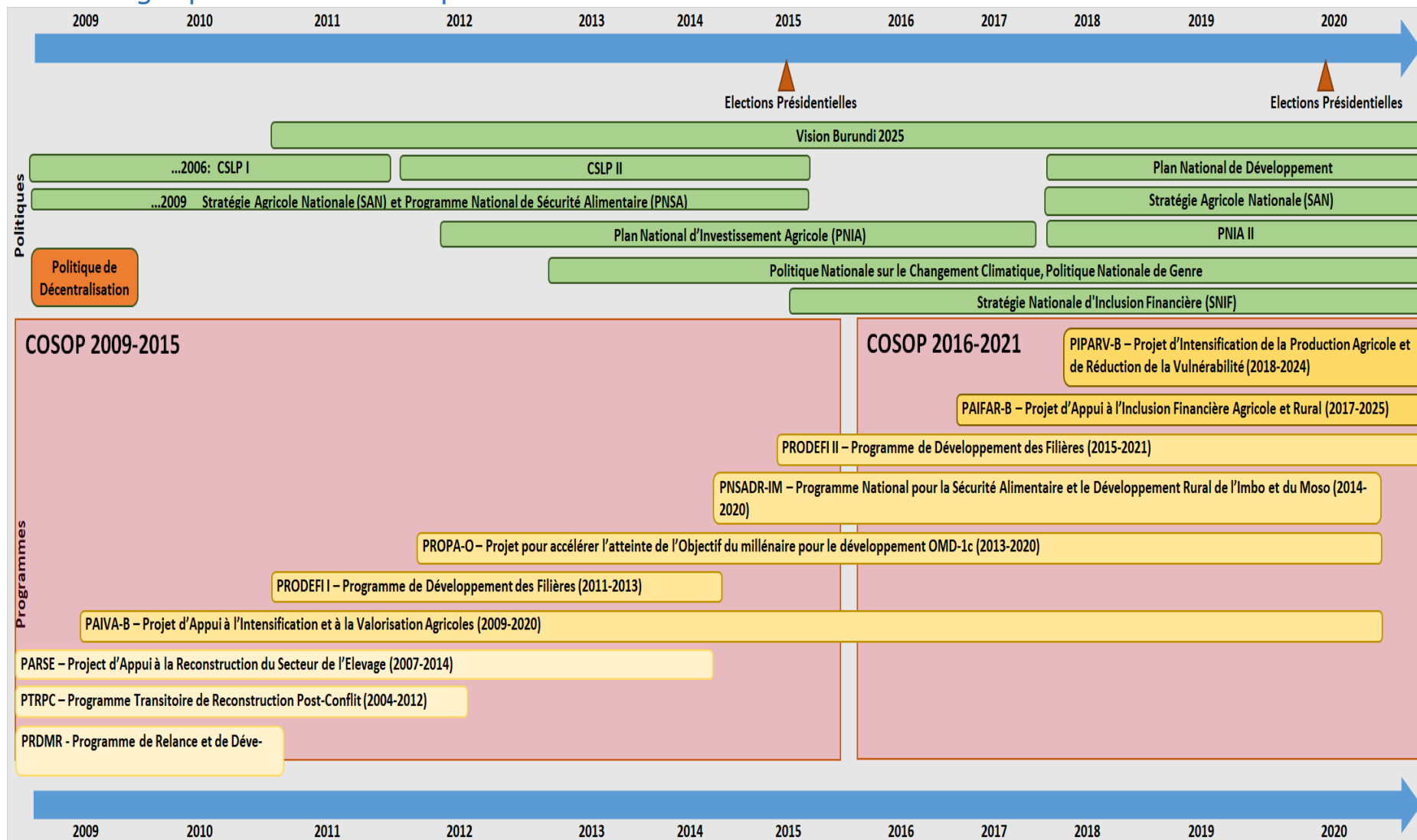
Politiques et stratégies pertinents pour le programme du FIDA au Burundi

Dates	Titre	Eléments clé pour l'ESPP
2005	Loi N°1/ 016 du 20 Avril 2005 portant sur l'organisation de l' Administration Communale . (révisé en 2010 et en 2014, Loi no 1/33)	La loi établit que: (i) la commune constitue la base du développement économique et social de la population établie sur son territoire; (ii) la commune est administrée par le Conseil communal et l'Administrateur communal; (iii) le Conseil communal entre autres: vote le budget, en contrôle l'exécution et approuve les comptes administratif et de gestion; détermine les ressources de la commune; fixe le programme de développement communautaire; décide de la création et de l'organisation des services publics communaux; fait la promotion de la création de l'emploi; décide des participations financières ou en nature de la commune aux actions relevant de la compétence de l'Etat ou d'organismes de développement, exercées sur son territoire; (iv) le comité communal de développement communautaire, organe consultatif, apporte une expertise technique aux autorités communales sur les questions touchant au développement de la commune. Les communes peuvent également coopérer à travers un système d'intercommunalité, afin de promouvoir le développement économique et social de leur territoire.
2006	CSLP-I (Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté)	Objectif: créer un environnement favorable au développement durable au Burundi dans le but de transformer l'économie burundaise en vue d'une croissance soutenue basée sur celle du secteur agricole Axes stratégiques: (i) l'amélioration de la gouvernance et de la sécurité; (ii) la promotion d'une croissance économique durable et équitable; (iii) le développement du capital humain; (iv) la lutte contre le VIH/SIDA. L'agriculture et l'élevage sont considérés comme secteur porteur de la croissance.
2008-2015	SAN (Stratégie Agricole Nationale)	Objectif: réhabiliter l'outil de production, redynamiser l'activité agricole et moderniser à moyen et long terme le secteur agricole de manière à transformer l'agriculture de subsistance en une agriculture de marché. Objectifs spécifiques: (i) accroître la productivité et la production agricole et développer des systèmes de production durables pour rétablir l'autosuffisance alimentaire d'avant 1993 et obtenir une croissance annuelle de l'offre alimentaire supérieure à celle de la population; (ii) promouvoir les filières et l'agri-business dans une perspective de développer et diversifier les sources de croissance dont les produits d'exportation et ceux d'import-substitution afin de contribuer à augmenter le pouvoir d'achat des ménages et améliorer les ressources financières de l'Etat; (iii) professionnaliser les producteurs et développer les initiatives privées; (iv) renforcer les capacités de gestion et de développement durable du secteur agricole.
2009	Document de Politique Nationale de décentralisation	Suite à la lettre de politique et l'ordonnance sur la création et le fonctionnement des CDC en 2007. Objectif: Mettre en place le cadre juridique approprié et créer les conditions institutionnelles, organisationnelles nécessaires à la réalisation effective d'un développement économique, social et culturel holistique durable, au bénéfice de la population burundaise, avec la commune comme acteur de premier rang du développement local. Objectifs spécifiques: (i) développer un cadre institutionnel en faveur de la gouvernance locale; (ii) élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale de Décentralisation et de développement communautaire; (iii) renforcer l'indépendance et l'autosuffisance au niveau des collectivités locales; (iv) développer des capacités administratives, techniques et de gestion des collectivités locales; (v) développer des mécanismes de renforcement de la paix, de synergie et de solidarité des populations locales.
2009-2015	PNSA (Programme national de sécurité alimentaire)	Objectif: rétablissement de l'autosuffisance alimentaire, l'amélioration de la couverture nutritionnelle de la population, la réduction de la vulnérabilité des ménages ainsi que la mobilisation rapide et efficace des aides d'urgence en cas de catastrophes. Cible: Réduire la faim et la malnutrition d'au moins 50% notamment au niveau des ménages ruraux et périurbains à l'horizon 2015. En 2014, le PSMSAN (Plan Stratégique Multisectoriel de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle) a été élaboré avec des objectifs similaires avec tous les ministères et partenaires clés intervenantes dans le domaine.
2010	Vision Burundi 2025	Objectifs: (i) l'instauration de la bonne gouvernance dans un Etat de droit; (ii) le développement d'une économie forte et compétitive; (iii) l'amélioration des conditions de vie des burundais. Défis majeurs identifiés: la maîtrise de la croissance démographique, la sécurité alimentaire et une croissance économique basée sur l'agriculture
2012-2015	CSLP-II (Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté)	Reconnaissance du secteur rural comme principale source de croissance de l'économie Priorités d'action: dynamisation / renforcement de la productivité de l'agriculture vivrière, des cultures d'exportation et de l'élevage, relance du secteur privé et diversification des opportunités d'emploi et de revenus en milieu rural, préservation de l'environnement et lutte contre le changement climatique I. Augmentation prévue (2012-2-15) de la part de l'agriculture dans les dépenses publiques jusqu'au 10%.

Annexe I

2012-2017 et 2016-2020	PNIA (Plan National d'Investissement Agricole) I et II	<p>PNIA I : outil d'investissement qui concrétise la transition de l'assistance humanitaire vers l'appui au développement durable axé sur la relance de l'appareil productif.</p> <p>Objectifs du PNIA I: assurer la sécurité alimentaire pour tous, augmenter les revenus des ménages, procurer des devises, fournir la matière pour le secteur industriel et créer des emplois dans le secteur de la transformation et des services connexes à l'agriculture. Quatre programmes définis: (i) accroissement durable de la production et de la sécurité alimentaire; (ii) professionnalisation des producteurs et promotion de l'innovation; (iii) développement des filières et de l'agro-business; (iv) renforcement des institutions publiques. Objectifs: (i) l'instauration de la bonne gouvernance dans un Etat de droit; (ii) le développement d'une économie forte et compétitive; (iii) l'amélioration des conditions de vie des burundais.</p> <p>Objectif du PNIA II: améliorer la SAN et augmenter les revenus des ménages à travers le développement durable, la transformation et la commercialisation des productions et le renforcement des capacités des acteurs privés et publics du secteur agricole.</p> <p>Programmes du PNIA II: (i) intensification durable des productions, amélioration de la nutrition et protection du patrimoine foncier; (ii) développement de la transformation et de la commercialisation des productions; (iii) développement des capacités des acteurs privés et publics du secteur agricole.</p> <p>Nouvelles thématiques dans le PNIA II: niveau d'attractivité de l'agriculture pour les jeunes, autonomisation des femmes, résilience de l'agriculture familiale et les filières au changement climatique, nutrition et l'accès à l'électricité.</p>
2012-2025	PNG (Politique Nationale Genre)	<p>Objectif: faciliter l'instauration d'un environnement socioculturel, juridique, économique, politique et institutionnel favorable à la réalisation de l'égalité de genre au Burundi et soutenir l'intégration effective du genre dans les interventions de développement dans tous les secteurs.</p> <p>En ce qui concerne l'agriculture, l'accès des femmes aux facteurs de production et à leur contrôle est mentionné comme un défi à la valorisation de leur potentiel économique et un enjeu majeur pour le pays par rapport aux objectifs de réduction de la pauvreté et de croissance économique.</p>
2013	Politique Nationale sur le Changement Climatique	<p>Priorités d'intervention: (i) adaptation et gestion des risques climatiques; (i) atténuation des émissions des gaz à effet de serre et développement sobre en carbone; (iii) promotion de la Recherche-Développement et transfert de technologie; (iv) renforcement des capacités; (v) gestion des connaissances et communication; (vi) éducation, formation et sensibilisation du public; (vii) Cadre légal et institutionnel; (viii) questions transversales; (ix) financement.</p>
2015-2020	SNIF (Stratégie nationale d'inclusion financière)	<p>Elle complète la Stratégie Nationale de Développement du Secteur Financier (SNDSF 2011-2017) centrée sur la réforme du secteur financier, en particulier les EMF et le cadre légal.</p> <p>Cibles: secteur financier inclusif et productif, micros entreprises, groupements coopératifs.</p> <p>Axes de la SNDSF: (i) accroître la stabilité et la transparence du secteur financier, (ii) développer l'infrastructure (sécuriser modes de paiement), (iii) améliorer l'accès à des services financiers abordables les petites et micros entreprises, les agriculteurs et les plus pauvres et, (iv) améliorer le cadre juridique.</p> <p>Objectifs de la SNIF: assurer l'accès permanent de la population adulte à un ensemble de produits et services financiers: (i) offerts par des institutions financières formelles et pérennes, régies par une réglementation adéquate; (ii) diversifiés, abordables et adaptés aux besoins de la population; (iii) utilisés par celle-ci dans le but de contribuer à l'amélioration de ses conditions de vie socio-économiques.</p> <p>Certaines strates d'utilisateurs de services et produits financiers moins desservies ont été privilégiées dans le cadre de la SNIF (population rurale, femmes, jeunes, micros et petits entrepreneurs), afin de faire croître significativement le taux d'inclusion financière. Le développement des mécanismes de financement, d'approches et des produits financiers adaptés au monde rural, en particulier pour les activités agricoles figurent également parmi les sous-objectifs de la stratégie.</p>
2018-2027	PND (Plan National de Développement du Burundi)	<p>Objectif à long terme: rétablir les équilibres structurels de l'économie et atteindre le niveau des pays émergents à travers: (i) le renforcement de l'autosuffisance alimentaire et la diversification des exportations; (ii) le développement des secteurs de l'énergie et de l'artisanat, (iii) la construction et l'entretien des infrastructures d'appui à la croissance; (iv) l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base; (v) la poursuite des programmes de protection de l'environnement et de l'aménagement du territoire; (vi) l'amélioration de la gouvernance financière et la décentralisation; (vii) le développement du partenariat régional et international.</p>
2018-2027	Stratégie agricole nationale (SAN)	<p>Opérationnalisation de la Vision 2025 et le CSLP II</p> <p>Objectif: contribuer de façon durable à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN), à l'augmentation des revenus des ménages et des devises pour l'Etat, à la fourniture de la matière première pour le secteur industriel et à la création d'emplois dans le secteur de la transformation et des services connexes à l'agriculture. Axes stratégiques: (i) l'accroissement durable de la production agricole, animale et halieutique; (ii) la valorisation des produits agricoles, pastoraux et halieutiques et (iii) le renforcement des capacités des structures institutionnelles et organisationnelles.</p>

Chronologie période couverte par l'ESPP Burundi



Liste de projets financés par le FIDA au Burundi et analysés dans cette ESPP

Nom du projet	Montant total (approuvé, millions d'USD)	Montant total (effectif, millions d'USD)	Date approbation	Date signature	Date entrée en vigueur	Date achèvement	Date de clôture
1. Programme de relance et de développement du monde rural (PRDMR)	34,2 (20 FIDA; 8,3 OFID; 3,54 Govt; 1,22 bénéf.; 1,2 PAM)	35,0 (20 FIDA; 8,3 OFID; 3,54 Govt; 1,22 bénéf.; 1,85 PAM)	28/4/1999	6/5/1999	04/08/1999	31/12/2010	30/9/2006 (prévue) – 28/2/2011 (effective)
2. Programme transitoire de reconstruction post-conflit (PTRPC)	38,93 (16,37 FIDA; 14,6 OFID; 6,28 FBASA; 1,6 Govt; 0,08 Bénéf.)	35,85 (16,37 FIDA; 10 OFID; 6,28 FBASA; 2,84 Govt; 0,37 Bénéf.)	9/9/2004	20/9/2004	15/12/2005	31/12/2012 (prévue) – 21/12/2013 (effective)	30/6/2013 (prévue)- 30/6/2014 (effective)
3. Projet d'Appui à la Reconstruction du Secteur de l'Elevage (PARSE)	17,81 (13,98 FIDA; 2,23 Govt; 1,61 Bénéf.)	17,98 (13,88 FIDA; 2,16 Govt; 1,94 Bénéf.)	18/4/2007	22/6/2007	25/2/2008	31/3/2014 (prévue) – 30/6/2014 (effective)	30/6/2014 (prévue) – 31/12/2014 (effective)
4. Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles (PAIVA-B)	54,84 (13,58 FIDA; 20 FIDA addit.; 8,52 Don UE; 4,66 PAM; 0,14 Don Canada; 6,24 Govt.; 2,91 Bénéf.) ¹⁰³	44,63 (13,58 FIDA; 20 FIDA addit; 5,78 Don UE; 1,55 PAM; 0,12 Don Canada; 1,9 Govt.; 1,7 Bénéf.)	30/4/2009	14/5/2009	21/7/2009	30/9/2017 (prévue) – 30/11/2019 (effective)	31/5/2020 (prévue)
5. Programme de développement des filières (PRODEFI)	81,2 73,8 (39,6 FIDA CSD; 11,9 OFID; 10,1 Govt; 9,1 PAM; 3,1 Bénéf.) + EJR ¹⁰⁴ : 7,4 (6,6 FIDA CSD; 0,7 Govt; 0,1 BIT)	67,9 (39,6 FIDA CSD; 11,9 OFID; 2,7 Govt; 2,7 PAM; 3,7 Bénéf.) ¹⁰⁵	22/4/2010	7/5/2010	7/5/2010	30/6/2019 (prévue)-	31/12/2019 (prévue)
6. Projet pour accélérer l'atteinte de l'Objectif du millénaire pour le dévmt (OMD-1c) (PROPA-O)	24,39 (17,6 UE; 0,95 PAM; 1,96 UNICEF; 3,06 Govt.; 0,78 Bénéf.)	18,74 (15,26 UE; 0 PAM; 1,94 UNICEF; 0,91 Govt.; 0,62 Bénéf.)	31/5/2013	31/5/2013	31/5/2013	22/6/2019 (prévue)- 22/6/2019 (effective)	22/12/2019 (prévue)- 22/6/2021 (effective)
7. Programme national pour la sécurité alimentaire et le dévmt	57,89	58,4	17/9/2014	19/9/2014	19/9/2014	30/9/2020	

¹⁰³ Selon la RAP, le coût total approuvé était estimé à 31,61 millions USD pour la première phase de 8 ans, comprenant un gap de financement de 8,52 millions qui a été comblé partiellement par l'UE (5,78 millions USD). Les problèmes de mobilisation des fonds (PAM et Gouvernement) constatés à mi-parcours ont déclenché le don additionnel du FIDA. Un don canadien rétrocédé par le PRDMR.

¹⁰⁴ Don supplémentaire au programme pour une nouvelle composante « Emplois des jeunes ruraux ».

¹⁰⁵ Chiffres de la RMP, mais quelques différences sur l'Appendice 2: 61,956 Total (46,26 FIDA; 11,92 OFID; PAM 2,583; 4,718 Govt.; 3,14 Bénéf.)

Annexe III

rural de l'Imbo et du Moso (PNSADR-IM)	(1 FIDA; 30,02 GAFSP; 19,79 OFID; 6,57 Govt.; 0,51 Bénéf.)	(1 FIDA; 30 GAFSP; 20 OFID; 6,5 Govt.; 0,9 Bénéf.) ¹⁰⁶					
8. Programme de développement des filières (PRODEFI II)	50,99 (36,64 FIDA; 4,92 ASAP TF; 6 OFID; 3,14 Govt.; 0,28 Bénéf.)		15/9/2015	3/11/2015	3/11/2015	31/12/2021	
9. Projet d'appui à l'inclusion financière agricole et rurale au Burundi (PAIFAR-B)	38,61 (24,9 FIDA DSF; 2,6 Govt; 2,13 Bénéf.)		2/9/2017	3/10/2017	29/1/2018	30/3/2025 (prévue)-	
10. Projet d'intensification de la production agricole et de réduction de la vulnérabilité au Burundi (PIPARV-B)	101,01 (27,49 FIDA; 25 OFID; 20 BAD; 7 PAM; 8 gap FIDA11 ¹⁰⁷ ; 11,63 Govt.; 1,83 Bénéf.) Selon la RMP (2020), le projet a été redimensionné suite à un gap de 8 millions USD, 5 millions USD moins de l'OFID, de l'absence du financement de la BAD de 20 millions USD		25/10/2018			2024	

Nom	Période de mise en œuvre	Objectifs	Composantes	Group cible	Couverture géographique	Organisme d'exécution
1. PRDMR	1999-2010	<i>Objectifs globaux:</i> (i) l'amélioration de la sécurité alimentaire; (ii) l'amélioration du niveau de vie et l'augmentation des revenus de la population rurale; et (iii) l'amélioration de la conservation du patrimoine foncier. <i>Objectifs spécifiques:</i> (i) l'augmentation de la production agricole, (ii) le renforcement des capacités de planification et de gestion du monde rural, (iii) le renforcement des services d'appui et d'encadrement du monde rural, et (iv) l'amélioration du statut social des femmes.	1. Le développement communautaire participatif; 2. L'appui à la production paysanne; 3. L'aménagement du territoire et la conservation des ressources naturelles; 4. Le développement des infrastructures économiques; 5. L'appui aux initiatives locales; 6. Coordination du programme	Familles et communautés rurales défavorisées touchées par la crise, à savoir les groupes les plus vulnérables, les femmes et les enfants, chefs d'exploitation, les jeunes ruraux déscolarisés, les ruraux pauvres et sans terre. Au moment de la formulation, l'effectif du groupe cible estimé sur base de la vulnérabilité structurelle et conjoncturelle était compris entre 766.000 et 1.167.000 habitants, soit entre 126.000 et 195.000 ménages ruraux sur une population de 1,8 millions d'habitants	Cibitoke, Gitega, Karusi, Kayanza	Ministère de la Planification et de Développement et de la Reconstruction
2.PTRPC	2005-2014	<i>Objectif global:</i> la régénération des moyens d'existence du milieu rural, la reconstruction du capital social, y compris la réhabilitation de la dignité humaine et la restauration de la sécurité alimentaire parmi les pauvres et les vulnérables dans les trois provinces retenues. <i>Objectifs spécifiques:</i> (i) la reconstruction d'une	1. Gouvernance locale; 2. Réhabilitation et développement de l'agriculture; 3. Réhabilitation et développement des	74,000 ménages vulnérables, soit environ 370,000 personnes ciblées.	Bujumbura, Bururi, Ruyigi	Ministère des Finances et de la planification du développement économique

¹⁰⁶ Chiffres différentes sur l'Appendice 1 (rapport de supervision juillet 2019).

¹⁰⁷ L'allocation FIDA11 sera également utilisée pour combler ultérieurement un éventuel défaut de mobilisation d'autres sources

Annexe III

		cohésion sociale durable au niveau des communautés locales; (ii) la relance des activités agricoles sur des bases viables afin d'améliorer la production, la sécurité alimentaire et les revenus des ménages pauvres; et (iii) l'amélioration de: infrastructures de production (marais), pistes et accès à l'eau potable.	infrastructures locales; 4. Santé et nutrition			
3.PARSE	2008-2014	<i>Objectif global:</i> contribuer à régénérer les conditions de vie des ménages ruraux et à restaurer la sécurité alimentaire des ménages pauvres et des personnes vulnérables dans sept provinces du pays. <i>Objectifs spécifiques:</i> (i) améliorer la production et la productivité du cheptel et faciliter la commercialisation des produits laitiers et de miel; (ii) améliorer l'accès des ménages pauvres et des personnes vulnérables aux services de la santé animale et renforcer les mesures et les capacités de protection et de prévention contre les risques sanitaires; (iii) contribuer au renforcement des capacités et initiatives des producteurs et des organisations communautaires.	1. Réhabilitation des capacités productives et valorisation des produits d'élevage; 2. Service de proximité et santé animale et protection contre les risques; 3. Renforcement des capacités communautaires et des petits producteurs; 4. Coordination et gestion du projet	93,572 ménages parmi cinq catégories de ménages: a) les ménages sans terre ou ne disposant que d'un accès très limité; b) les ménages disposant d'un accès limité à la terre mais n'ayant pas d'élevage; c) les ménages disposant d'un accès à la terre et de quelques animaux à cycle court ou de petits ruminants mais en nombre insuffisant pour générer un revenu supérieur au seuil de pauvreté; d) les ménages pratiquant un élevage extensif et disposant d'un accès à la terre et à des pâturages; e) les ménages disposant d'un accès à la terre et d'animaux en stabulation.	Bujumbura, Bururi, Cibitoke, Gitega, Karusi, Kayanza, Ruyigi	MINEAGRIE
4.PAIVA-B	2009-2020	<i>Objectif général:</i> développer une agriculture familiale organisée, commerciale, rentable et durable permettant un accroissement des revenus des petits exploitants de la zone cible. <i>Objectifs spécifiques:</i> (i) appuyer les institutions publiques et privées, la société civile et les organisations des ruraux pauvres afin qu'elles deviennent parties prenantes d'un partenariat de qualité dans un processus de développement agricole durable sur des sites pilotes, transférables au niveau national; (ii) renforcer les capacités des petits agriculteurs pauvres en matière de capacités humaines, physiques et techniques qui leur permettent de protéger leur capital productif, d'accroître leur production et d'augmenter leurs revenus d'une manière durable; et (iii) permettre un accès amélioré aux marchés aux organisations de producteurs pour tirer le meilleur profit de la valeur ajoutée de leurs productions	1. Renforcement et protection du capital productif; 2. Appui à la valorisation de la production agricole et développement des infrastructures; 3. Facilitation de la mise en œuvre et coordination	150,513 ménages (752,565 personnes). Cinq catégories ciblées (i) ménages sans terres ou disposant d'un accès très limité à la terre; (ii) ménages disposant de moins de 1 ha sans bétail (iii) producteurs possédant au moins un hectare mais ne possédant pas d'animaux; (iv) producteurs possédant au moins 1 ha mais possédant des bovins de race locale alimentés sur la base des pâturages naturels (v) ménages possédant plus d'un hectare avec un élevage en stabulation permanente. Batwa, femmes veuves et chefs de famille, jeunes et les familles affectées/infectées par le VIH/SIDA.	Bubanza, Cibitoke, Gitega, Karusi, Kayanza, Muramvya	MINEAGRIE
5. PRODEFI I	2010-2021	<i>Objectif global:</i> contribuer à l'augmentation des revenus et à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages pauvres à travers le développement et le renforcement des filières agricoles prioritaires au sein desquelles les petits exploitants des provinces touchées jouent un rôle central, tirent une valeur ajoutée optimale pour leur production et améliorent leurs revenus et leurs conditions de vie. <i>Objectif spécifique:</i> renforcer les capacités des petits agriculteurs pauvres afin d'augmenter leur revenu et sécurité alimentaire à travers le renforcement des filières agricoles prioritaires (riz et lait) et la facilitation d'un partenariat durable avec les institutions publiques, privées et la société civile.	1. Valorisation et renforcement des filières; 2. Accroissement durable du capital productif et renforcement des capacités institutionnelles des acteurs des filières; 3. Amélioration de l'emploi durable et décent des jeunes ruraux (ajoutée en 2013); 4. Coordination, gestion des savoirs et facilitation.	112,048 ménages ciblés. Cinq catégories de ménages identifiées dans les zones d'intervention des projets financés par le FIDA selon l'approche participative et les critères de ciblage adoptés dans le cadre du Programme pays.	Bubanza, Cibitoke, Gitega, Kayanza, Karusi, Muramvya, Ngozi	MINEAGRIE

Annexe III

6.PROPA-O 2013-2021	<i>Objectif général:</i> contribuer à l'atteinte de l'OMD1c qui vise à "réduire de moitié entre 1990 et 2015 la proportion de personnes qui souffrent de la faim. <i>Objectif spécifique:</i> améliorer durablement la disponibilité, la qualité et l'accès aux produits alimentaires ainsi que la situation nutritionnelle dans les régions de l'Imbo et du Moso.	1. Augmentation de la production et de la productivité agricoles, 2« Valorisation des produits agricoles et accès au marché »,			
7.PNSADR -IM 2014-2021	<i>Objectif général:</i> renforcer la sécurité alimentaire et le développement rural dans les régions naturelles de l'Imbo et du Moso. <i>Objectifs spécifiques:</i> (i) renforcer les infrastructures hydroagricoles au niveau des marais et des plaines et de désenclaver des zones de production; (ii) de développer et de structurer les filières de riz et de lait par une augmentation de la production et la valorisation des produits; (iii) appuyer la diversification de la production et améliorer la situation nutritionnelle et; (iv) renforcer les capacités institutionnelles des acteurs du développement agricole en relation avec les filières ciblées (accent sur le renforcement des fonctions régaliennes décentralisées dont celles de la planification et du S&E).	1. Développement des infrastructures hydroagricoles et de désenclavement; 2. Développement et structuration des filières; et 3. Coordination et renforcement des capacités institutionnelles.	225,000 personnes ciblées. Petits producteurs, agri-éleveurs et promoteurs ruraux d'initiatives économiques exerçant leurs activités en amont, au sein et en aval des filières riz et lait caractérisés par: (i) un faible accès aux facteurs de production (terre, intrants agricoles) entraînant une faible productivité; (ii) un faible accès aux services financiers, (iii) un accès limité au marché, (iv) un accès insuffisant aux soins de santé et à l'éducation nutritionnelle et, (v) un niveau d'équipement très limité.	Bubanza, Bujumbura, Cibitoke, Rutana, Ruyigi.	MINEAGRIE
8.PRODEF I II 2015-2022	<i>Objectif général:</i> contribuer à l'augmentation des revenus et à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages pauvres dans les zones d'intervention du programme. <i>Objectifs spécifiques:</i> accroître le capital physique productif, en augmentant la résilience des systèmes de production au changement climatique; intensifier l'agriculture et l'élevage y compris pour améliorer l'état nutritionnel dans le but ultime de structurer les filières lait et riz, y compris pour augmenter l'emploi des jeunes et renforcer la capacité des acteurs.	Composante 1. Croissance durable du capital productif et renforcement des capacités institutionnelles; 2. Valorisation et renforcement des filières; 3. Accompagnement des structures, gestion du savoir et facilitation.	77,588 familles bénéficiaires indirectes et 33,452 directes parmi les 5 catégories de ciblage. Le groupe cible prioritaire est constitué de petits producteurs, agri-éleveurs et jeunes promoteurs ruraux d'initiatives économiques exerçant leurs activités en amont, au sein et en aval des filières riz et lait et d'autres filières secondaires caractérisés par une faible productivité et une capacité limitée de capitalisation et d'investissement dans leur système de production dû à: (i) un faible accès aux facteurs de production et aux ressources naturelles (terre, intrants agricoles); (ii) un niveau d'équipement limité; (iii) un faible accès aux services financiers, (iv) un accès limité au marché, et (v) un accès insuffisant aux soins de santé et à l'éducation nutritionnelle. Catégories spéciales ciblées: jeunes, femmes veuves et orphelins chefs de famille, Batwa.	Bubanza, Cibitoke, Gitega, Karusi, Kayanza, Muramvya, Musinga, Ngozi	MINEAGRIE

Annexe III

9.PAIFAR-B	2018-2025	Renforcer l'inclusion financière des populations rurales (les producteurs, les OP, les femmes, les jeunes, les micro-entrepreneurs et les vulnérables), agricoles et non agricoles, en comblant les écarts entre la demande et l'offre en services financiers et non financiers	1. Contribuer à l'opérationnalisation de la stratégie d'inclusion financière; 2. Renforcer l'offre de services financiers en milieu rural pour mieux répondre aux besoins des populations ciblées; 3. Coordination	99,200 ménages parmi cinq catégories d'exploitation: i) ménages sans terre, ne pouvant pas directement accéder aux groupes de caution solidaire, car étant dans des stratégies de survie (malnutrition chronique, habitation précaire, extrême vulnérabilité aux événements de vie et risques covariants); ii) jeunes hommes et jeunes femmes ruraux; iii) ménages ruraux pouvant directement participer à un groupe de caution solidaire, ayant une parcelle de 0 à 0,5 ha et vivant d'une agriculture de subsistance et de diverses activités non agricoles; iv) petits producteurs membres des groupements coopératifs rizicoles; et v) petits producteurs membres des groupements coopératifs, des producteurs de lait.	Bubanza, Bujumbura rural, Bururi, Cankuzo, Cibitoke, Gitega Karusi, Kayanza, Kirundo, Makamba, Muramvya, Muyinga, Mwaro Ngozi, Rumonge, Rutana, Ruyigi	Le Ministère de tutelle sera le Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation et par délégation, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage sera le maître d'ouvrage
10.PIPARV-B	2019-2025	<i>Objectif général:</i> contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de résilience des populations rurales du plateau central Burundais par une approche de gestion intégrée des terroirs grâce à une utilisation optimale des ressources naturelles adaptées à une pression démographique croissante. <i>Objectif de développement:</i> l'accroissement durable de la productivité et de la production agricoles et la diversification des opportunités économiques rurales.	1. Aménagement intégré des terroirs; 2. Structuration communautaire inclusive, amélioration de la productivité, valorisation et diversification par le développement des coopératives; 3. Coordination du programme.	235 000 bénéficiaires attendus (environ 1 175 000 personnes). Le groupe cible prioritaire est constitué de petits producteurs, agri-éleveurs et jeunes ruraux qui sont souvent des ménages ayant: (i) un faible accès aux facteurs de production et aux ressources naturelles; (ii) un niveau d'équipement très limité; (iii) un faible accès aux services financiers, et (iv) un accès insuffisant aux soins de santé et à l'éducation nutritionnelle. Les femmes, les jeunes ruraux vulnérables et les membres des communautés autochtones Batwa, font l'objet d'une attention particulière.	Gitega, Karusi, Kayanza, Muyinga, Ngozi	MINEAGRIE

Source: COSOP, documents de projet

Zone géographique du portefeuille FIDA au Burundi

Zones	Provinces	Projets du portefeuille couverts par l'ESPP (2009-2020)										Total projets par province	Provinces
		PRDMR 1999-2010	PTRPC 2004-2012	PARSE 2007-2014	PAIVA-B 2009-2020	PRODEFI-I 2010-2019	PROPA-O 2013-2020	PNSADR-IM 2014-2020	PRODEFI-II 2015-2021	PAIFAR-B 2017-2025	PIPARV-B 2018-2024		
Plateau et plaine	1. Bubanza				X	X (+EJR)	X	X	X	X		6	1.Bubanza
	2. Bujumbura mairie	No projets -- No projets -- No projets -- No projets -- No projets -- No projets -- No projets										0	2.Bujumbura mairie
	3. Bujumbura rural		X	X			X	X		X		5	3.Bujumbura rural
	4. Bururi		X	X			X (*)			X		4	4.Bururi
	5. Cankuzo						X			X		2	5.Cankuzo
	6. Cibitoke	X		X	X	X	X	X	X	X		8	6.Cibitoke
Plateau (haute et moyenne altitude)	7. Gitega	X		X	X	X		X	X	X		7	7.Gitega
	8. Karusi	X		X	X	X		X	X	X		7	8.Karusi
	9. Kayanza	X		X	X	X		X	X	X		7	9.Kayanza
	10. Kirundo								X			1	10.Kirundo
	11. Makamba						X		X			2	11.Makamba
	12. Muramvya				X	X		X	X			4	12.Muramvya
	13. Muyinga				X (*)	X (*)		X	X	X		5	13.Muyinga
	14. Mwaro								X			1	14.Mwaro
	15. Ngozi					X (+EJR)		X	X	X		4	15.Ngozi
??	16. Rumonge		X	X			X		X		4	16.Rumonge	
Plaine	17. Rutana						X	X		X		3	17.Rutana
Plateau et plaine	18. Ruyigi		X	X			X	X		X		5	18.Ruyigi
	Total provinces par projet	4	4	8	7	8	9	5	9	17	5		

Sources: Zones d'intervention des projets financés ou administrés par le FIDA (RMP COSOP, 2020, janvier) + Tableau 2: évolution de la zone géographique du programme FIDA au Burundi (Appendice II: rapport d'achèvement du COSOP 2009-2015, dans le COSOP 2016-2021)

(*) Pas mentionné dans la RMP 2020, mais inclus dans le RAP du COSOP en 2015.

Dons au Burundi Régionaux

Nom du don et couverture	Coût total, approuvé (USD)	Entré en vigueur et achévt	Institution bénéficiaire	Principal bailleur	Objectifs (de l'accord du don)	Résultats (des rapports annuels/finaux)
Amélioration de la productivité par des interventions sur les cultures/élevages au Burundi et dans l'est de la République démocratique du Congo (CLIP)	1.400.000 (IFAD)	févr.-15 et mars-20	ILRI	Fonds Fiduciaire Multi-bailleurs MTO 069018 ("CGIAR Fund"), EU/FIDA	Améliorer les revenus, la nutrition et la sécurité alimentaire par une intensification durable des systèmes de culture et d'élevage liés aux marchés, en mettant particulièrement l'accent sur les femmes et les jeunes. a) Projet fonctionnellement intégré dans l'appel à programme de recherche CRP 1.2 d'ILRI et intégré à la plateforme de recherche pour le développement (R4D) du site d'action pour faciliter la mise à l'échelle des résultats du projet, b) Augmentation de la productivité des systèmes de culture et d'élevage au niveau des exploitations agricoles sur les sites cibles, tout en optimisant l'efficacité de l'utilisation des ressources naturelles et en minimisant les externalités environnementales négatives, c) Engagement des familles d'agriculteurs, en particulier des femmes et des jeunes, dans des chaînes de valeur rentables de culture et/ou d'élevage, d) Amélioration de l'accès des femmes et des jeunes aux actifs et à la prise de décision en ce qui concerne la gestion des systèmes de culture et d'élevage, e) Amélioration de l'état nutritionnel des femmes et des enfants.	En 2018, une étude recommande entre autres, que pour résoudre les problèmes d'alimentation du bétail en RDC et au Burundi, la domestication des fourrages (herbes fourragères à couper et à transporter, fourrages irrigués et cultures fourragères à court terme) et l'ajout de sous-produits enrichis en protéines et en énergie au régime alimentaire du bétail ont été suggérés comme les meilleures interventions en matière d'alimentation animale à tester pour les adapter aux pratiques des agriculteurs. Le rapport annuel le plus récent date de Février 2017.
Combattre la maladie de la strie brune du manioc et la maladie de la mosaïque du manioc par le déploiement et l'adaptation de nouveaux germoplasmes résistants et de semences propres	2.000.000	avr.-17 et juin-20	IITA	FIDA (Contribution d'IITA)	Augmenter la productivité du manioc au Burundi et au Rwanda par le développement et le déploiement de variétés résistantes à la maladie des stries brunes du manioc (CBSD) et à la maladie de la mosaïque du manioc (CMD). Développer et tester de nouvelles variétés à double résistance à la CBSD et à la CMD; établir un système propre de livraison de semences de manioc; renforcer les capacités des SNRA partenaires et d'autres acteurs clés dans les systèmes de sélection et de semences de manioc. (i) 25 clones prometteurs introduits et testés dans les principales agro-écologies du manioc de 500 nouvelles lignes de sélection sélectionnées à partir de semences véritables introduites par pays, (ii) au moins 50 variétés locales collectées, nettoyées et conservées par pays cible, (iii) 5000 nouvelles lignes de sélection, informées de semences véritables, générées en pépinière polycroisée par et taux de dégénérescence de 5 cultivars locaux dans chaque pays déterminé.	Selon le rapport annuel le plus récent (Septembre 2019), le Burundi est toujours confronté aux défis de la micro-propagation malgré la modification du laboratoire pour améliorer les conditions de la chambre de croissance. Néanmoins, le pays a profité de ses premiers succès en matière de durcissement, en établissant et en gérant un champ de multiplication élargi à la station de Murongwe. Ce champ a généré suffisamment de matériel de plantation, estimé à 10 ha de cultures de semences de base. La gestion et la collecte de données des essais multi-sites se sont bien déroulées, menées par l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi en collaboration avec l'Office National de Contrôle et de Certification de Semences (responsable de l'enregistrement des variétés) pour accélérer le processus d'homologation des variétés. La gestion et la collecte de données à partir de l'évaluation préliminaire du et des essais clonaux ont été entreprises. Ces données et les données finales à collecter à la récolte seront utiles pour identifier les clones à faire progresser. Sept cultivars locaux ont été nettoyés avec succès des virus au service d'inspection phytosanitaire du Kenya (KEPHIS) et renvoyés ou sont prêts

Annexe V

							à être retournés au Burundi. D'équipements de laboratoire pour les agences nationales de recherche et de régulation des semences ont été installés afin de cibler des cours de formation de courte durée pour les différentes parties prenantes et l'encadrement des étudiants en maîtrise. Les techniciens ont été formés au fonctionnement et à la gestion de l'équipement ¹⁰⁸ .
Financement responsable pour les petites exploitations agricoles	960.500	sept.-18 et mars-19	Palladium Europe	ASAP-II (contributions de NORAD et SIDA)	S'attaquer aux obstacles et aux besoins des prestataires de services financiers (FSP) avec lesquels le projet travaille dans toute l'Afrique de l'Est et du Sud pour intégrer des mesures climatiques, et de gouvernance environnementale et sociale (C&ESG) dans leurs activités.		Organisation d'ateliers de formation entre Mai et Juin 2019 dans 7 pays africains - Burundi, Éthiopie, Kenya, Malawi, Rwanda, Ouganda et Zambie; élaboration d'une boîte à outils C&ESG et d'un livret contenant 24 outils thématiques répondant à un niveau de performance (débutant, intermédiaire et avancé).
Afrique de l'Est et Australe (Burundi, Éthiopie, Kenya, Malawi, Rwanda, Ouganda, Zambie)							
Améliorer l'accès des jeunes ruraux aux services financiers inclusifs pour l'entrepreneuriat et l'emploi (Burundi, Kenya, Rwanda, Ouganda)	1.000.000	Oct. 2017- Déc. 2020	Eastern Africa Farmers' Federation (EAFF)	FIDA	(i) Renforcer la capacité des organisations de jeunes ruraux pauvres à concevoir et à fournir des services de formation à l'entrepreneuriat, de mentorat, de développement des entreprises et de partenariat pour soutenir les jeunes entrepreneurs dans les zones rurales d'Afrique de l'Est; (ii) renforcer la capacité des institutions financières locales à fournir des capitaux alternatifs de démarrage et d'expansion par l'évaluation et l'atténuation des risques, et à développer et fournir des outils financiers inclusifs pour les jeunes pauvres au Burundi, au Kenya, au Rwanda et en Ouganda; et (iii) consolider et partager l'apprentissage par le biais de connaissances pratiques des produits, des communautés de pratique et des événements visant à soutenir la création, l'expansion et la reproduction d'entreprises prospères dirigées par des jeunes en faveur des pauvres en Afrique de l'Est.		Selon le rapport annuel le plus récent (Novembre 2019), au Burundi, l'intervention du projet se limite à une étude de base et au partage des enseignements des autres pays (Kenya, Rwanda, Ouganda). En 2020, le projet envisage de lancer un appel à plans d'affaires au Burundi en collaboration avec le bureau national du FIDA pour vérifier la demande de développement des capacités des jeunes entreprises agricoles
Programme d'appui aux organisations paysannes africaines (PAOPA)- Phase pilote	1.500.000	Mars 2009- Déc. 2012	East African Farmers Federation (EAFF)	Union Européenne, FIDA	(i) autonomiser les OP en renforçant leurs capacités institutionnelles aux niveaux national, régional et panafricain; et (ii) renforcer le rôle joué par les OP dans l'articulation et la mise en œuvre des politiques et programmes liés au développement agricole.		Selon le rapport d'achèvement de la phase pilote, les principaux activités/résultats sont: (i) formation dans le domaine de la bonne gouvernance, des capacités de gestion et des compétences en leadership, (ii) Au niveau national, l'OP CAPAD au Burundi a été impliquée avec succès dans la formulation de deux programmes du FIDA au Burundi (le PAIVAB - et le PRODEFI), leur mise en œuvre et a supporté la structuration des coopératives impliquées dans le PAIVAB, (iii) Les activités de lobbying mobilisées par la CAPAD et appuyées par tous les membres du Forum des Organisations des Producteurs Agricoles du Burundi (FOPABU) ont eu des impacts importants sur les politiques nationales. Répondant aux appels des OP à respecter l'engagement du

¹⁰⁸ Des exemples de cours de formation organisés: Formation de formateurs sur la multiplication et la gestion des semences de manioc commerciales, formation sur l'inspection des semences de manioc, formation des multiplicateurs de semences, et formation sur la culture hydroponique semi-autotrophe.

Annexe V

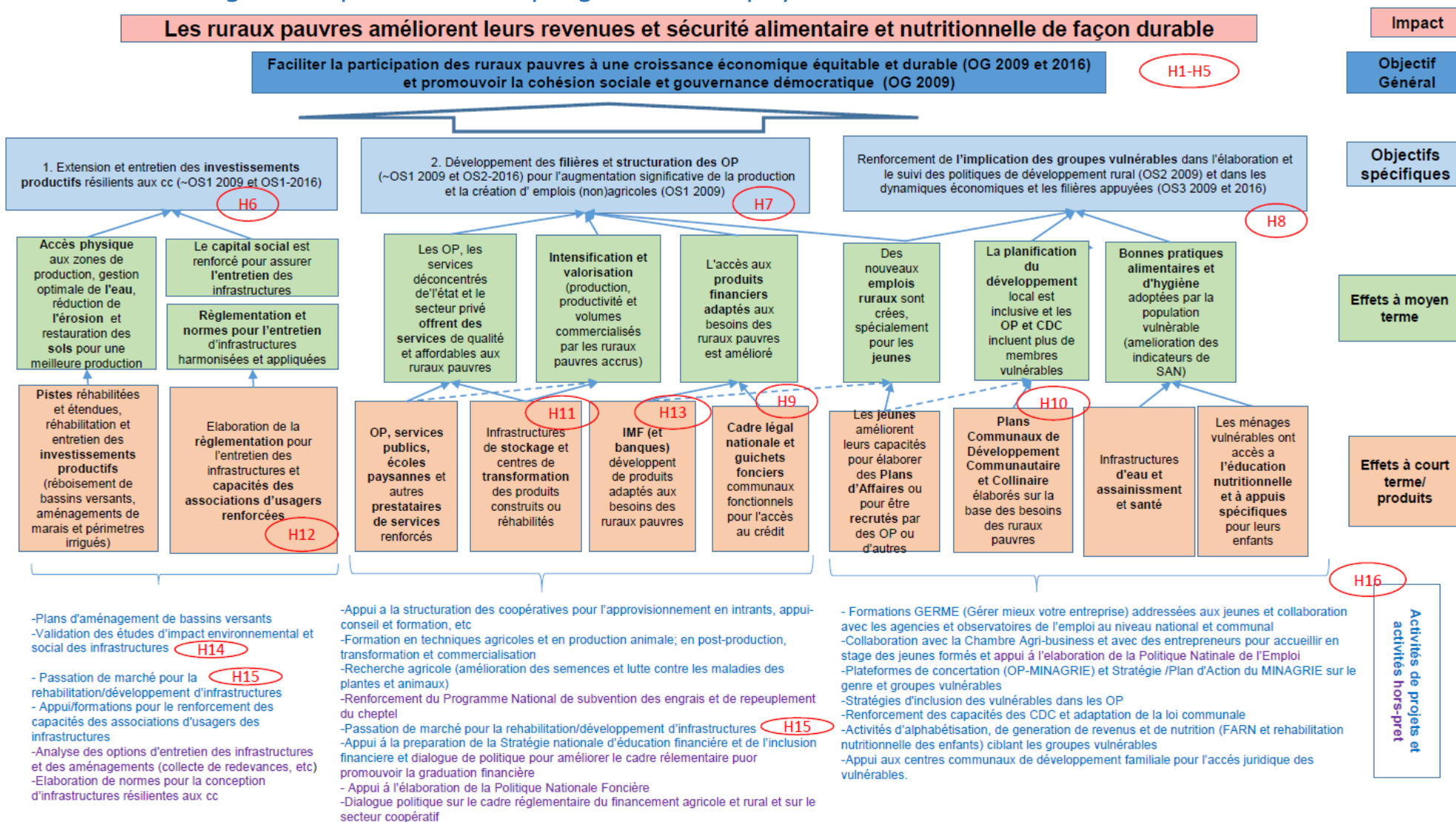
Programme d'appui aux organisations paysannes africaines (PAOPA)- Phase principale	500.000	Mars 2013- Déc. 2017	East African Farmers Federation (EAFF)	Union européenne, DDC, FIDA, AFD	i) renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles des OP; ii) influence effective des OP, à différents niveaux, sur les politiques relatives aux questions prioritaires; iii) renforcement des capacités entrepreneuriales des OP et de leur participation aux chaînes de valeur; iv) renforcement de la capacité de l'Organisation panafricaine des producteurs agricoles (PAFO) à participer aux processus d'élaboration et de négociation des politiques liées à l'agriculture et au développement rural à l'échelle continentale et internationale.	Gouvernement Burundais de consacrer au moins 10% du budget national à l'agriculture, le gouvernement burundais a augmenté la part du budget agricole de 3,6% à 6,7% de 2010 à 2011 et à 10% en 2012. Il a également introduit des importantes subventions d'engrais pour les agriculteurs sous forme de crédits dans le cadre d'un contrat de partenariat avec la CAPAD, (iv) La CAPAD a commandé deux études avec des fonds du SFOAP: les impacts du Marché commun d'Afrique de l'Est sur les producteurs burundais et les modèles agricoles adaptés.
« Méthodologies axées sur les ménages » en Afrique Subsaharienne	1.620.000	Fév.2015- Sept. 2018	Stichting Oxfam Novib	Stichting Oxfam Novib	Les objectifs du projet sont: (i) permettre à 13 000 femmes (30% jeunes) et 9 000 hommes (30% jeunes) des communautés rurales des pays participants d'élaborer et de mettre en œuvre des plans de ménage pour lutter contre les inégalités entre les sexes, de diriger l'amélioration et la diversification de leurs moyens de subsistance, et de trouver les meilleures pratiques pour les rendre plus résilients aux chocs socio-économiques et assurer une alimentation plus; et ii) améliorer l'efficacité des programmes et projets des partenaires locaux des Organisations de Société Civile (OSC) et des opérations appuyées par le FIDA en utilisant une sélection de « méthodologies des ménages » pour intégrer les outils de transformation de la problématique hommes-femmes, les stratégies de changement social et la prise de décision participative dans la vulgarisation agricole, la finance rurale et les chaînes de valeur, pour un approche davantage axée sur la demande et inclusive pour atteindre les ménages ruraux pauvres.	(i) La CAPAD a révisé son plan stratégique afin d'intégrer la nouvelle approche de l'EAFF axée sur la commercialisation de l'agriculture et les services à ses membres. (ii) En Afrique de l'Est, la CAPAD a participé avec succès à la création de forums, à l'échelle des pays, destinés aux paysans ou aux producteurs ruraux en vue de stimuler le dialogue avec le gouvernement national. Elle a reçu en partenariat avec une Organisation de la société civile a reçu un projet permettant de donner une voix aux exploitants agricoles pour la période allant de 2017 à 2020, (iii) Les membres de la CAPAD ont enregistré un changement dans la productivité de 114% (i)Des manuels au niveau communautaire sont disponibles dans les langues locales du Burundi. Les communautés et les coopératives ont produit plusieurs diagrammes visuels qui suivent et mettent à jour leurs propres progrès identifiés; (ii) Au Burundi, de fréquentes réunions et échanges ont eu lieu entre les équipes d'Oxfam et le personnel du projet soutenu par le FIDA (PAIVA-B 3, PRODEFI, PROPA-O et NPFSRD); (iii) Au Burundi, depuis septembre 2016-décembre 2018, un total de 120 éducateurs pairs ont été formés en étant membre de l'une des 6 coopératives dans 3 provinces (Cibitoke, Bujumbura rural et Makamba) dans 5 municipalités (Buganda, Mugina, Mutimbuzi, Kayogoro et Lac Nyanza). Les pairs éducateurs ont touché un total de 2 362 (1 252 femmes et 1 110 hommes) bénéficiaires directs. Le rayonnement global, direct et indirect, aurait été de 7 126 bénéficiaires; (iv)Les activités GALS ont commencé dans PRODEFI.
Farmers' Organizations for Africa, Caribbean and Pacific - FO4ACP	497.000	Oct.2019- Déc. 2023	East African Farmers Federation (EAFF)	Union Européenne, FIDA	Avec FO4ACP, l'accent est mis sur l'intégration des OP dans les filières agricoles, les objectifs spécifiques sont les suivants: (i) les OP et les entreprises dirigées par les agriculteurs améliorent les services techniques et économiques à leurs membres afin de soutenir i) leurs ambitions commerciales, ii) assurer leur engagement rentable sur les marchés et iii) l'intégration dans les filières agricoles et rendre les OP des acteurs compétitifs, (ii) les OP influencent les politiques et les environnements commerciaux en influençant le dialogue politique et les mécanismes de gouvernance des chaînes de valeur à tous les niveaux pour la transformation de l'agriculture familiale et le	Le premier rapport de suivi doit encore être soumis

développement d'initiatives économiques durables et adaptatives et d'entreprises dirigées par les agriculteurs, (iii) les organisations responsables des OP capables de remplir efficacement leurs fonctions institutionnelles: i) améliorent leur responsabilité vis-à-vis de leur base, ii) ont une gouvernance solide et renforcent la visibilité des OP par les gouvernements, les parties prenantes des chaînes de valeur et les donateurs, pour la durabilité des activités économiques.

Nationaux / spécifiques – priorisés pour l'ESPP (2009- juin 2020)

Nom du don	Coût total, approuvé	Entré en vigueur et achèvement	Institution bénéficiaire	Principal bailleur	Objectifs (de l'accord du don)	Résultats (des rapports annuels/finaux)
Soutien à la production alimentaire durable et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la résilience au changement climatique dans les hauts plateaux du Burundi (IAP-FS)	52.447.058 (dont 45.050.728 co-financement, dont 21.440.000 de FIDA-PRODEFI-II)	avr.-17 et avr.-22	FAO	Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)	1) Renforcement du cadre institutionnel et des mécanismes de soutien, 2) Amélioration des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire grâce à la gestion intégrée des bassins versants, à des organisations de producteurs compétentes et à des systèmes alimentaires durables, et 3) Suivi et évaluation des effets globaux sur l'environnement et des impacts socio-économiques pour éclairer la prise de décision. L'investissement supplémentaire du FEM permettra de mettre en valeur et de renforcer l'accent sur la gestion durable des terres / la gestion intégrée des ressources naturelles dans les champs écoles des producteurs (CEP) de PRODEFI, y compris la fourniture de matériel de formation et de matériel technique pour renforcer les capacités des formateurs principaux et des facilitateurs, ce qui permet d'accroître l'impact de l'investissement du FEM pour le changement transformationnel. A son tour, le projet IAP-FS permettra de relier et de bénéficier des investissements du PRODEFI dans le développement et le renforcement des chaînes de valeur - puisque le nouveau CEP et les coopératives pourront vendre plus facilement leurs produits, comme le lait et le riz, en bénéficiant des infrastructures de stockage et autres là où elles se trouvent situés dans les bassins versants voisins ainsi que l'accès à des conseils et à des formations pour pouvoir bénéficier des chaînes de valeur améliorées. Il y aura également un échange d'expériences bénéfique entre PRODEFI et IAP-FS en ce qui concerne le volet 2, ainsi que des synergies dans le volet 3 sur le développement des outils de suivi et d'évaluation harmonisés. En outre, les plateformes politiques multipartites et les mécanismes de partage des connaissances en matière de gestion durable des terres / gestion intégrée des ressources naturelles mis au point par le IAP-FS dans le cadre du volet 1 seront les suivants avantageuse pour toutes les interventions des partenaires grâce à une coordination intersectorielle renforcée au niveau national, au niveau des provinces et des paysages.	Cofinancement par FIDA-PRODEFI-II, les deux projets sont complémentaires et suivent une approche intégrée du développement communautaire. Entre autres, le FIDA a organisé un atelier sur la chaîne de valeur d'avocat. Selon le rapport annuel (Juin 2019), le projet a atteint les résultats suivants: 1) Renforcement des capacités institutionnelles: (i) 3 Groupes Sectoriels Agriculture et Développement Rural (GSARD) ont été organisés dans les 3 provinces où le projet a été mis en œuvre et 151 représentants de fonctionnaires, de partenaires techniques et financiers, de l'administration territoriale, d'ONG et de représentants communautaires y ont participé, (ii) 30 animateurs de 43 groupes CEP ont été recyclés et 32 autres ont été ciblés pour le deuxième cycle de formation. 2) Amélioration des moyens de subsistance des communautés, 1418 ménages regroupés dans 43 CEP ont suivi une formation sur les bonnes pratiques agricoles, la gestion durable des terres, les essais expérimentaux sur la productivité et la production agricole tolérante au changement climatique, et la conduite d'une analyse des agroécosystèmes sur diverses cultures. Les activités génératrices de revenus réalisées concernent les haricots, le blé, le maïs, les pommes de terre, le soja, etc. 3) Préservation de l'environnement, le projet, en collaboration avec les groupes de l'Office burundais de la protection de l'environnement (OBPE) et CEP, a produit et planté 1 238 865 plantes forestières et agroforestières couvrant une superficie de 4 324 ha d'un seul tenant. En outre, 49 063 plants de bambou ont été produits pour stabiliser 147 km de berges de rivières. Dans le cadre du S&E des impacts du projet: (i) 98 fonctionnaires ont été formés aux outils de suivi et d'évaluation suivants: (ii) élaboration d'une stratégie de communication, (iii) élaboration de rapports réguliers sur l'état d'avancement des activités du projet et (iv) suivi régulier des interventions du projet sur le terrain par l'Unité de Coordination du Projet, le responsable technique principal et le responsable du budget sur une base régulière.

Théorie de changement provisoire du programme de pays du FIDA



Hypothèses au niveau d'OG/ impact:

1. La situation socio-politique demeure stable et la situation sécuritaire permet continuer le travail des équipes de projet;
2. Stabilité macroéconomique
3. Les impacts climatiques (inondations, sécheresses) et d'autres risques (maladies de plantes et animaux, etc.) n'atteint pas un niveau critique sur les acquis des projets et les mesures de mitigation mises en œuvre sont effectives;
4. Le gouvernement et les partenaires de co-financement sont capables de mobiliser les ressources prévues à la conception des projets
5. Des synergies et complémentarités géographiques et thématiques entre le portefeuille co-financé par le FIDA et par d'autres bailleurs de fonds assurés;

Hypothèses entre les effets à moyen terme et les OS:

6. Les usagers d'infrastructures sont intéressés à entretenir les infrastructures et/ou payer pour la maintenance faite par les structures de l'état et le statut de propriété des terrains ou les infrastructures et équipements se trouvent est clair
7. L'augmentation de revenu des producteurs ruraux leur permet d'accéder aux services agricoles (intrants, formation, insémination artificielle, etc.) et aux produits financiers et non-financiers
8. Les groupes vulnérables ont le temps pour participer activement aux activités promues par les projets et ils n'existent pas d'autres blocages à leur implication

Hypothèses entre les effets à court et à moyen terme:

9. Les titres fonciers délivrés sont acceptés par les IMF comme caution pour accéder au crédit
10. Les PDC/CDC sont reconnus par tous les parties prenantes comme les cadres fédérateurs du développement local rural
11. La fourniture d'électricité est accessible dans les communes où les équipements de transformation de la production sont installés.
12. Les infrastructures et équipements sont finalisées à temps pour permettre le renforcement des associations d'usagers pour assurer leur entretien.

Hypothèses entre les activités et les effets à court terme:

13. Le secteur de la microfinance et les banques ont les capacités et sont intéressés à fournir des produits adaptés aux producteurs ruraux pauvres.
14. Les infrastructures développées obtiennent les certificats de conformité environnementale de l'autorité compétente de façon diligente et les personnes potentiellement impactées négativement pour les activités appuyées par le portefeuille sont adéquatement dédommagées.
15. Les cabinets et constructeurs sont intéressés à postuler pour mettre en œuvre les activités et infrastructures et les couts des matériels pour les infrastructures demeurent stables par rapport aux estimation des couts à l'approbation.
16. L'expertise requise dans les équipes de projet et l'appui des fonctionnaires publiques est disponible pour le déroulement des activités finances (transversal aux trois OS)

Cadre d'évaluation de l'ESPP pour le Burundi

Performance du portefeuille de projets

1. La pertinence est la mesure dans laquelle les objectifs des interventions coïncident avec les besoins des bénéficiaires et du pays, les priorités du FIDA et les politiques des partenaires et des donateurs. Elle suppose aussi d'évaluer la cohérence et la conception des projets dans la perspective de la réalisation de leurs objectifs.

<i>Questions spécifiques d'orientation sur la pertinence du portefeuille</i>	<i>Indicateurs de jugement</i>	<i>Sources potentielles</i>
<p>1.1. Les objectifs des projets sont-ils conformes aux principaux objectifs du FIDA et du Gouvernement visant à promouvoir le développement rural durable ainsi que les besoins des populations rurales pauvres ?</p> <p>1.2. La conception et les approches et stratégies de mise en œuvre des projets sont-elles appropriées et cohérents pour atteindre les objectifs des interventions ?</p> <p>1.3. Est-ce que l'évolution (simplification) et la combinaison des approches de développement des projets financés par le FIDA au Burundi ont été pertinents par rapport aux conditions locales, aux besoins des populations ciblées et aux stratégies et expériences acquises du FIDA et du Gouvernement ¹⁰⁹? Est-ce que les projets ont-ils maintenu leur pertinence ?</p> <p>1.4. Dans quelle mesure les stratégies de ciblage des projets ont été appropriées à la conception ?</p> <p>1.5. Dans quelle mesure les appuis et services offerts par les projets correspondent-ils aux priorités et intérêts des groupes les plus vulnérables et défavorisés, y compris les femmes et jeunes pauvres, les Batwa, les personnes retournées après le conflit, les handicapés ? Quelles mesures ont été prises pour assurer qu'ils reçoivent les bénéfices des interventions ?</p> <p>D'autres questions spécifiques sur la pertinence des actions par rapport au développement d'infrastructures productives et filières, finance rural/inclusion financière, sécurité alimentaire et nutrition seront développés par les membres de l'évaluation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Alignement des objectifs des projets avec les objectifs des politiques sectorielles au Burundi à la conception - Modification des objectifs des projets en fonction des changements contemporains apportés aux politiques sectorielles - Ratios de financement des projets alloué aux vulnérables - Diversification des activités des projets pertinents aux besoins des groupes ciblés - Données des bénéficiaires ventilés selon le sexe, l'âge, le statut de déplacement, niveau de pauvreté - Personnel spécialisé dans les unités de gestion de projet pour accompagner les vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> - Documents de politique et stratégiques du FIDA et du Gouvernement - Documents de conception, rapports de supervision, revues à mi-parcours et rapports d'achèvement - Validation des rapports d'achèvement de projet - Entretiens avec les autorités nationales, provinciales et locales - Groupes de discussion avec les participants des projets (et quelques non-participants) - Entretiens avec le personnel des projets et directrice pays FIDA - Entretiens avec d' autres PTF

¹⁰⁹ Par exemple, selon la première lecture des documents, il y a eu une simplification progressive de la conception des projets, par rapport au nombre de composantes. Par exemple, le PRDMR (1999-2006) n'avait six, le PTRPC (2004-2014) cinq, le PAIVA-B (2009-2020) trois, mais le PRODEFI (2010-2019) est passé de trois à quatre avec l'ajout de la composante sur l'emploi des jeunes ruraux en 2013. Les approches ont aussi évolué de post-conflit/urgence/développement rural, développement local participatif, concentration autour des marais et bassins versants, concentration dans deux filières principales, approche terroir/focalisation autour des collines. **Analyser le nombre de composantes mais aussi la part (%) de chaque composante par projet.**

2. L'efficacité est la mesure dans laquelle les objectifs immédiats ont été atteints ou sont en train de l'être, compte tenu de leur importance relative. Afin de permettre une évaluation synthétique de l'efficacité du portefeuille, IOE utilisera les six objectifs spécifiques (ou effets à long terme) de la Théorie du changement inclut dans l'Annexe 7.

<i>Questions spécifiques d'orientation sur l'efficacité du portefeuille</i>	<i>Indicateurs de jugement</i>	<i>Sources potentielles</i>
<p>2.1. Dans quelle mesure les résultats des projets ont-ils contribué à l'atteinte des objectifs spécifiques du programme de pays FIDA?</p> <p>a. Augmentation de la production, productivité et commercialisation des producteurs: Dans quelle mesure les activités du FIDA ont-elles été efficaces pour s'attaquer aux facteurs limitants d'accès aux marchés et à quels niveaux ?</p> <p>b. Développement d'infrastructures productives résilientes aux cc: Dans quelle mesure les investissements du FIDA dans l'infrastructure visant à améliorer l'accès aux marchés et aux chaînes de valeur ont-ils été efficaces?</p> <p>c. Participation des OP à l'élaboration et le suivi des politiques de DR: Dans quelle mesure les plateformes de concertation appuyés par les projets ont été efficaces afin d'inclure des thèmes clé pour les producteurs ruraux pauvres dans les politiques et stratégies approuvées pendant la période ?</p> <p>d. SAN de la population cible, spécialement des plus vulnérables: dans quelle mesure les activités et approches pour adresser la SAN dans les projets ont été efficaces par rapport à ceux utilisés par d'autres bailleurs dans le pays ?</p> <p>e. Participation des groupes vulnérables dans les dynamiques de développement économique et la prise de décisions: dans quelle mesure les CDC et les groupements paysans ont inclut les groupes vulnérables dans leurs instances de décision et dans leurs activités ?</p> <p>f. Insertion des jeunes ruraux dans les activités agricoles et non agricoles (emploi): dans quelle mesure les formations et accompagnements fournis aux jeunes ont améliorée leur employabilité et accès à l'emploi (ventilé par sexe et province) ?</p> <p>2.2. Quels sont les facteurs qui expliquent la mesure dans laquelle les objectifs ont été atteints, y compris les effets du contexte ?</p> <p>2.3. Dans quelle mesure le ciblage des interventions a-t-il été efficace ? Quelles sont les évidences pour montrer que tous les groupes ciblés ont tirer parti des opportunités que les interventions présentent ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'OP/producteurs accédant aux marchés (y compris hors de leurs localités), part de la production mise sur le marché - Efficacité des intermédiaires (OP, prestataires de service financiers et non financiers, grossistes) - Nombres et types d'infrastructures productives fonctionnelles - Analyse des modèles de financement rural utilisés (coût/bénéficiaire par modèle) - Sensibilisation sur la finance rurale, accès aux produits financiers, taux de remboursement ventilés par sexe et âge - Nombre de plateformes de concertation fonctionnelles - Etat nutritionnelle des vulnérables ciblés et adoption de bonnes pratiques alimentaires et d'hygiène - Pourcentage de vulnérables occupant des postes clé dans les CDC et OP - nombre d'emplois générées pour les jeunes (ventilés par sexe) 	<ul style="list-style-type: none"> - Documents de politique et stratégiques du Gouvernement - Entretiens avec les autorités nationales, provinciales et locales - Groupes de discussion avec les participants des projets (OP/coopératifs, intermédiaires) - Documents sur les membres des CDC et OP - Révision des données des institutions de microfinance et des projets - Données sur l'emploi des jeunes dans les provinces et projets - Entretiens avec le personnel des projets et directrice pays FIDA - Rapports de supervision, revues à mi-parcours et rapports d'achèvement, PCRV et PPE - documents de projet d'autres partenaires - Observations de terrain

3. L'efficience est la mesure dans laquelle les ressources (fonds, compétences spécialisées, temps...) à disposition des projets ont été converties en résultats de façon économique.

<i>Questions spécifiques d'orientation sur l' efficience du portefeuille</i>	Indicateurs de jugement	Sources potentielles
<p>3.1. Le taux de rentabilité économique à l'achèvement des projets ou au moment de l'ESPP est-il resté comparable à celui qui avait été estimé lors de la conception ?</p> <p>3.2. Quel est le coût des projets et/ou de leurs composantes par bénéficiaire direct (tant au moment de la pré-évaluation qu'à celui de l'achèvement ou de l'ESPP) ? Est-il comparable à celui d'autres projets/composantes de projets similaires dans le pays ?</p> <p>3.3. Quel est le ratio des coûts de gestion des projets par rapport à leur coût total, et est-il comparable à celui estimé à la conception et celui d'autres projets similaires ?</p> <p>3.4. Est-ce que les projets ont encourus des retards d'exécution importants ?</p> <p>3.5. Quelles sont les raisons expliquant le niveau d'efficience du portefeuille des projets?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ratio de Coûts de gestion (contribution du FIDA aux couts de gestion) - ratio coûts récurrents (Salaires et Fonctionnement)/total couts projets - Taux de décaissement par projet et pour l'ensemble du portefeuille - Niveaux de dotation du personnel des projets, y compris thématiques importantes pour le portefeuille - Turnover du staff du portefeuille - capacités de réalisation/décaissement des UGPs, - fréquence et niveau de supervision, - Gap entre la date d'approbation, la date d'entrée en vigueur, et d'achèvement du projet - Coûts/bénéficiaires et coûts unitaires (par rapport à d'autres projets et du gouvernement) - TRI/TRE pour certains projets/programmes entre achèvement - Intégrer l'analyse du TRE/TRI en environnement déterministe et probabiliste (inclusion du risque et de l'incertitude) pour un certain nombre de projets récents. 	<ul style="list-style-type: none"> - Documents de conception, rapports de supervision, revues à mi-parcours et rapports d'achèvement - Évaluations d'autres projets similaires au Burundi - Entretiens équipes de projet et partenaires d'exécution - Examen des données financières sur le terrain (projets en cours) et entretiens avec les responsables financiers des projets

4. La durabilité des résultats: la probabilité de pérennisation des résultats des projets après la fin de leur financement extérieur.

<i>Questions spécifiques d'orientation sur l' durabilité du portefeuille</i>	<i>Indicateurs de jugement</i>	<i>Sources potentielles</i>
<p>4.1. Les projets bénéficient-elles de l'engagement, de la participation et de l'appropriation des communautés locales, des organisations de base et de la population rurale pauvre?</p> <p>4.2. Les démarches retenues sont-elles durables d'un point de vue technique, social, environnemental et économique ?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans quelle mesure les producteurs pauvres sont en mesure de continuer à payer les services financiers et non financiers appuyés par les projets ? - Quelle est le niveau de durabilité des infrastructures cofinancées par rapport aux effets du CC et au financement de leur entretien/maintenance ? - Dans quelle mesure la planification locale inclusive continue après la finalisation des projets ? <p>4.3. Les projets ont-ils une stratégie de sortie appropriée ?</p> <p>4.4. Existe-t-il une indication claire de l'engagement du Gouvernement pour l'après-projet, en ce qui concerne par exemple l'allocation de fonds à certaines activités, les ressources humaines disponibles, la continuité des politiques favorables aux pauvres, les approches de développement participatives et l'appui institutionnel ?</p> <p>4.5. Dans quelle mesure les améliorations se sont-elles poursuivies et ont-elles été reproduites par d'autres (comme d'autres bailleurs, le secteur privé et les gouvernements locaux)?</p> <p>4.6. Quels sont les autres facteurs principaux en faveur et en défaveur de la continuité des résultats?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Propriété de l'infrastructure (bénéficiaires, municipalités, autres) - Source de financement et O-M (infrastructures et institutions) - Politiques municipales/ régionales/nationales utilisant les activités/investissements pionniers du FIDA - Donateurs utilisant les activités/investissements pionniers du FIDA 	<ul style="list-style-type: none"> - Documents de conception, rapports de supervision, revues à mi-parcours et rapports d'achèvement - Politiques, stratégies et décisions du Gouvernement et d'autres partenaires de développement - Entretiens autorités nationales, régionales et locales

5. L'impact sur la pauvreté rurale prend en compte les effets, positifs et négatifs, induits par les interventions, directement ou non, sur les conditions de vie des ruraux pauvres. Quatre domaines d'impact seront considérés: i) les revenus et avoirs nets des ménages; ii) le capital humain et social et l'autonomisation; iii) la sécurité alimentaire et la productivité agricole; iv) les institutions et politiques.

Questions spécifiques d'orientation sur l' impact sur la pauvreté rurale du portefeuille	<i>Indicateurs de jugement</i>	Sources potentielles
<p>5.1. Les projets ont-ils déjà eu un impact positif ou négatif, direct ou indirect, volontaire ou involontaire, sur les groupes cibles? (Si les données le permettent, analyser est la contribution des appuis des projets aux changements au niveau des domaines d'impact du FIDA (Revenus et avoirs des ménages; Capital humain et social et autonomisation; Sécurité alimentaire et productivité agricole; Institutions et politique) ?)</p> <p>5.2. Quelle est la probabilité d'un impact future, et à quelle échelle et profondeur?</p> <p>5.3. Dans l'absence de données crédibles permettant d'affirmer la contribution des appuis des projets aux domaines d' impact, quelle est la perception des bénéficiaires par rapport aux chemins d'impact des projets, et quels sont les facteurs/conditions extérieurs qui influencent les changements au long de ces chemins d'impact?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre approximatif de personnes touchées, ventilées par sexe, âge, province. - Changements dans les biens matériels et leur accès (terres agricoles, eau, etc.) - Variations de la composition et du niveau du revenu des ménages, de l'actif financier et/ou des dettes - Accès à l'information, aux services financiers des producteurs - Disponibilité de la nourriture et état nutritionnel - Niveau de fonctionnalité des institutions de gouvernance locale (CDC et autres) et coopératives/OP, des institutions financières rurales et prestataires de services 	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes de référence, d'effets ou d'impact des projets - Statistiques nationales, régionales ou locales - Rapports de supervision, Revue à mi-parcours Observations de terrain - Entretiens avec les autorités nationales, provinciales et locales - Groupes de discussion avec les participants des projets (OP/coopératifs, intermédiaires) - Entretiens avec le personnel des projets et directrice pays FIDA

6. L'égalité des sexes et autonomisation des femmes mesure la contribution des interventions du FIDA aux trois piliers de la stratégie genre du FIDA: (i) à un accès plus égal aux actifs, ressources et services; (ii) la participation au processus décisionnel; (iii) l'équilibre de la charge de travail et l'impact sur le revenu des femmes, la nutrition et les moyens de subsistance. Dans ce cas, l'évaluation inclura aussi dans ce critère l'inclusion des plus jeunes, ainsi que des groupes les plus vulnérables, comme le groupe indigène Batwa, les retournés après le conflit et les handicapé-es.

<i>Questions spécifiques d'orientation sur l'égalité et l'équité du portefeuille</i>	<i>Indicateurs de jugement</i>	Sources potentielles
<p>6.1. Quelle est la qualité de la stratégie genre des projets (y compris l'inclusion des jeunes et autres groupes vulnérables)? Quelle a été la proposition pour surmonter les limitations de la participation des groupes vulnérables aux activités des projets et quels sont ses résultats ?</p> <p>6.2. Quelles sont les réalisations des projets en matière de promotion de l'égalité entre les sexes et autonomisation des femmes? (Par rapport aux trois piliers de la stratégie genre du FIDA)</p> <p>6.3. Dans quelle mesure les projets ont-ils réaffirmé ou transformé les valeurs et les normes existantes et/ou les rôles et les relations de pouvoir attribués en ce qui concerne le genre?</p> <p>6.4. Quel pourcentage des ressources des projets a été prévu et investi dans des activités visant à promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et est-il comparable à d'autres projets financés par le FIDA dans le pays/la région?</p> <p>6.5. Dans quelle mesure les projets ont-ils défini et suivent-ils des résultats ventilés par sexe pour s'assurer que les objectifs en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation soient atteints?</p> <p>6.6. La structure d'exécution des projets est-elle adéquate pour soutenir la mise en œuvre effective des objectifs en matière d'égalité entre les sexes et autonomisation des femmes?</p> <p>6.7. Quelles sont les réalisations des projets en matière de promotion de l'emploi des jeunes? Comment les jeunes ont-ils progressés dans les 4 domaines d'impact (voir ci-dessus), et en particulier en matière d'accès à l'éducation, aux ressources et aux services économiques?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre et qualité des indicateurs de suivi ventilés par sexe, âge, autres critères d'inégalité - Spécialistes du genre dans les unités de projet et gouvernements locaux - Ratio de financement consacré à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes/coûts totaux des projets - Accès des femmes, des jeunes et autres groupes vulnérables aux ressources, aux biens et aux services; - Influence des femmes et des jeunes dans la prise de décisions; - Répartition de la charge de travail entre les membres du ménage; - La santé, les compétences, le revenu et les niveaux nutritionnels des femmes; - relations entre les sexes au sein de ménage, de groupes et de communautés dans le domaine du projet 	<ul style="list-style-type: none"> - Stratégie genre des projets - Etudes de référence, d'effets ou d'impact des projets - Documents de conception, rapports de supervision, revues à mi-parcours et rapports d'achèvement - Entretiens équipes de projet et bénéficiaires directs et finaux - Observations de terrain

7. L'innovation: la mesure dans laquelle les interventions sont parvenues à introduire des approches novatrices de réduction de la pauvreté rurale

<i>Questions spécifiques sur l' innovation</i>	<i>Indicateurs de jugement</i>	<i>Sources potentielles</i>
<p>7.1. Quelles sont les éléments d'innovation promus par les projets?</p> <p>7.2. Les éléments en question sont-ils réellement novateurs ou sont-ils déjà bien établis ailleurs, mais nouveaux dans le pays ou les zones d'intervention des projets?</p> <p>7.3. A-t-on eu recours à des dons pour promouvoir l'innovation? Avec quel degré de réussite?</p>	<p>- Explication des caractéristiques de l'innovation et de leur alignement à la définition du FIDA</p> <p>- Présence de pratiques similaires au niveau municipal, régional ou national</p>	<p>- Rapports de conception, supervision des projets</p> <p>- Entretiens avec les autorités nationales</p> <p>- Entretiens avec des bailleurs et chercheurs nationaux</p> <p>- Entretiens avec le personnel du FIDA</p>

8. Reproduction à plus grande échelle: la mesure dans laquelle les interventions ont été reproduites à plus grande échelle (ou le seront vraisemblablement) par les autorités gouvernementales, les organisations de donateurs, le secteur privé et d'autres institutions.

<i>Questions spécifiques sur la reproduction à l' échelle</i>	<i>Indicateurs de jugement</i>	<i>Sources potentielles</i>
<p>8.1. Les innovations promues sont-elles documentées et partagées pour faciliter la reproduction à plus grande échelle?</p> <p>8.2. Le FIDA et le Gouvernement ont-ils pris les devants en s'engageant dans des activités de partenariat et de concertation sur les politiques pour faciliter l'adoption des innovations réussies?</p> <p>8.3. Quelles sont les preuves que les pratiques introduites par le programme ont été mise à l'échelle par le gouvernement et d'autres partenaires donateurs ? Quels sont les mécanismes utilisés pour la mise à l'échelle ?</p> <p>8.4. Si ce n'est pas le cas encore, quelles sont les perspectives au moment de l'ESPP qu'elles puissent être et soient effectivement reproduites à plus grande échelle, et comment ou par qui? Quelles sont les conditions de leur reproduction à plus grande échelle?</p>	<p>- Explication des caractéristiques de l'innovation et de leur alignement à la définition du FIDA</p> <p>- Présence de pratiques similaires au niveau municipal, régional ou national</p> <p>- Ratio de cofinancement gouvernemental de pratiques/projets similaires</p> <p>- Financement de pratiques/projets similaires par d'autres partenaires et organisations</p>	<p>- Rapports de conception, supervision des projets</p> <p>- Stratégies de mise à l'échelle, de gestion des savoirs et/ou de communication des projets</p> <p>- Documents de partenariat; compte rendus de réunions avec les partenaires</p> <p>- Produits de la gestion des savoirs et/ou de communication</p> <p>- Articles de presse - Entretiens équipes de projet et bénéficiaires directs et finaux</p> <p>- Observations de terrain</p>

9. La gestion de l'environnement et des ressources naturelles: la mesure dans laquelle les projets contribuent à des changements dans la protection, la remise en état des ressources naturelles et de l'environnement ou à leur épuisement.

<i>Questions spécifiques d'orientation sur la GE et RN du portefeuille</i>	<i>Indicateurs de jugement</i>	<i>Sources potentielles</i>
<p>9.1. Quels sont les principaux enjeux environnementaux au Burundi et dans les zones d'intervention des projets ? quels sont les enjeux priorités par le portefeuille et quelles sont les mesures proposées pour les adresser ?</p> <p>9.2. Comment les procédures SECAP ont été considérées lors de la conception des projets ? Quelles mesures de mitigation environnementale et social ont été prises pour réduire au maximum l'impact négatif des projets sur l'environnement et la population potentiellement affectée négativement par les projets ?</p> <p>9.3. Comment la base de ressources naturelles (terre, eau, forêts, pâturages, stocks de poisson...) a-t-elle changé à cause des projets?</p> <p>9.4. Dans quelle mesure l'accès des communautés locales aux ressources naturelles (en général et en particulier pour les pauvres) a-t-il changé?</p> <p>9.5. Comment le degré de vulnérabilité de l'environnement (par exemple risque de pollution, instabilités des ressources, risque de catastrophes naturelles) a-t-il changé?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Obtention des autorisations environnementales des activités des projets, quand requises par la législation nationale - Evidence de participation des communautés affectées et consentement préalable - Degré de mise en œuvre des plans de mitigation environnementaux et sociaux des projets 	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes d'impact environnemental des projets ou de certaines interventions spécifiques et plans de mitigation - Sections spécifiques dans les documents de conception, rapports de supervision, RMP et RAP - Entretiens équipes de projet et bénéficiaires directs et finaux - Entretiens avec les autorités environnementales au niveau national et local - Observations de terrain

10. L'adaptation au changement climatique: la contribution des projets à l'amélioration de la résilience face au changement climatique et au renforcement de la capacité des bénéficiaires à gérer les risques climatiques à court et à long terme.

<i>Questions spécifiques d'orientation sur l'adaptation au cc du portefeuille</i>	<i>Indicateurs de jugement</i>	<i>Sources potentielles</i>
<p>10.1. Quelles activités relevant spécifiquement de l'adaptation au changement climatique sont prévues par les projets ? (Possible typologie: diagnostics des risques liés au cc et stratégies de résilience à bâtir/renforcer, infrastructure, alerte précoce, renforcement des capacités des participants, plaidoyer au niveau des décideurs nationaux/régionaux)</p> <p>10.2. Quels ont été leurs effets sur les populations rurales pauvres?</p> <p>10.3. Quels sont les montants et la nature des fonds alloués à l'adaptation aux risques liés au changement climatique?</p> <p>10.4. Quelle a été la valeur ajoutée des dons avec des objectifs spécifiques liés à l'adaptation au cc? (don ASAP, don FEM)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Dans quelle mesure l'adaptation au changement climatique a été incorporée et mise en œuvre dans le portefeuille - Adoption des technologies d'adaptation au cc - Valeur ajoutée des interventions ciblant l' adaptation au cc 	<ul style="list-style-type: none"> - Notes sur le cc dans la conception des projets (similaires aux notes SECAP) - Sections et notations sur ce critère dans les rapports FIDA - Documents nationaux sur le cc et contributions d'autres bailleurs - entretiens avec coordonnateurs de projet, directrice pays FIDA, spécialistes/chercheurs au niveau national

Activités hors-prêt

11. Etablissement de partenariats

<i>Questions spécifiques d'orientation sur les partenariats</i>	<i>Indicateurs de jugement</i>	<i>Sources potentielles</i>
11.1. Quels sont les partenariats stratégiques établis par le FIDA avec les bailleurs, le Gouvernement (au niveau national, provincial et local), la société civile et le secteur privé? Comment ont-ils été choisis ?	- Nombre, diversité et complémentarité des partenariats de cofinancement; partenaires de mise en œuvre; partenaires de dialogue et de pertinence	- Documents du COSOP et conceptions des projets
11.2. Dans quelle mesure les partenariats établis s'alignent-ils avec les objectifs énoncés dans les documents de stratégie?	- Aptitude des partenaires à atteindre des objectifs stratégiques	- Conventions de partenariat et notes de négociations de partenariats
11.3. En dehors des activités définies par conventions ou contrats, quelles sont les relations/échanges avec les partenaires techniques et financiers?	- Étendue à laquelle les partenaires financiers ont été pris en considération pour atteindre les objectifs à long terme et pour tirer parti des ressources	- Compte rendus de réunions de coordination entre bailleurs
11.4. Quels sont les résultats atteints à travers l'établissement de ces partenariats? Dans quelle mesure ces partenariats ont-ils permis de renforcer l'efficacité du portefeuille du FIDA au Burundi et les activités hors-projets (dialogue sur les politiques et gestion des savoirs)?	- Degré auquel des ressources (p. ex. le financement, le temps) ont été programmées et disponibles pour que les activités de partenariat soient mises en œuvre de façon réaliste.	- Entretiens CPM/Point focal FIDA - Entretiens Gouvernement
11.5. Les dons FIDA sont-ils utilisés judicieusement pour renforcer les partenariats?	- Participation du FIDA aux études coordonnées avec d'autres donateurs	- Entretiens partenaires stratégiques du FIDA au Burundi, y compris les partenaires de développement, le secteur privé et la société civil
11.6. Quelles sont les difficultés rencontrées par le FIDA pour mobiliser des partenaires? parmi les bailleurs? parmi les privés? parmi les organisations de la société civile?		
11.7. Comment le FIDA a-t-il contribué, dans le secteur agricole, aux efforts de coordination et d'harmonisation avec les différents bailleurs de fonds et les acteurs du secteur privé et de la société civile?		
11.8. Quelle est la visibilité du partenariat Gouvernement-FIDA et des interventions financées, dans les fora d'échanges sur le développement agricole au Burundi ainsi que dans les publications pertinentes?		

12. Concertation sur les politiques

<i>Questions spécifiques d'orientation sur le dialogue de politiques</i>	<i>Indicateurs de jugement</i>	<i>Sources potentielles</i>
12.1. Quels sont les thèmes de dialogue de politiques priorisées durant la période couverte par l'évaluation (2009-2020)?	- Degré auquel des ressources (p. ex. le financement, le temps) ont été programmées et disponibles pour que les activités de dialogue de politiques soient mises en œuvre de façon réaliste.	- Aides mémoires des négociations
12.2. Quels sont les événements clés de concertation sur les politiques (ateliers, réunions politiques de haut niveau) depuis 2009? Quels documents clé ont été produits avec l'appui actif du FIDA ? (Quelle contribution d'autres partenaires)?	- Étendue à laquelle l'engagement politique a été fondé sur une analyse approfondie de la capacité et de l'engagement du gouvernement et continuellement mise à jour	- Plaidoyers, argumentaires et procès-verbaux de réunions, compte rendus de participation à la préparation des documents de politiques
12.3. Quel rôle/influence joue le FIDA dans la formulation de politiques de développement rural et agricole en faveur des petits producteurs pauvres, au sein des documents de politique et stratégiques du Gouvernement? (Quels ressources ont été mis à la disposition de ce rôle, quels mécanismes ont été utilisées et quels résultats)	- Stratégie explicite sur l'engagement politique dans le COSOP	- Documents en rapport avec les dons appuyant l'engagement sur les politiques
12.4. Le FIDA a-t-il saisi l'opportunité de ses expériences sur le terrain afin de sensibiliser les autres partenaires de développement sur les bonnes pratiques?	- Preuve des intrants et des résultats dans les domaines d'intérêt stratégique (enregistrement des terres, financement rural)	- Entretiens CPM/Point focal FIDA
12.5. Degré auquel le FIDA a utilisé les connaissances et les ressources internes pour engager et informer le gouvernement sur les politiques (expertise dans les supervisions) ?	- Nombre et qualité des politiques adoptées, et/ou des outils politiques mis en œuvre dans le portefeuille	- Entretiens Gouvernement
12.6. Est-ce qu'une gestion des savoirs performante est mobilisée pour soutenir l'engagement sur les politiques?		- Entretiens partenaires stratégiques du FIDA au Burundi, y compris les partenaires de développement et la société civile rurale
12.7. Est-ce que le FIDA a développé des partenariats stratégiques pour soutenir son dialogue sur les politiques?		
12.8. Y-a-t-il des dons FIDA qui ont appuyé l'engagement sur les politiques?		
12.9. Quel suivi est réalisé pour mesurer les effets de l'engagement sur les politiques?		

13. Gestion des savoirs

Questions spécifiques d'orientation	Indicateurs de jugement	Sources potentielles
<p>13.1. Est-ce que les conceptions de projet et les COSOP comportent des objectifs clairs en matière de gestion des savoirs? Si oui, lesquels?</p> <p>13.2. Y a-t-il une stratégie de gestion des savoirs formulée par ESA ou le CPM/Point focal FIDA? Si oui, y-a-t-il des changements par rapport aux objectifs initiaux des COSOP?</p> <p>13.3. Quelles ressources et instruments ont réellement été mises en œuvre pour la gestion des savoirs? Y-a-t-il des dons FIDA qui ont appuyé la gestion des savoirs?</p> <p>13.4. Quelles sont les activités de gestion des savoirs entreprises par le CPM/Point focal FIDA? Ont-elles permis d'atteindre quels objectifs? Si non/partiellement, pourquoi ?</p> <p>13.5. Dans quelle mesure les leçons tirées de projets et de subventions antérieurs ont-elles informé la conception de nouveaux projets?</p> <p>13.6. Quel est le rôle du S&E dans la gestion et la dissémination des connaissances?</p> <p>13.7. Quelles relations y a-t-il entre le dispositif de gestion des savoirs du programme de pays du FIDA et les services techniques de l'État (p. expl. service de vulgarisation)?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mesure à laquelle la gestion des savoirs est inclus et renforce les activités de prêt et de non-prêt - Etendue à laquelle l'expérience du FIDA en développement rural a été stratégiquement mobilisée - Stratégie NEESA pour la gestion des savoirs et mise en œuvre au Burundi - Échanges régionaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Document de stratégie de gestion des savoirs, plans d'actions annuels, rapports d'activités - Success-story, articles de presse - Documents en rapport avec les dons en appuis à la gestion des savoirs - Entretiens CPM/Point focal FIDA - Entretiens unités de coordination des projets

14. Examen des dons

Questions spécifiques d'orientation sur les dons	Indicateurs de jugement	Sources potentielles
<p>14.1. Les activités financées par les dons sont-elles le résultat d'une demande spécifique du gouvernement, des bénéficiaires ou d'un partenaire spécifique dans le pays?</p> <p>14.2. Dans quelle mesure est-ce que les dons sont alignés avec les objectifs stratégiques et/ou politico-institutionnels de la stratégie pays du FIDA ?</p> <p>14.3. Quel rôle jouent les dons FIDA dans le programme et la stratégie de pays?</p> <p>14.4. Quelles sont les difficultés et les contraintes rencontrées dans le cadre du programme de pays que les dons devraient résoudre?</p> <p>14.5. Dans quelle mesure les dons ont-ils permis d'améliorer la performance du programme-pays ? (Pour les dons les plus récents, seulement une analyse de leur pertinence et complémentarité avec le portefeuille de projets)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Degré d'alignement des dons avec le reste d'activités financées par le FIDA au pays - Mix et complémentarité des activités de prêt/non-prêt - Contribution des dons aux partenariats, à l'engagement sur les politiques, à la gestion des savoirs, et aux résultats des projets 	<ul style="list-style-type: none"> - Liste de dons FIDA au Burundi (régionaux et de pays) - Documents de conception, rapports de suivi et d'achèvement - Entretiens avec le CPM/Point focal FIDA - Entretiens avec les gestionnaires de subventions et les bénéficiaires

14.6. Un plan a-t-il été mis en place pour que le FIDA ou de ses partenaires internalise ou utilise les enseignements tirés, la technologie ou d'autres produits générés par les dons?		
--	--	--

Performance des partenaires

15. FIDA

Questions spécifiques d'orientation	Indicateurs de jugement	Sources potentielles
15.1. Dans quelle mesure le FIDA invite-t-il les parties prenantes à participer dans la conception de la stratégie de pays et des interventions qu'il finance?	- Budget administratif approprié pour assurer une supervision et un soutien adéquats à la mise en œuvre	- Documents de conception, supervision, RMP et RAP des projets et des dons
15.2. Dans quelle mesure assure-t-il la qualité et la pertinence de ces interventions?	- Le soutien, le temps et les ressources pour les activités hors prêts	- Stratégies de pays du FIDA
15.3. Le FIDA dispose-t-il d'un système de supervision et d'appui efficace? En particulier, la supervision et l'appui à l'exécution sont-ils suffisants et les examens à mi-parcours sont-ils entrepris à temps?	- Qualité du cadre de gestion des résultats du COSOP, des rapports RIMS agrégés et des feuilles de programmes pays, des rapports annuels du COSOP	- Communications entre le FIDA et le Gouvernement
15.4. Le FIDA a-t-il exercé ses responsabilités fiduciaires et de développement de manière appropriée?	- Nombre et durée des missions de supervision	- Supports et comptes rendus de réunions et de formations d'appui
15.5. Le FIDA a-t-il prêté une attention suffisante aux partenariats et à l'engagement avec: 1) les agences des Nations Unies ayant leur siège à Rome (FAO et PAM) et 2) les autres partenaires de développement actifs dans le secteur rural?	- Pertinence de l'expertise mobilisée dans les missions de supervision	- Comptes rendus de réunions avec les partenaires de développement
15.6. Comment les coûts du dispositif CPM à Nairobi/Point focal à Bujumbura se compare-t-il à des arrangements alternatifs (par exemple, CPM basé dans le pays)?	- Utilisation de clauses d'absence d'objection	- Cadre d'aide au développement du pays des Nations Unies
15.7. Est-ce que les responsabilités et les tâches sont clairement distribuées entre le Point focal FIDA au Burundi, d'une part, et le personnel du FIDA à Nairobi (et à Rome), d'une autre, impliqué dans le programme de pays?	- Adoption et rapidité des recommandations de la mission de supervision.	- Termes de référence du personnel FIDA impliqué dans le programme de pays
15.8. Est-ce que la représentation du FIDA dans le pays dispose du personnel adéquat? Et des ressources et équipements nécessaires?	- Comparaison avec des expériences d'autres pays où le FIDA a fait la transition vers l'approche programme	- Inventaire et budgets annuels du Point focal du FIDA
15.9. Quelle est la pertinence des changements prévus pour renforcer le passage de l'approche projet à l'approche programme ?		- Entretiens CPM/Point focal FIDA , Gouvernement , partenaires stratégiques, y compris les partenaires de développement et la société civile

16. Gouvernement

Questions spécifiques d'orientation	Indicateurs de jugement	Sources potentielles
16.1. Dans quelle mesure le Gouvernement participe-t-il dans la conception de la stratégie de pays FIDA et des interventions qu'il finance? Et aux activités hors prêt ?	- Contributions des autorités dans la conception du COSOP, des projets et des dons	- Documents de conception, supervision et revues à mi-parcours et rapports d'achèvement des projets et des dons
16.2. Quelle est la performance des Unités de gestion de projet en termes de gestion, de coordination, de planification, de suivi-évaluation et de rapportage?	- Degré de mis en œuvre des PTBA par rapport à la prévision (financier et en termes de temps)	- Stratégies de pays du FIDA
16.3. Le Gouvernement a-t-il la capacité requise à tous les niveaux pour contribuer à la mise en œuvre des projets conformément aux calendriers?	- Degré de réactivité du gouvernement aux requêtes du FIDA par rapport à l'appui au programme	- Communications entre le FIDA et le Gouvernement
16.4. Quel soutien a-t-il offert au programme de pays et aux différentes opérations? Est-il suffisant?	- Disponibilité des données sur le suivi des effets depuis la conception à l'achèvement	- Enquêtes de référence, bases de données de S&E des projets
16.5. Le Gouvernement veille-t-il suffisamment à ce que des enquêtes de référence soient réalisées en temps voulu et que des systèmes de S&E performants soient mis en place dans les projets?	- Degré de fonctionnalité (et haute représentation) aux comités de pilotage des projets et aux missions de supervision	- Rapports annuels et PTBA
16.6. Comment les rapports périodiques sur l'état d'avancement des projets sont-ils produits et utilisés? Les rapports d'achèvement des projets sont-ils fournis en temps opportun et sont-ils de la qualité voulue?	- Disponibilité à temps des fonds de contrepartie prévus, rapports d'audit	Rapport financiers et d'audit des projets
16.7. Les Comités de pilotage se réunissent-ils régulièrement et prennent-ils les décisions appropriées pour assurer que les projets puissent atteindre leurs objectifs en temps voulu?		- Conventions avec les prestataires de services
16.8. En quelle mesure le Gouvernement participe-t-il dans la supervision des projets et des dons du programme de pays FIDA?		- Entretiens Gouvernement, unités de coordination des projets, partenaires d'exécution des projets
16.9. Les ressources de contrepartie (fonds et personnel) sont-elles fournies à temps et conformes aux accords de financement?		- Entretiens CPM/Point focal FIDA
16.10. Des rapports d'audit sont-ils réalisés et soumis selon les besoins?		- Entretiens partenaires de développement et société civile
16.11. Les procédures de circulation des fonds et de passation des marchés ont-elles permis de respecter les délais d'exécution?		

Synthèse: Performance de la stratégie et du programme de pays

17. Pertinence stratégique

Questions spécifiques d'orientation	Indicateurs de jugement	Sources potentielles
Alignement des objectifs stratégiques:		
17.1. Les objectifs stratégiques et politico-institutionnels énoncés dans les conceptions de projet et les COSOP étaient-ils cohérents avec les stratégies et politiques du Gouvernement ?	- Degré d'alignement entre les documents et couverture géographique du portefeuille et les activités hors prêt	- Conceptions de projet - Documents de politique et stratégiques du FIDA et du Gouvernement
17.2. Les objectifs stratégiques et politico-institutionnels énoncés dans les conceptions de projet et les COSOP répondent adéquatement aux objectifs des cadres stratégiques et les politiques institutionnelles pertinentes du FIDA, y compris la Stratégie d'engagement du FIDA dans les pays présentant des situations de fragilité (2016) ?	- Degré d'alignement entre les documents de projet et COSOP et les objectifs gouvernementaux et politiques du FIDA - Comparaison par le FIDA de la considération de la situation de fragilité dans la stratégie du Burundi et d'autres pays similaires, et comparaison avec comment autres partenaires adressent cette thématique au Burundi	- Documents de contexte de pays - Entretiens CPM/Point focal FIDA - Entretiens Gouvernement - Révision des document et entretiens partenaires stratégiques du FIDA au Burundi, y compris les partenaires de développement et la société civile
17.3. Ces objectifs stratégiques et politico-institutionnels sont-ils pertinents par rapports aux besoins des ruraux pauvres et vulnérables au Burundi? Est-ce que les différentes approches des projets (organisation des producteurs, filières, infrastructures, microfinance rurale, entrepreneuriat des jeunes) permettent de toucher réellement les populations rurales actives les plus pauvres et vulnérables?	- Comparaison du portefeuille et le programme par rapport à d'autres partenaires actifs dans le secteur du développement rural dans le pays	
17.4. Dans quelle mesure la stratégie cherche-t-elle à favoriser les partenariats avec d'autres partenaires multilatéraux et bilatéraux s'occupant de l'agriculture et du développement rural dans le pays?		
Évaluation de la conception et de la cohérence de la stratégie:		
17.5. La stratégie indiquait-elle succinctement l'avantage comparatif et les compétences du FIDA dans le pays (c'est-à-dire le positionnement pays)? Est-ce que le FIDA a un avantage comparatif dans les infrastructures au Burundi, dans quels types d'infrastructures?	- Niveau d'identification de risques à la conception, leur supervision et inclusion d'autres pas prévus initialement (voir aussi les hypothèses de la Théorie de changement)	
17.6. La stratégie constituait-elle un programme de pays cohérent et bien conçu?		
17.7. Quels ont été les analyses de risques stratégiques inclus?		
17.8. Les priorités géographiques définies dans la stratégie étaient-elles cohérentes avec la définition des groupes cibles? Les principales institutions partenaires étaient-elles les plus compétentes pour réaliser les objectifs de la stratégie de pays?		

18. Efficacité de la stratégie et du programme de pays

Annexe VII

Questions spécifiques d'orientation	Indicateurs de jugement	Sources potentielles
18.1. Dans quelle mesure les principaux objectifs stratégiques reflétés dans les conceptions de projet et le COSOP ont-ils été atteints ? Et ceux reconstruits à travers la théorie du changement du programme ?	- Evidence des résultats auxquels le programme a contribué, tout au long de la théorie de changement	- Documents de contexte de pays - Revues à mi-parcours et rapports d'achèvement du COSOP
18.2. Quels sont les facteurs qui ont permis ou empêché l'atteinte de ces objectifs? Quels ont été les risques stratégiques qui se sont matérialisés, comment ont-ils été mitigés ?	- Degré de rapportage sur les risques stratégiques et les mesures de mitigation entreprises lors des missions de supervision	- Entretiens CPM/Point focal FIDA
18.3. D'autres résultats non prévus initialement ont-ils été atteints ? Comment?		- Entretiens Gouvernement
18.4. Quels sont les changements de contexte qui ont influencé ou risquent d'influencer la réalisation des objectifs stratégiques? Les conceptions de projet ont-elles été convenablement adaptées à mi-parcours pour refléter les changements qui ont caractérisé le contexte?		- Entretiens partenaires stratégiques du FIDA au Burundi, y compris les partenaires de développement et la société civile
18.5. Quels résultats remarquables peut-on conclure que le programme de pays au Burundi du FIDA a spécifiquement contribué?		

Bibliographie

Document nationaux

- République du Burundi, Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage (MINEAGRIE), Troisième Communication Nationale sur les Changements Climatiques, 2019. https://www4.unfccc.int/sites/SubmissionsStaging/NationalReports/Documents/0956437821_Burundi-NC3-1-Burundi%20TNC_FINAL.pdf
- _____, MINEAGRIE, Stratégie Agricole Nationale (SAN 2018-2027), 2018
<http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/Bur190783.pdf>
- _____, Plan National de Développement du Burundi, PND Burundi 2018-2027, 2018
- _____, Banque de la République du Burundi (BRB) et Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation; Rapport annuel de la Banque de la République du Burundi, Exercice 2018
https://www.brb.bi/sites/default/files/Rapport_annuel_2018_complet-min.pdf
- _____, Ministère des Droits de la Personne Humaine des Affaires Sociales et du Genre, Stratégie Nationale de Réintégration Socio-économique des Personnes Sinistrées au Burundi, 2017
- _____, MINEAGRIE, Plan National d'investissement Agricole II (PNIA 2016-2020), 2016
<http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/Bur190781.pdf>
- _____, Institut de Statistiques et d'Études Économiques du Burundi (ISTEEBU), Enquête Démographique et de Santé au Burundi de 2016-2017 (EDSB-III), 2016
<https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR335/FR335.pdf>
- _____, MINEAGRIE, Etats généraux de l'agriculture et de l'élevage, Edition 2014
- _____, Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique, Stratégie nationale d'inclusion financière, 2014
- _____, ISTEEBU: Profil et déterminants de la pauvreté, Rapport de l'enquête modulaire sur les conditions de vie des ménages 2013-2014, 2015
<https://isteebu.bi/index.php/publications/rapports-d-enquetes/rapports-d-enquetes>
- _____, Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, Stratégie Nationale et Plan d'Action sur la Biodiversité (2013-2020), 2013
- _____, Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, Politique Nationale sur le Changement Climatique, 2013
- _____, Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, Politique Nationale Genre du Burundi (PNG, 2012-2025), 2012
- _____, Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP II), 2012
https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/burundi_cslp_ii.pdf
- _____, MINAGRIE, Plan National d'Investissement Agricole (PNIA 2012-2017), 2011
- _____, LOI N°1/ 13 DU 09 AOÛT 2011, Code foncier, 2011. <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/burundi/Burundi-Code-2011-foncier.pdf>
- _____, Ministère du Plan et du Développement Communal/Cellule Prospective Programme des Nations Unies pour le Développement au Burundi, Vision Burundi 2025, 2010,
<http://www.presidence.gov.bi/wp-content/uploads/2017/04/Vision-Burundi-2025.pdf>
- _____, Rapport d'achèvement du PRDMR, 2010
- _____, Ministère de la Décentralisation et du Développement Communal, Document de Politique Nationale de Décentralisation du Burundi, 2009
- _____, Programme national de sécurité alimentaire (PNSA 2009-2015), 2009
- _____, Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM), Analyse de la Sécurité Alimentaire d'urgence (EFSA - Emergency Food Security Assessment), 2017
- _____, Politique Nationale de Décentralisation, 2009.
- _____, Ministère de la Décentralisation et du Développement Communal
http://www.abelo.bi/download/doc/politique_nationale_de_decentralisation.pdf
- _____, Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, Enquête Nationale sur la Situation Nutritionnelle et la Mortalité basée sur la méthodologie SMART (ENSNMB), 2018
- _____, Senat du Burundi, Organisation de l'administration Communale,
http://www.senat.bi/documents/Loi_Organisation_Administration_Communale.pdf,2005
- _____, MINAGRIE, Stratégie Agricole Nationale (SAN 2008-2015), 2008
- _____, Ministère de L'aménagement du Territoire, du Tourisme et de l'environnement, Plan d'action national d'adaptation aux changements climatiques, 2007
- _____, Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), 2006
- _____, Loi N°1/ 016 du 20 Avril 2005 portant sur l'organisation de l'Administration Communale.

Accord Global de cessez-le-feu, 2003.

https://www.mdncac.bi/sites/default/files/field/pdf/Accord_global_de_cessez-le-feu_16.11.11.pdf

_____, Présidence de la République du Burundi, Accords d'Arusha, 2000.

<https://presidence.gov.bi/le-burundi/accord-darusha/>

Documents FIDA

FIDA, Mission d'appui à la mise en œuvre du Programme-pays et de l'approche programme, Programme-pays: Acquis et orientations pour l'avenir, 2020

_____, Note conceptuelle pour les actions urgentes sur la lutte contre les effets et impact de la pandémie du COVID-19 et des changements climatiques sur l'exécution des projets et programmes financés par le FIDA au Burundi, 2020

_____, Examen à mi-parcours des résultats du COSOP 2016-2021, 2020

_____, Rapport de supervision du PIPARV-B, 2020

_____, Rapport d'achèvement du PAIVA-B, 2019

_____, Rapport d'achèvement du PROPA O, 2019

_____, Rapport de supervision du PAIFAR-B, 2019

_____, Rapport de supervision du PRODEFI, 2019

_____, Rapport de supervision du PRODEFI II, 2019

_____, Rapport de supervision du PNSADR-IM, 2019

_____, Rapport de conception du PIPARV-B, 2018

_____, Rapport de conception du PAIFAR-B, 2017

_____, Stratégie d'engagement du FIDA dans les pays présentant des situations de fragilité, 2016

_____, République du Burundi, Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), 2016

_____, Rapport de revue d'achèvement du COSOP 2008, 2015.

_____, Rapport de conception du PRODEFI II, 2015

_____, Accord de don sur les méthodologies axées sur les ménages (GALS), 2015

_____, Rapport d'avancement du don GALS 2016, 2017

_____, Rapport d'achèvement du don GALS, 2018

_____, International Work Group for Indigenous Affairs, Country Technical Note on Indigenous Peoples' Issues, Burundi, 2014

_____, Rapport de conception du PNSADR-IM, 2014

_____, Rapport d'achèvement du PTRPC, 2014

_____, Rapport d'achèvement du PARSE, 2014

_____, Revue à mi-parcours du PAIVA-B, 2014

_____, Revue à mi-parcours du PRODEFI, 2014

_____, Rapport de conception de la composante emploi des jeunes ruraux, 2012

_____, Rapport pour le Président du PRODEFI, 2010

_____, Rapport pour le Président du PAIVA-B, 2009

_____, République du Burundi, COSOP, 2008

_____, Burundi, exposé d'options et stratégies d'intervention pour le pays, 2003.

_____, Rapport pour le Président du PARSE, 2007

_____, Rapport pour le Président du PTRPC, 2004

_____, Document de conception du PRDMR, 1998

Documents IOE

Bureau Indépendant d'évaluation (IOE), Rapport de validation du Rapport d'achèvement du PAIVA-B, 2020 (brouillon)

_____, Evaluation de la contribution du FIDA au développement de filières au profit des pauvres, 2018 <https://www.ifad.org/en/web/ioe/evaluation/asset/41268822>

_____, Rapport de validation du Rapport d'achèvement du PARSE, 2016

_____, Rapport de validation du Rapport d'achèvement du PTRPC, 2016

_____, Evaluation of IFAD's Engagement in Fragile and Conflict-affected States and Situations, 2015 <https://www.ifad.org/fr/web/ioe/evaluation/asset/39824702>

_____, Manuel de l'Évaluation, 2015.

http://www.ifad.org/evaluation/process_methodology/doc/manual_f.pdf

_____, Rapport d'évaluation des résultats du PRDMR, 2012

_____, Rapport de validation du Rapport d'achèvement du PRDMR, 2011

Autres sources

- Banque Africaine de Développement (BAD), Profil National de Changement Climatiques, 2018
- _____, Rapport d'évaluation de la fragilité et de la résilience du Burundi, 2018
- _____, Organisation de coopération et de développement économiques, Programme des Nations Unies pour le Développement, African Economic Outlook, 2017
- _____, République Du Burundi Document de Stratégie-Pays 2019-2023 (DSP 2019-2023)
- _____, Perspectives Economiques Africaines, Burundi, 2012
- Banque Mondiale. Burundi, analyse environnementale pays. Comprendre l'environnement dans la dynamique d'un monde complexe: des liens avec la fragilité, les conflits et le changement climatique, 2017.
<http://documents.banquemonde.org/curated/fr/991061510938559166/pdf/121464-FRENCHBurundiCEAFrenchWebFinal.pdf>
- _____, Doing Business 2019, Training for Reform, Economy profile, Burundi
<http://documents.banquemonde.org/curated/fr/240471541067681956/Doing-Business-2019-Training-for-Reform-Burundi>
- _____, Republic of Burundi Addressing Fragility and Demographic Challenges to Reduce Poverty and Boost Sustainable Growth, Systematic Country Diagnostic, 2018
- _____, République du Burundi, Évaluation de la pauvreté au Burundi, 2016
- _____, République du Burundi Décentralisation fiscale et gouvernance locale, Gérer les compromis pour promouvoir des réformes durables, Revue des Dépenses Publiques du Burundi, 2014
- Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies, Burundi: Aperçu des besoins humanitaires, 2019
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), Regional overview of the Burundian refugee population, 2020 Burundi Regional Refugee Response Plan, 2020 (data as of 31 January 2020) <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/75412>
- International Food Policy Research Institute (IFPRI), 2016. Rapport sur la nutrition mondiale 2016: Des promesses aux impacts: Éliminer la malnutrition d'ici 2030: Résumé
<https://www.ifpri.org/publication/global-nutrition-report-2016-promise-impact-ending-malnutrition-2030>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Evaluation du programme de pays de la FAO au Burundi, 2012-2018, 2020
- Organisation Internationale pour les migrations (OIM), Displacement Tracking Matrix, Burundi Displacement Dashboard, 2020
- Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD), Rapport sur le développement humain 2019, Les inégalités de développement humain au XXIème siècle, Note d'information à l'intention des pays concernant le Rapport sur le développement humain 2019, Burundi, 2019.
- _____, Note technique, perspectives de croissance de l'économie burundaise et analyse du budget de l'état, 2017
- _____, Human Development Report, Work for Human Development, 2015.
- _____, Human Development Report, The Real Wealth of Nations: Pathways to Human Development, 2010.
- UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). Plan de réponse humanitaire Janvier – Décembre 2019,
<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burundi/document/plan-de-r%C3%A9ponse-humanitaire-2019>
- UN Burundi, Equipe Pays du Système des Nations Unies au Burundi, Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement du Burundi (UNDAF 2019-2023), 2018
- UNICEF, Analyse de la malnutrition des enfants au Burundi, 2013.
<https://presidence.gov.bi/rapports-analyses/malnutrition-des-enfants/>
- World Economic Forum (WEF), Global Gender Gap Report 2020
http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2020.pdf
- WEF, Global Gender Gap Report 2012
http://www3.weforum.org/docs/WEF_GenderGap_Report_2012.pdf

Sites web consultés

- BM- Vue d'ensemble Burundi <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burundi/overview> (consulté le 8/2/2020)
- Base de données de la Banque Mondiale (2018): <https://databank.worldbank.org/home.aspx>
- Environmental Performance Index, https://epi.envirocenter.yale.edu/epi-topline?country=&order=field_epi_rank_new&sort=asc
- FIDA au Burundi, <https://www.ifad.org/fr/web/operations/country/id/burundi> (visité le 6 avril 2020)
- Sustainable Development Solutions Network. A global initiative for the UN. Sustainable Development Report Dashboards 2019 <https://dashboards.sdgindex.org/#/BDI> (consulté le 16 avril 2020)
- BM, Doing Business. <https://français.doingbusiness.org/> et <https://www.doingbusiness.org/en/data/exploreeconomies/burundi/paying-taxes#> (consulté le 16/4/2020)
- UNCDF, World Observatoire on Subnational Government Finance and Investment (données de 2019) <http://www.sng-wofi.org/country-profiles/BURUNDI.pdf> (consulté le 17/4/2020)
- Banque Mondiale. Burundi, analyse environnementale pays. Comprendre l'environnement dans la dynamique d'un monde complexe: des liens avec la fragilité, les conflits et le changement climatique, 2017. <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/991061510938559166/pdf/121464-FRENCHBurundiCEAFrenchWebFinal.pdf>
- République du Burundi, Centre d'Echange d'Informations du Burundi, Convention sur la Diversité Biologique (consulté le 14 avril 2020): <http://bi.chm-cbd.net/biodiversity/presentation-du-burundi>
- Royaume de Belgique, Service public fédéral, affaires étrangères, commerce extérieur et coopération au développement. Evaluation du Fonds Belge pour la sécurité alimentaire. Approche multi-acteurs, intégration du thème de la sécurité alimentaire, 2019. <https://diplomatie.belgium.be/sites/default/files/downloads/fbsa-fr-digital-complet.pdf>
- _____, Service public fédéral, affaires étrangères, commerce extérieur et coopération au développement. Rapport pays Burundi - Évaluation du Fonds Belge pour la sécurité alimentaire. Approche multi-acteurs, intégration du thème de la sécurité alimentaire, 2019. https://diplomatie.belgium.be/sites/default/files/downloads/fbsa-burundi-rapport_pays.pdf